

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

**Le record de la « Transat » ne peut plus être battu**

LIRE PAGE 30

1.30 F

Argente, 1.04 ; Maroc, 1.30 ; Tunisie, 1.00 ; Belgique, 1.00 ; Canada, 1.00 ; Danemark, 1.00 ; Espagne, 1.00 ; Grande-Bretagne, 1.00 ; Grèce, 1.00 ; Irlande, 1.00 ; Italie, 1.00 ; Japon, 1.00 ; Luxembourg, 1.00 ; Norvège, 1.00 ; Pays-Bas, 1.00 ; Portugal, 1.00 ; Suède, 1.00 ; Suisse, 1.00 ; U.S.A., 1.00 ; Yougoslavie, 1.00 ; etc.

Tarif des abonnements page 30  
5, RUE DES ÉCLAIRÉS  
75427 PARIS - CEDEX 16  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris 63 63 63  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Un an d'état d'urgence en Inde

En proclamant l'état d'urgence, il y a un an, Mme Gandhi a imposé à l'Inde le plus brutal changement qu'elle ait connu depuis l'indépendance. En dépit de la libération de plusieurs personnalités, dont le maintien en détention devenait embarrassant, les mesures prises depuis lors par le premier ministre sont allées crescendo dans le sens d'un durcissement. A cette évolution, New-Delhi a certes tenté de donner, au prix de nombreuses modifications constitutionnelles, un semblant de légalité. Mais si les principaux attributs de la démocratie (Parlement, presse, etc.) ont été préservés, le système politique qui, malgré toutes ses imperfections et ses abus, faisait naître la singularité de la démocratie indienne a cessé de fonctionner. Il est évident, comme l'assure Mme Gandhi, que l'état d'urgence ne pourra être maintenu indéfiniment, mais des élections ne sont pas envisagées dans un avenir prévisible.

Le chef du gouvernement ne risque pourtant pas maintenant de subir une avanie telle que le jugement qui le condamne, en juin 1975, pour irrégularités électorales, et qui fut à l'origine de la cascade d'événements ayant conduit à l'instauration du nouveau régime. L'opinion du Parlement, transformé en chambre d'enregistrement, s'exprime désormais sur celle de la Cour suprême, la plus haute institution juridique du pays. Le « judiciaire » constituait jusqu'alors la seule opposition courageuse et crédible aux mesures répressives et aux abus de pouvoir cumulés depuis un an : suspension des droits fondamentaux, dispositions plaçant les principaux personnalités de l'Etat au-dessus des lois, extension à deux ans des délais de garde à vue sans que les raisons de la détention puissent être données à quiconque, etc.

L'Inde n'est pas le Chili. Mais des dizaines de milliers de personnes — environ quarante mille, avance Amnesty International, — appartenant à tous les milieux intellectuels et politiques, sont arrêtées. Dans ces conditions, la thèse d'un « complot des forces réactionnaires » ne peut guère être acceptée que par les laudateurs du régime.

Le parti gouvernemental, le Congrès, qui dispose de la majorité des deux tiers au Parlement, n'a ni l'organisation ni les options d'un mouvement totalitaire, et l'armée est prudemment tenue à l'écart des affaires. Mais le système policier a été sensiblement renforcé. Hier encore des centaines de personnes ont été arrêtées, les mesures de sécurité qui protègent le premier ministre sont de plus en plus importantes. Il s'agit de sauvegarder un pouvoir isolé, ombrageux, en complète rupture avec la vie politique traditionnelle. Mme Gandhi a simplifié plus avoir confiance dans les vieux politiciens mais ils qui formaient autrefois l'appareil du parti. Des hommes sortis de l'ombre ont préminence sur des ministres chevronnés. La classe politique assiste, muette et consternée, à l'irrésistible ascension de Sanjay Gandhi, le fils cadet du premier ministre, qui se pose en prince couronné.

« Nous n'avons jamais été plus unis, plus forts que nous le sommes maintenant », a pu dire Mme Gandhi, qui tire orgueil du fait que M. Chirac a apporté, au cours de son voyage à New-Delhi, il y a quelques mois, la caution de la patrie des droits de l'homme au régime issu du coup de force de juin 1975.

Le premier ministre doit maintenant montrer que ce changement vigoureux a permis des succès dans le domaine économique.

La Banque mondiale vient de louer les progrès de l'économie indienne. Grâce à une bonne monnaie, et à un niveau d'importations élevé, l'Inde, rendue prudente, dispose de stocks de céréales. Les autorités sont d'autre part parvenues à freiner la hausse des prix, et la balance des paiements s'est redressée. Mais, même en Inde, ces succès ne sauraient faire oublier la disparition des principales libertés.

### PORTUGAL : le général Eanes ne doute pas de sa victoire à l'élection présidentielle

Les Portugais s'approprièrent, ce samedi 26 juin, à être, le 27, leur président de la République. L'état de santé de l'amiral Plácido de Azavedo — dont le maintien en vie conditionne la tenue du scrutin — s'améliorait lentement. Cependant, les trois autres candidats, le général Ramalho Eanes, le commandant Otelo de Carvalho et M. Octavio Pato, ont tenu, le 25 juin, le dernier meeting de leur campagne. Le rassemblement organisé à Lisbonne par l'ancien chef du Copcon a déplacé un public particulièrement nombreux. Mais le général Eanes, chef de l'état-major de l'armée de terre, dont nous publions ci-dessous une interview, se croit, quant à lui, assuré de la victoire.

### Le socialisme demeure un objectif à long terme, nous déclare le candidat

De notre correspondant

Lisbonne. — Un énorme portrait du général Ramalho Eanes est placé à l'entrée de l'immeuble de six étages où sont installés les services de propagande et d'appui à la candidature du grand favori de l'élection présidentielle du 27 juin. Le service d'ordre est rigoureux. Partout veillent des agents de la sécurité, dans les ascenseurs et dans les escaliers, en particulier.

Le chef d'état-major de l'armée de terre a organisé sa campagne comme une opération militaire. On n'était pas habillé d'une seule rigueur au Portugal, où c'est plutôt l'improvisation, qui est la règle. « Quand on se met à faire quelque chose, il faut que ce soit bien fait », a dit le général au cours d'une conférence de presse.

Depuis des mois, il est celui qui, en silence, dirige la reconstruction de l'armée. De cet homme énigmatique, on ne connaît guère les idées politiques. Candidat à la présidence, il a bien été forcé de s'ouvrir. Quelques interviews ont un peu révélé ses opinions sur le socialisme, le parti communiste, la révolution du 25 avril. Peu à peu, on a pu connaître son activité sous le régime de M. Coelete, ainsi que son rôle le 25 novembre 1975.

Il refuse le « socialisme marxiste-léniniste » car, a-t-il récemment déclaré au Journal Tempo de Lisbonne, ce modèle de société « n'est une solution pour personne ». Il ajoutait : « Dans les pays où ce type de régime s'est imposé, l'homme n'est pas heureux ». Pourtant, les modèles yougoslave, polonais ou roumain retiennent son attention. « Mais, souligne-t-il, ces pays sont déjà considérés par les autres comme rétrogrades ». Pour le Portugal, il propose un type de socialisme qui « tienne compte de la réalité historique et des conditions de vie de notre peuple ». Ce socialisme demeure un « objectif à long terme », une sorte d'aspirer.

Pour le général Eanes, la priorité privée sera nécessaire pendant longtemps : « Elle donne la sensation de la sécurité à nos gens. Il est favorable à une politique modérée de nationalisation.

JOSE REBELO.  
(Lire la suite page 2.)

### POLOGNE : l'agitation contraint le gouvernement à ajourner la hausse des prix

Le gouvernement polonais a annoncé, vendredi soir 26 juin, que la hausse des prix alimentaires était ajournée. Après une journée de grèves, le gouvernement s'était résigné à faire marche arrière. Le pain est revenu dans les rayons touchés par le mouvement. Le pouvoir ne pourra cependant pas longtemps différer la remise en ordre, rendue nécessaire par le déficit des échanges et l'endettement extérieur.

« Trybuna Ludu », quotidien du parti, écrit samedi : « A long terme, il est impossible d'acheter au prix fort pour revendre à bas prix. »

De notre correspondant

Vienne. — Il aura suffi d'une journée de grèves et de manifestations ouvrières pour que le gouvernement polonais revienne sur sa décision d'augmenter les prix des principaux produits de base annoncée le jeudi 24 juin. Peu après 20 heures, dans la soirée de vendredi, M. Jaroszewicz, président du conseil des ministres, a fait savoir dans une brève allocution radio-télévisée, qu'il s'agissait d'adresser au président du Parlement pour lui demander d'annuler le projet qu'il avait lui-même présenté la veille. La réunion de la Diète prévue samedi après-midi pour examiner ce projet a été reportée.

Dans sa courte intervention, M. Jaroszewicz a indiqué que les indications données sur la hausse des prix qui auraient dû être prises à partir de lundi, jusqu'à 100% pour le sucre, 60% pour la viande, les charcuteries et les conserves de poisson, et 30% pour le beurre, ne constituaient que des « propositions » (le Monde du 26 juin).

A la suite des « nombreuses remarques » faites par les ouvriers, il a été décidé, a-t-il ajouté, de poursuivre les consultations avec de « tout élargir ». Ces conversations prendront « quelques mois ». En attendant, a affirmé le chef du gouvernement, les prix resteront à leur niveau actuel. A aucun moment, M. Jaroszewicz n'a mentionné directement les mouvements de mécontentement qui se sont produits dans la journée de vendredi.

Si l'on en croit les agences de presse, le recul du gouvernement a été salué par de grands feux allumés par les ouvriers en grève, notamment à l'usine de tracteurs d'Ursus, près de Varsovie, avec des cassés, des morceaux de bois et des traverses de chemin de fer. La journée de vendredi paraissait pourtant avoir commencé dans un calme relatif. A Varsovie, la seule animation inhabituelle était provoquée par les immenses queues, qui s'élevaient formées tôt le matin devant les magasins d'alimentation, en particulier les boucheries et les confiseries. Cette ruée des ménagères vers les produits de première nécessité était déjà un indice que les conseils de sagesse de modération donnés la veille par M. Jaroszewicz dans son discours au Parlement n'avaient eu aucun écho. Mais elle n'était pas en elle-même un signe de protestation.

Selon des témoignages concordants, c'est de la petite ville d'Ursus, à trente mille habitants, à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Varsovie, qu'est partie la révolte.

MANUEL LUCBERT.  
(Lire la suite page 2.)

### PORTO-RICO : M. Ford attend du « sommet » occidental une attitude commune face au tiers-monde

La conférence économique « au sommet » de Porto-Rico, voulue par le président Ford, durera moins de vingt-quatre heures, alors que la première du genre, qui s'était tenue du 15 au 17 novembre 1975 à Rambouillet, avait duré le double. Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principales puissances capitalistes (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Canada) devaient commencer leurs travaux le dimanche 27 juin, à 16 heures (h. loc.), pour les clore par un communiqué final lundi 28, vers 15 h. 15. On prête au chef de l'exécutif américain l'intention d'insister sur la nécessité de définir une position commune vis-à-vis du tiers-monde.

Les participants, qui sont accompagnés pour la plupart de leurs ministres des affaires étrangères et des finances, doivent chacun présenter un dossier. M. Ford ouvrira le débat sur les perspectives économiques mondiales. M. Giscard d'Estaing traitera des problèmes monétaires et financiers. M. Miki du commerce international, M. Callaghan des relations Est-Ouest. M. Schmidt des rapports avec les pays en voie de développement, M. Trudeau de l'énergie, et M. Moro du fonctionnement des institutions internationales.

Selon le porte-parole de la Maison-Blanche, aucun entretien bilatéral entre M. Ford et l'un ou l'autre de ses hôtes n'est inscrit au programme.

### La banque des ressources

Comme l'avait fait M. Kissinger lors de la réunion de l'O.C.D.E. le 21 juin à Paris, le président Ford mettra l'accent à Porto-Rico sur la nécessité pour les pays industrialisés de définir une position commune face au tiers-monde, notamment aux nations pauvres. Mécontents des résultats de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les Etats-Unis ne manquent pas d'insister sur la mise en route de la Banque internationale des ressources, repoussée à Nairobi mais dont l'utilité a été reconnue à Paris dans le cadre de l'O.C.D.E. par MM. Sauvagnargues et Fourcade, respectivement ministre des affaires étrangères et de l'économie et des finances. Washington devrait aussi rappeler son opposition au projet de fonds commun de stabilisation du cours des matières premières, dont la mise à l'étude a été adoptée à Nairobi.

La recherche d'une meilleure coordination des positions occidentales sous l'égide américaine s'accompagnera sans aucun doute de l'évocation de problèmes plus spécifiques. Il sera ainsi question des difficultés économiques de l'Inde, sans toutefois que le lancement d'un programme d'aide paraisse être envisagé.

(Lire la suite page 27.)

## LE CHANGEMENT A PETITS PAS

### I. — Un monde dominé par l'atome

par le vice-amiral d'escadre ANTOINE SANGUINETTI

Ainsi donc, la page est tournée. Malgré les mises en garde, les déclarations prématurées, les rectifications hâtives et les démentis embarrassés, le Parlement a achevé de voter la loi de programmation militaire, à peine assortie d'amendements sans effets pratiques, du reste acceptés par le gouvernement au terme de débats qui, dès lors que les votes déjouaient les critiques, n'étaient plus qu'un alibi. Une fois de plus les représentants du peuple, en charge du pouvoir législatif, n'ont voté que ce qui leur était dicté par le pouvoir exécutif. Notons cependant à la décharge des députés que, suivant la méthode des « petits pas », ils n'ont connu qu'après coup le contenu réel de leur acquiescement.

La méthode des petits pas consiste dans une modification progressive du vocabulaire, en avance sur des actes qui ne suivent qu'après acceptation des mois. Elle a fait ses preuves depuis longtemps, et se révèle plus efficace que jamais dans notre évolution. Ainsi la grande peur, disparue la première des propos officiels, est désormais remplacée par le concept, pourtant contestable, de « puissance moyenne ». La notion de défense a cédé progressivement la place à celle de « sécurité », elle-même étendue depuis peu de l'extérieur à l'intérieur. La dissuasion, qui fut naguère nucléaire et absolue, a perdu peu à peu ses qualifications, tandis que la sanctuarisation de la France s'élargit à l'Allemagne, mais par l'effet douteux des moyens de combat. Car la « bataille », qui n'était citée autrefois qu'au titre de son refus, a fait une apparition encore timide dans l'interview du 5 mai, comme palliatif du « tout ou rien », pour devenir enfin l'hypothèse privilégiée des propos du 1<sup>er</sup> juin. L'armement nucléaire tactique, devenu de proche en proche un instrument de cette bataille. Bien plus, l'indépendance nationale, encore présente dans les déclarations des subalternes, n'est plus, au plus haut niveau, évoquée qu'une seule fois en finale de l'interview du 5 mai et une seule fois, fugitivement, dans la nuit du 26 au 27 juin.

### La montée des périls

On peut penser que ce que l'on veut du général de Gaulle, mais on lui reconnaît dans la plupart des cas qu'il était expert en matière de stratégie et d'impératifs de la défense française, pour y avoir consacré une grande partie de ses réflexions depuis sa jeunesse ; et plus encore pour avoir bénéficié de l'expérience unique d'avoir porté à bout de bras l'indépendance et la souveraineté de notre peuple, pendant la longue et difficile durée d'une guerre mondiale où les hommes du temps présent n'étaient que des gamins.

Donc, quand nos armées avaient été rapatriées de leur aventure politico-militaire en Algérie, avec la tâche précise de se reconstruire et de redevenir, contre des

agresseurs extérieurs, les armées de défense du territoire et des intérêts français dans le monde qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'être, elles se sont appuyées sur une doctrine précise de dissuasion nucléaire définie au niveau des experts en stratégie du monde entier, affirmée par le chef de l'Etat sans égard aux réticences, servie par un ministre des armées qui devait rester huit ans en fonctions, lui-même secondé d'un chef d'état-major complètement acquis aux théories nouvelles de l'ère nucléaire. C'est ce qui permit de développer sans à-coups les forces stratégiques, en vaincra l'inertie militaire, l'incapacité de la majeure partie des généraux français comme d'une fraction de ceux qui légalisaient en conseil de défense.

Or, au moment même d'adapter enfin les forces conventionnelles — toujours nécessaires, mais dont le rôle avait changé — au volume nouveau et au nouveau concept d'emploi qui résultait de la montée en puissance de notre force nucléaire, des accidents politiques ou aériens (1) firent disparaître les trois responsables, à peu près simultanément, de la tête des armées. Et c'est ce qui permit le relâchement de la rigueur.

Depuis 1969, nos forces armées, réparties, équipées et organisées, sans réserve de certaines polyvalences, en forces nucléaires de dissuasion et en forces conventionnelles de sûreté, de manœuvre et d'intervention en fonction des groupes de missions qui découlaient de la doctrine, ont continué de vivre quelques années sur la lancée de cette doctrine théoriquement inchangée. Mais dans le même temps montaient les problèmes dus à l'arrêt à mi-chemin de l'œuvre de modernisation entreprise, et au développement incontrôlé des déviations sous l'effet de nostalgies qui osaient enfin relever la tête à la faveur de l'instabilité ministérielle retrouvée.

(Lire la suite page 7.)

(1) N.D.L.R. : le départ du général de Gaulle et la mort du général Ailleret.

## AU JOUR LE JOUR

### Sécheresse

Il paraît que les hommes politiques sont des hommes d'action. Il est seulement dommage que leur action soit toujours en retard sur les faits. Les experts savent depuis un certain temps déjà que, si abondantes soient les pluies d'été, nous n'obtiendrons pas aux économies d'énergie, au rationnement d'eau et, ce qui est plus grave encore, aux conséquences économiques et financières de la sécheresse.

Alors, pourquoi ne pas le dire ? Pourquoi ne pas prendre des mesures maintenant des mesures sérieuses ?

C'est sans doute que nos dirigeants croient aux miracles. Ne sont-ils pas habitués à faire marcher les administrations publiques avec des caisses toujours à sec ? Ils oublient que dame Nature n'est pas fonctionnaire.

ROBERT ESCARPIT.

## LES JOURNÉES DU CONSERVATOIRE

### Défense de jouer

Les concours avec ses hasards, l'immobilisme de l'enseignement, le manque d'un public réel dans le courant de l'année, le poids de la Comédie-Française et de son style si spécial, donnaient, il n'y a pas dix ans, à ces journées de fin juin un caractère de performances strictement individuelles à travers lesquelles la pluralité et la richesse de l'acquis des leçons du Conservatoire n'étaient pas évidentes.

Elles le sont aujourd'hui. Les journées de juin 1976 prouvent que les élèves du Conservatoire ont travaillé, réfléchi, joué, dans beaucoup de perspectives.

Il n'en reste pas moins que ces journées donnent pour la première fois le sentiment que le Conservatoire est un vaisseau à la dérive, un vaisseau qui fait fausse route sans que l'équipage s'en soit aperçu.

MICHEL COURCELOT.  
(Lire la suite page 11.)

**Après la condamnation du docteur Simons**  
**Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement**

Les cinq parlementaires de la Corse ont été élus le 24 juin. Ils ont exprimé leur vœu unanime de voir dans l'affaire Simons, une mesure d'apaisement de la Corse. Ils ont pris bonne note de la mesure d'apaisement. Le docteur Simons a été condamné à la prison à perpétuité. Les trois jeunes personnes accusées de l'attentat contre le général de Gaulle ont été acquittées. Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement de la Corse.

**Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement**

Les cinq parlementaires de la Corse ont été élus le 24 juin. Ils ont exprimé leur vœu unanime de voir dans l'affaire Simons, une mesure d'apaisement de la Corse. Ils ont pris bonne note de la mesure d'apaisement. Le docteur Simons a été condamné à la prison à perpétuité. Les trois jeunes personnes accusées de l'attentat contre le général de Gaulle ont été acquittées. Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement de la Corse.

**Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement**

Les cinq parlementaires de la Corse ont été élus le 24 juin. Ils ont exprimé leur vœu unanime de voir dans l'affaire Simons, une mesure d'apaisement de la Corse. Ils ont pris bonne note de la mesure d'apaisement. Le docteur Simons a été condamné à la prison à perpétuité. Les trois jeunes personnes accusées de l'attentat contre le général de Gaulle ont été acquittées. Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement de la Corse.

**Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement**

Les cinq parlementaires de la Corse ont été élus le 24 juin. Ils ont exprimé leur vœu unanime de voir dans l'affaire Simons, une mesure d'apaisement de la Corse. Ils ont pris bonne note de la mesure d'apaisement. Le docteur Simons a été condamné à la prison à perpétuité. Les trois jeunes personnes accusées de l'attentat contre le général de Gaulle ont été acquittées. Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement de la Corse.

**Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement**

Les cinq parlementaires de la Corse ont été élus le 24 juin. Ils ont exprimé leur vœu unanime de voir dans l'affaire Simons, une mesure d'apaisement de la Corse. Ils ont pris bonne note de la mesure d'apaisement. Le docteur Simons a été condamné à la prison à perpétuité. Les trois jeunes personnes accusées de l'attentat contre le général de Gaulle ont été acquittées. Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement de la Corse.

**Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement**

Les cinq parlementaires de la Corse ont été élus le 24 juin. Ils ont exprimé leur vœu unanime de voir dans l'affaire Simons, une mesure d'apaisement de la Corse. Ils ont pris bonne note de la mesure d'apaisement. Le docteur Simons a été condamné à la prison à perpétuité. Les trois jeunes personnes accusées de l'attentat contre le général de Gaulle ont été acquittées. Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement de la Corse.

**Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement**

Les cinq parlementaires de la Corse ont été élus le 24 juin. Ils ont exprimé leur vœu unanime de voir dans l'affaire Simons, une mesure d'apaisement de la Corse. Ils ont pris bonne note de la mesure d'apaisement. Le docteur Simons a été condamné à la prison à perpétuité. Les trois jeunes personnes accusées de l'attentat contre le général de Gaulle ont été acquittées. Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement de la Corse.

**Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement**

Les cinq parlementaires de la Corse ont été élus le 24 juin. Ils ont exprimé leur vœu unanime de voir dans l'affaire Simons, une mesure d'apaisement de la Corse. Ils ont pris bonne note de la mesure d'apaisement. Le docteur Simons a été condamné à la prison à perpétuité. Les trois jeunes personnes accusées de l'attentat contre le général de Gaulle ont été acquittées. Les parlementaires corses demandent à M. Chirac une mesure d'apaisement de la Corse.



# EUROPE

## Portugal

### Le général Eanes ne doute pas de sa victoire à l'élection présidentielle

(Suite de la première page.)

Le général Eanes déclare : « Je pense que les principaux moyens de production doivent être en possession de la collectivité afin de ne pas être utilisés contre elle. » Les autres moyens doivent rester entre les mains des particuliers, de telle sorte que ceux-ci puissent se réaliser. « Cela ne se vérifie pas dans certains pays où la collectivisation a été un échec : en Union soviétique notamment. »

En politique extérieure, le général Eanes considère que le Portugal doit prêter une attention spéciale à l'Europe, ainsi qu'au Brésil et aux nouveaux pays africains d'expression portugaise. Il reconnaît volontiers les erreurs commises par les autorités portugaises dans les guerres d'Afrique. Et, à ce sujet, il déclare : « En Guinée, il y a eu un véritable mouvement de libération, dirigé par le P.A.I.G.C., auquel ont consciemment adhéré bon nombre de personnes. Par contre, en Angola, les mouvements n'ont jamais eu une grande implantation. Ils manquaient de force et ils n'avaient pas un grand appui populaire. Au Mozambique, la situation au début était semblable, mais ensuite elle s'est modifiée. »

### La campagne électorale a mis en lumière les dissensions entre les partisans du général Eanes

Lisbonne (A.F.P., A.P., Reuters). — La campagne pour l'élection présidentielle a pris fin, le vendredi 25 juin à minuit. Le général Eanes, le commandant Otelo de Carvalho et M. Octavio Pato ont participé à des rassemblements, respectivement à Setúbal, à Lisbonne et dans le centre du pays. La meeting de l'ancien chef du Copcon avait attiré plusieurs dizaines de milliers de sympathisants sur la place du Commerce, à Lisbonne.

La campagne n'a pas déplacé les foules. Elle n'a donné lieu qu'à très peu d'incidents et elle a été essentiellement animée par le duel verbal qui a opposé l'amiral Pinheiro de Azevedo, avant sa crise cardiaque, au général Ramalho Eanes. Ce duel

Le général Eanes ne se considère pas comme le « candidat officiel des forces armées ». D'après lui, les militaires n'auraient pas été consultés avant la présentation de telle ou telle candidature. Mais, dit-il, « l'armée doit accepter le candidat élu, car c'est la nation qui l'a choisi. »

De tous les partis politiques, il en est un seul dont il refuse l'appui : le P.C., qui lui inspire peu de confiance. « Seule une pratique démocratique — que nos institutions devraient favoriser, me ferait changer d'avis sur cette formation », conclut sur ce point le général.

Il ne croit pas à la possibilité d'une alliance entre les trois partis qui le soutiennent : le P.S., le P.P.D. et le C.D.S., car des « différences très grandes les séparent ». Néanmoins, il fait confiance à leur « volonté démocratique », ce qui selon lui, peut se traduire par « une conjugaison d'efforts entre eux ».

L'extrême droite peut-elle regagner de l'importance au Portugal ? Le général Eanes manifeste une certaine inquiétude : « Les dernières informations que nous possédons nous font penser qu'elle est en train de s'organiser à l'intérieur du pays. » Pourtant, l'extrême droite disparaît dès que la démocratie sera consolidée.

L'extrême gauche en revanche, « a un rôle très important à jouer, fonctionnant comme une sorte de conscience critique de la société », pourvu qu'elle décide à « respecter la Constitution ».

S'il est élu président de la République, le général Eanes s'engagera dans l'immédiat à « fonder l'empire de la loi ».

Personne ne doit y échapper. Pas même l'ancien général Spínola : « Comme citoyen portugais, il bénéficie de certains droits, parmi lesquels celui de revenir dans son pays. Ici, il doit se plier aux lois et se soumettre à l'avis des juges. Ensuite, il pourra mener une vie normale. »

A ceux qui l'accusent d'être un dictateur en puissance, le général Eanes répond sèchement : « Je me suis engagé à respecter la Constitution. »

JOSÉ REBELO.

### DES POUVOIRS PRÉSIDENTIELS ÉTENDUS

Le président de la République dispose de pouvoirs étendus. Ils vont jusqu'à ce qu'il soit également président du Conseil de la révolution et commandant suprême des forces armées. Il peut dissoudre l'Assemblée de la République, l'organe législatif, suspendre ou destituer le premier ministre, nomme et destitue les membres du gouvernement, sur proposition du premier ministre, et préside le conseil des ministres.

Le président promulgue les lois et décrets. Il a un droit de veto sur les textes législatifs. S'il use de ce droit, les textes doivent être réexaminés en deux lectures par l'Assemblée. L'Assemblée peut confirmer son vote et passer outre au vote présidentiel à la majorité absolue — ou des deux tiers dans certains cas. Elle a le droit de révoquer les ministres et la défense nationale notamment.

Le président promulgue les lois et décrets. Il a un droit de veto sur les textes législatifs. S'il use de ce droit, les textes doivent être réexaminés en deux lectures par l'Assemblée. L'Assemblée peut confirmer son vote et passer outre au vote présidentiel à la majorité absolue — ou des deux tiers dans certains cas. Elle a le droit de révoquer les ministres et la défense nationale notamment.

## Italie

### MALGRÉ SA DÉROUTE ÉLECTORALE

### L'extrême gauche estime que la constitution d'un Front populaire est réalisable

De notre correspondant

Rome. — Déçu par son faible score (555 980 voix, soit 1,5 % des suffrages valides pour les élections à la Chambre), mais satisfait de compter pour la première fois six députés, l'extrême gauche doit régler maintenant des problèmes internes. L'alliance des trois principaux mouvements — le Parti d'unité prolétarienne pour le communisme (P.D.U.P.), l'Avant-garde ouvrière et Lotta Continua — n'a pas donné les résultats escomptés, même si elle a permis d'atteindre l'indispensable « quotient » pour la Chambre.

En 1972, représentants partielle et divisée, l'extrême gauche avait en aucun cas enregistré un score d'environ un million de voix réunies par le Manifesto (0,7 %) et le P.S.I.U.P. (1,9 %).

Les révolutionnaires s'accrochent à peu près pour reconnaître leurs suffrages perdus sont allés au P.C. ou au parti radical. Mais ils s'opposent et polémiquent entre eux dès qu'il s'agit de fournir une explication. Il faut dire que les trois mouvements qui présentent des listes uniques ont des idées et des buts très différents. Né de la rencontre de socialistes de gauche (le P.S.I.U.P.) et de dissidents communistes (le Manifesto) le P.D.U.P. est le seul parti vraiment national. C'est aussi le seul à compter des personnalités connues comme Rossanda, Rossanda, Luigi Pintor, Vittorio Foa ou Lucio Magri.

Beaucoup de ses sympathisants n'ont pas compris l'alliance avec Lotta Continua, qui après avoir été socialiste-maoïste, a évolué vers un sens élitiste et jacobin. Ils accusent le P.C.I. de trahison et s'opposent aux syndicats. Le mouvement, bien implanté dans les milieux ouvriers de Naples, ne semble avoir recueilli que 70 000 voix de préférence dans toute l'Italie. Les leçons de cette journée d'agitation sont dures. Ni les augmentations de salaires accordées depuis cinq ans, ni la popularité que l'on accordait généralement aux dirigeants de l'extrême gauche, ni la taille d'Avant-garde ouvrière, qui présentait souvent des candidats uniques avec le P.D.U.P. Mais ce mouvement jacobiniste, sans doute le plus dangereux des trotskistes, a été « masoïst » — ne semble s'être implanté qu'à

Milan et à Turin. Avec l'austérité qui le caractérise, il a publié au lendemain des élections une longue autocritique. Elle ne le dispense pas de s'en prendre aux deux autres mouvements qu'il avait quasiment contraints à se rapprocher avant le scrutin.

A Lotta Continua, on se montre moins nuancé. Ces élections sont « un échec » et la « modeste des résultats obtenus » n'est pas due seulement au boycottage de la grande presse et à la faiblesse des moyens matériels de l'extrême gauche. « Le véritable échec est de la base électorale de Démocratie prolétarienne tient en partie à la volonté d'une tendance au P.D.U.P. de nuire à la liste unitaire qui s'était imposée contre sa volonté. »

En présentant les choses autrement, on peut dire qu'une partie du P.D.U.P. — qui constitue l'essentiel de l'électorat de l'extrême gauche — a été effrayée par les exerts de Lotta Continua. Elle aussi bien à Turin qu'à Naples. M. Vittorio Foa doit choisir l'une de ces deux circonscriptions. S'il réconcilie à la première, ce serait en faveur d'un candidat d'Avant-garde ouvrière. S'il abandonne la seconde, un représentant de Lotta Continua en bénéficierait et serait le seul élu de ce mouvement.

Les autres députés révolutionnaires sont Mino Luciana Castellina (P.D.U.P.), à Côme, Varèse, M. Lucio Magri (P.D.U.P.) à Rome, Massimo Goria (Avant-garde ouvrière) à Milan, et M. Eliseo Milani (P.D.U.P.) à Bergame.

Les trois mouvements pensent qu'ils ont été victimes eux aussi de la bipolarisation du cadre politique italien. Ils ajoutent leurs voix à celles des communistes, des socialistes et des radicaux. Ils remarquent néanmoins que la gauche rassemblée, 43 % des électeurs, n'a pas fait de la main. Il faut multiplier les efforts en direction des petits partis laïcs, mais sur un édifice de la démocratie chrétienne et, surtout, en convaincre le P.C.

ROBERT SOLÉ.

## S'IL N'ÉTAIT

### Le parti communiste « une nation »

La commission exécutive du parti communiste italien a réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.

La Commission exécutive a réuni les formations de l'extrême gauche, les communistes, les socialistes et les anarchistes, pour discuter la liberté d'expression et les autres questions.

Le Comité national lance un appel à la « révolution » et à la « lutte » pour la « libération » du peuple.

Les membres du parti communiste italien ont réuni, le vendredi 25 juin, à Rome, dans un communiqué, les membres du parti communiste italien, les associations provinciales et les associations provinciales adoptées par les comités.



صحة من الاموال

# Italie

## UNE RÉCTORALE que la constitution est réalisable

Le projet de loi sur la réctorale, présenté par le gouvernement, a été adopté par le Parlement. Ce projet vise à réorganiser le système éducatif italien, en créant des réctorats régionaux qui seraient chargés de superviser les établissements scolaires. Le projet a été adopté à la majorité, malgré l'opposition de certains membres de la gauche. Le gouvernement espère que cette réforme permettra d'améliorer la qualité de l'éducation et de réduire les disparités régionales.

# Le gouvernement hausse des prix

Le gouvernement italien a annoncé une hausse des prix pour certains produits de base. Cette mesure a été prise en raison de l'augmentation des coûts de production et de la pression exercée par les syndicats. La hausse des prix a suscité l'indignation du public, qui craint une inflation galopante. Le gouvernement a tenté de justifier sa décision en invoquant les contraintes économiques, mais les critiques restent nombreuses.

# Pour la troisième fois

Le gouvernement italien a pour la troisième fois tenté de réformer le système éducatif. Cette initiative a été accueillie avec scepticisme par l'opposition et les syndicats, qui craignent que ces réformes ne servent uniquement à renforcer le pouvoir du gouvernement. Les débats sur la réforme de l'éducation restent vifs, et il est à prévoir que de nouvelles tentatives seront faites à l'avenir.

# EUROPE

## Espagne

### S'IL N'ÉTAIT PAS LÉGALISÉ Le parti communiste pourrait entreprendre une action de masse

La commission exécutive du parti communiste espagnol a tenu une réunion à Madrid, le vendredi 25 juin. Les participants ont discuté de la possibilité d'entreprendre une action de masse si la loi sur les associations politiques n'est pas rapidement adoptée. Le parti craint que la situation actuelle ne permette pas de mener à bien ses activités politiques. Les dirigeants du parti ont décidé de surveiller de près l'évolution de la situation et d'être prêts à agir si nécessaire.

### Le P.C.E. démontre tout contact avec le pouvoir

Le dirigeant communiste a également tenu une réunion avec des représentants du pouvoir. Cette rencontre a permis d'établir un dialogue entre les deux camps, mais elle a aussi souligné les divergences de vues sur la situation politique. Le P.C.E. insiste sur la nécessité de réformes profondes, tandis que le pouvoir semble privilégier une approche plus modérée. Les tensions restent élevées, et la situation demeure incertaine.

# PROCHE-ORIENT

## LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

### La reprise des combats compromet les chances d'une « table ronde »

Les violents combats qui se poursuivent depuis quatre jours autour des deux camps de réfugiés palestiniens enclavés dans le réduit chrétien de Beyrouth se sont étendus, vendredi 25 juin, à presque toute la capitale et à ses faubourgs. De sérieux accrochages ont eu lieu dans la zone portuaire, dans le quartier commercial de Beyrouth et dans les banlieues de Chiah et d'Ain-El-Remmaneh. La situation de la population devient de plus en plus difficile, et beaucoup de Libanais cherchent leur salut dans la fuite à l'étranger. Les s'entassent par centaines à l'aéroport de Beyrouth, où le trafic a repris mercredi après une interruption de seize jours. La compagnie libanaise Middle East Airlines annonce que tous ses vols sont complétés jusqu'au 10 juillet.

### La nouvelle bataille de Beyrouth

Beyrouth. — La présence de l'armée syrienne a si peu de partisans ici qu'il n'y a guère de libanais pour admettre que, lorsque les forces de Damas menacent Beyrouth et Saïda, la guerre civile s'est sensiblement ralentie. C'est pourtant un fait : pendant quelques jours, la population des deux camps a connu un peu de répit et n'aurait été les actions des « francs-tireurs », le sang aurait provisoirement cessé de couler dans la capitale libanaise. Si les tentatives des affrontements syro-palestiniens, et à peine les troupes syriennes avaient-elles cessé de quelques positions autour de Beyrouth, que les combats ont repris de plus belle sur ce que

# DIPLOMATIE

## A EDIMBOURG ET MALGRÉ QUELQUES MANIFESTANTS

### La visite de M. Giscard d'Estaing s'est achevée dans une atmosphère familiale

Le président de la République est rentré à Paris vendredi 25 juin en fin d'après-midi après sa visite officielle en Grande-Bretagne. Le correspondant à Londres de l'agence soviétique Tass estime que cette visite n'a conduit à aucun progrès tant soit peu marquant dans le domaine de la coopération entre les deux gouvernements au sein de la Communauté européenne. La visite de M. Giscard d'Estaing à Edimbourg s'est déroulée dans une atmosphère familiale, malgré la présence de quelques manifestants. Le président français a rencontré le premier ministre britannique et a participé à une réception officielle. Les discussions ont porté sur les relations franco-britanniques et les perspectives de coopération européenne.

### DES BÂTIMENTS SOVIÉTIQUES ONT GÉNÉ DES MANŒUVRES DE LA MARINE DANOISE

Copenhague (A.F.P.). — La marine de guerre soviétique a, à deux reprises, généré des manœuvres de tir des unités danoises en mer Baltique, a annoncé le commandement général danois, le jeudi 24 juin. Celui-ci a transmis au ministère de la défense un rapport lui demandant d'élever éventuellement une protestation auprès de Moscou. Le premier incident est survenu le 11 juin, alors qu'un sous-marin s'approchait à tirer une torpille d'essai contre un dragueur de mines, une frégate soviétique de type *Morza* est venue, au risque de provoquer une collision, s'interposant entre les deux bâtiments. Peu après, une autre frégate soviétique a navigué en zigzag près d'un sous-marin danois, entraînant après elle un long câble susceptible de représenter un danger pour ce bâtiment.

### DES ETUDES A 1300 m.

### LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue aérienne du collège Beau-Soleil - Garçons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des lycées français - Préparation au baccalauréat - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15.000 m<sup>2</sup> : natation, tennis, patinage, ski, football, etc. - Surveillance médicale des élèves - Alimentation très soignée - Bulletin scolaire adressé aux parents à la fin de chaque semaine - Internat réservé aux jeunes filles de 13 à 18 ans à la Maison de la Harpe - Pour envoi d'une documentation annuelle scolaire 1976-1977, écrire à : COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL, VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) - TEL. : 19.47.25.321.54

## DANS UN DISCOURS A LONDRES

### M. Kissinger reconnaît que sa « nouvelle charte atlantique » n'était pas une bonne idée

Londres. — Dans un grand discours prononcé vendredi 25 juin à Londres devant l'Institut des études stratégiques, M. Kissinger a répondu à ceux qui le critiquent en exprimant ses espoirs et ses craintes pour l'avenir du monde occidental. Certains observateurs, surtout dans les milieux américains, veulent voir dans ce très large exposé philosophique le « testament » de l'homme qui a dirigé la politique étrangère des Etats-Unis depuis sept ans. M. Kissinger a justifié son action, mais il a aussi fait quelques aveux. Notamment en ce qui concerne les rapports des Etats-Unis et de l'Europe. Le secrétaire d'Etat reconnaît aujourd'hui que ses efforts de 1973 en vue de mettre sur pied une « nouvelle charte atlantique » ne constituaient pas le meilleur moyen de « revitaliser » les rapports entre l'ancien et le nouveau continent. « C'est aujourd'hui un débat académique », dit-il, « de se demander si les Etats-Unis ont agi d'une façon trop théorique en proposant de réviser la Charte atlantique (du traité de 1949) à travers une nouvelle déclaration atlantique, ou si vos amis européens ont agi sagement en considérant cette proposition comme un test de l'identité européenne ». A l'heure actuelle, M. Kissinger estime que l'unité européenne est essentielle pour l'Europe, pour l'Occident et pour le monde. Nous la soutenons vigoureusement et nous l'encourageons. Nous considérons la question comme réglée. Mais c'est l'équilibre global qui est au centre des préoccupations du secrétaire d'Etat. A cet égard, il estime que l'Occident n'a rien à craindre d'une compétition avec le monde communiste, que ce soit sur le terrain militaire, économique ou idéologique. Il déplore la tendance des Occidentaux à osciller entre « la négligence et l'alarmisme ».

### Pour la troisième fois

M. Kissinger reconnaît que l'Union soviétique accroit sans cesse ses forces militaires, mais il remarque que, en tant que puissance installée au centre de la masse euro-asiatique, l'U.R.S.S. se considère comme menacée sur deux fronts. D'autre part, les Américains sont en train de renforcer leurs dispositifs militaires sur leur sol et dans « la plaine de l'Allemagne du Nord ». Les forces navales soviétiques, dont

### La visite du président Assad à Belgrade

### LA YUGOSLAVIE DÉSAPROUVE L'INTERVENTION MILITAIRE SYRIENNE

(De notre correspondant.) Belgrade. — Le président syrien Hafez el-Assad est arrivé le vendredi 25 juin à Belgrade pour une visite de vingt-quatre heures. Cette visite avait été fixée initialement aux 19 et 20 juin, c'est-à-dire au retour du dirigeant syrien de Paris, mais elle fut reportée en raison de la gravité des événements du Liban. Dès son arrivée, le chef de l'Etat syrien a eu un entretien prolongé avec le président Tito.

### DES ETUDES A 1300 m.

### LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue aérienne du collège Beau-Soleil - Garçons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des lycées français - Préparation au baccalauréat - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15.000 m<sup>2</sup> : natation, tennis, patinage, ski, football, etc. - Surveillance médicale des élèves - Alimentation très soignée - Bulletin scolaire adressé aux parents à la fin de chaque semaine - Internat réservé aux jeunes filles de 13 à 18 ans à la Maison de la Harpe - Pour envoi d'une documentation annuelle scolaire 1976-1977, écrire à : COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL, VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) - TEL. : 19.47.25.321.54







حکومتی الامم

# AMÉRIQUES

### Argentine

#### LE NOUVEAU CODE PÉNAL PRÉVOIT UNE EXTENSION DE LA PÈNE DE MORT

Buenos Aires (A.F.P.). — Le nouveau code pénal argentin, qui sera promulgué en 1978, prévoit une extension de la peine de mort à certains crimes. Le code actuel, datant de 1917, ne prévoit la peine de mort que pour le meurtre et le terrorisme. Le nouveau code, élaboré par une commission d'experts, prévoit la peine de mort pour le meurtre, le terrorisme, le vol avec violence, le trafic de drogue et le trafic d'armes. Le code prévoit également la peine de mort pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Le nouveau code est considéré comme une avancée importante dans la lutte contre la criminalité en Argentine.

### Etats-Unis

#### LA COUR SUPRÊME DÉCLARE « ILLÉGALE » LA SÉGRÉGATION DANS LES ÉCOLES

Washington (A.F.P.). — La Cour Suprême des États-Unis a déclaré jeudi que la ségrégation raciale dans les écoles publiques est illégale. Cette décision, rendue dans l'affaire de la ségrégation des écoles de la Géorgie, est une victoire importante pour les défenseurs des droits civils. La Cour a jugé que la ségrégation raciale dans les écoles viole la Constitution des États-Unis. Cette décision a été rendue à l'unanimité, ce qui est une première pour la Cour.

# A TRAVERS LE MONDE

### Angola

#### YOUSGOSLAVIE

Angola (A.F.P.). — La Yougoslavie a annoncé qu'elle fournira une aide humanitaire à l'Angola. Cette aide sera destinée à soulager la souffrance des populations civiles touchées par le conflit armé. La Yougoslavie a également annoncé qu'elle fournira une aide technique à l'Angola pour la reconstruction du pays.

### Inde

#### des idées pour sauver

Inde (A.F.P.). — Des idées ont été proposées pour sauver la vie de Gerardo Gatti, dirigeant syndicaliste uruguayen détenu en Argentine. Les idées consistent à libérer Gatti et à le transférer en Uruguay. Les idées ont été proposées par des représentants de la communauté internationale.

### Israël

#### cartes de vote

Israël (A.F.P.). — Des cartes de vote ont été distribuées aux citoyens israéliens. Les cartes de vote sont destinées à recueillir l'avis des citoyens sur des questions importantes. Les cartes de vote ont été distribuées par le gouvernement israélien.

### PLE BOLIVIEN

#### la situation

PLE Bolivien (A.F.P.). — La situation en Bolivie est tendue. Des tensions existent entre le gouvernement et les opposants. Des élections ont été annoncées pour la fin de l'année. La situation est surveillée de près par la communauté internationale.

# AFRIQUE

### République Sud-Africaine

#### Les troubles raciaux ont accentué les divisions de la communauté blanche

Johannesburg (A.F.P.). — Les troubles raciaux ont accentué les divisions de la communauté blanche en République Sud-Africaine. Les tensions existent entre les Blancs et les Noirs. Les tensions ont été exacerbées par les récentes élections. Les tensions sont surveillées de près par la communauté internationale.

### Guinée

#### M. Sekou Touré appelle les États africains à aider le Mozambique contre l'agression rhodésienne

Conakry (A.F.P.). — M. Sekou Touré, président de la Guinée, a appelé les États africains à aider le Mozambique contre l'agression rhodésienne. M. Sekou Touré a déclaré que le Mozambique est une victime de l'apartheid. M. Sekou Touré a appelé les États africains à prendre des mesures pour mettre fin à l'apartheid.

### De notre envoyé spécial

#### Le rétablissement de l'ordre public

Le rétablissement de l'ordre public est une tâche ardue. Elle nécessite la coopération de tous. Le rétablissement de l'ordre public est une tâche qui doit être menée à bien. Le rétablissement de l'ordre public est une tâche qui doit être menée à bien.

### A la conférence de l'île Maurice

#### LA POLITIQUE FRANÇAISE EST VIVEMENT CRITIQUÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'O.U.A.

La politique française est vivement critiquée par le secrétaire général de l'O.U.A. à la conférence de l'île Maurice. Le secrétaire général a déclaré que la politique française est contraire aux intérêts de l'Afrique. Le secrétaire général a appelé les États africains à prendre des mesures pour mettre fin à la politique française.

### IL FAUT SAUVER LA VIE DE GERARDO GATTI

#### dirigeant syndicaliste uruguayen détenu en Argentine

Il faut sauver la vie de Gerardo Gatti, dirigeant syndicaliste uruguayen détenu en Argentine. Gatti est un homme digne et courageux. Gatti est une victime de la dictature argentine. Gatti doit être libéré et transféré en Uruguay.

### Ouganda

#### LE MARÉCHAL AMIN EST NOMMÉ PRÉSIDENT A VIE

Le maréchal Amin est nommé président à vie en Ouganda. Cette décision a été prise par le conseil de défense. Le maréchal Amin a été nommé président à vie pour ses services à la nation. Le maréchal Amin a été nommé président à vie pour ses services à la nation.

### Rhodésie

#### DEUX JOURNALISTES BRITANNIQUES DU DAILY NEWS ONT ÉTÉ EXPLUSÉS DE RHODÉSIE

Deux journalistes britanniques du Daily News ont été exclus de Rhodésie. Les journalistes ont été accusés de trahison. Les journalistes ont été accusés de trahison. Les journalistes ont été accusés de trahison.

### LES MAURITIENS DUPES

#### dans le No 81 d'Africa, la seule revue économique et sociale africaine entièrement faite en Afrique

Les Mauritien sont dupes dans le No 81 d'Africa. La revue Africa est une revue importante pour l'Afrique. La revue Africa est une revue importante pour l'Afrique. La revue Africa est une revue importante pour l'Afrique.

# AFRIQUE

### Guinée

#### M. Sekou Touré appelle les États africains à aider le Mozambique contre l'agression rhodésienne

M. Sekou Touré, président de la Guinée, a appelé les États africains à aider le Mozambique contre l'agression rhodésienne. M. Sekou Touré a déclaré que le Mozambique est une victime de l'apartheid. M. Sekou Touré a appelé les États africains à prendre des mesures pour mettre fin à l'apartheid.

### De notre envoyé spécial

#### Le rétablissement de l'ordre public

Le rétablissement de l'ordre public est une tâche ardue. Elle nécessite la coopération de tous. Le rétablissement de l'ordre public est une tâche qui doit être menée à bien. Le rétablissement de l'ordre public est une tâche qui doit être menée à bien.

### A la conférence de l'île Maurice

#### LA POLITIQUE FRANÇAISE EST VIVEMENT CRITIQUÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'O.U.A.

La politique française est vivement critiquée par le secrétaire général de l'O.U.A. à la conférence de l'île Maurice. Le secrétaire général a déclaré que la politique française est contraire aux intérêts de l'Afrique. Le secrétaire général a appelé les États africains à prendre des mesures pour mettre fin à la politique française.

### IL FAUT SAUVER LA VIE DE GERARDO GATTI

#### dirigeant syndicaliste uruguayen détenu en Argentine

Il faut sauver la vie de Gerardo Gatti, dirigeant syndicaliste uruguayen détenu en Argentine. Gatti est un homme digne et courageux. Gatti est une victime de la dictature argentine. Gatti doit être libéré et transféré en Uruguay.

### Ouganda

#### LE MARÉCHAL AMIN EST NOMMÉ PRÉSIDENT A VIE

Le maréchal Amin est nommé président à vie en Ouganda. Cette décision a été prise par le conseil de défense. Le maréchal Amin a été nommé président à vie pour ses services à la nation. Le maréchal Amin a été nommé président à vie pour ses services à la nation.

### Rhodésie

#### DEUX JOURNALISTES BRITANNIQUES DU DAILY NEWS ONT ÉTÉ EXPLUSÉS DE RHODÉSIE

Deux journalistes britanniques du Daily News ont été exclus de Rhodésie. Les journalistes ont été accusés de trahison. Les journalistes ont été accusés de trahison. Les journalistes ont été accusés de trahison.

### LES MAURITIENS DUPES

#### dans le No 81 d'Africa, la seule revue économique et sociale africaine entièrement faite en Afrique

Les Mauritien sont dupes dans le No 81 d'Africa. La revue Africa est une revue importante pour l'Afrique. La revue Africa est une revue importante pour l'Afrique. La revue Africa est une revue importante pour l'Afrique.

# AFRIQUE

### Guinée

#### M. Sekou Touré appelle les États africains à aider le Mozambique contre l'agression rhodésienne

M. Sekou Touré, président de la Guinée, a appelé les États africains à aider le Mozambique contre l'agression rhodésienne. M. Sekou Touré a déclaré que le Mozambique est une victime de l'apartheid. M. Sekou Touré a appelé les États africains à prendre des mesures pour mettre fin à l'apartheid.

### De notre envoyé spécial

#### Le rétablissement de l'ordre public

Le rétablissement de l'ordre public est une tâche ardue. Elle nécessite la coopération de tous. Le rétablissement de l'ordre public est une tâche qui doit être menée à bien. Le rétablissement de l'ordre public est une tâche qui doit être menée à bien.

### A la conférence de l'île Maurice

#### LA POLITIQUE FRANÇAISE EST VIVEMENT CRITIQUÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'O.U.A.

La politique française est vivement critiquée par le secrétaire général de l'O.U.A. à la conférence de l'île Maurice. Le secrétaire général a déclaré que la politique française est contraire aux intérêts de l'Afrique. Le secrétaire général a appelé les États africains à prendre des mesures pour mettre fin à la politique française.

### IL FAUT SAUVER LA VIE DE GERARDO GATTI

#### dirigeant syndicaliste uruguayen détenu en Argentine

Il faut sauver la vie de Gerardo Gatti, dirigeant syndicaliste uruguayen détenu en Argentine. Gatti est un homme digne et courageux. Gatti est une victime de la dictature argentine. Gatti doit être libéré et transféré en Uruguay.

### Ouganda

#### LE MARÉCHAL AMIN EST NOMMÉ PRÉSIDENT A VIE

Le maréchal Amin est nommé président à vie en Ouganda. Cette décision a été prise par le conseil de défense. Le maréchal Amin a été nommé président à vie pour ses services à la nation. Le maréchal Amin a été nommé président à vie pour ses services à la nation.

### Rhodésie

#### DEUX JOURNALISTES BRITANNIQUES DU DAILY NEWS ONT ÉTÉ EXPLUSÉS DE RHODÉSIE

Deux journalistes britanniques du Daily News ont été exclus de Rhodésie. Les journalistes ont été accusés de trahison. Les journalistes ont été accusés de trahison. Les journalistes ont été accusés de trahison.

### LES MAURITIENS DUPES

#### dans le No 81 d'Africa, la seule revue économique et sociale africaine entièrement faite en Afrique

Les Mauritien sont dupes dans le No 81 d'Africa. La revue Africa est une revue importante pour l'Afrique. La revue Africa est une revue importante pour l'Afrique. La revue Africa est une revue importante pour l'Afrique.

## TERRE HUMAINE

Collection dirigée par Jean Malaurie

"Par quelle grâce, cette collection Terre Humaine ne publie-t-elle rien de médiocre et si souvent des chefs-d'œuvre?"

GILLES LAPOUGE "LE MONDE"

CLAUDE LEVI-STRAUSS  
Tristes tropiques

JEAN MALAURIE  
Les derniers rois de Thulé  
avec les Esquimaux Polaires, face à leur destin

GEORGES BALANDIER  
Afrique ambiguë

VICTOR SEGALAN  
Les immémoriaux

DON C. TALAYESVA  
Soleil Hopi  
l'autobiographie d'un Indien Hopi

FRANCIS HUXLEY  
Amables sauvages  
chronique des Indiens Urubu de la forêt amazonienne

RENE DUMONT  
Terres vivantes  
voyages d'un agronome autour du monde

MARGARET MEAD  
Mœurs et sexualité en Océanie

JACQUES SOUSTELLE  
Les quatre soleils  
souvenirs et réflexions d'un ethnologue au Mexique

THEODORA KROEBER  
Ishi  
le testament d'un Indien d'Amérique du Nord

ETTORE BLOCCA  
Yanoama  
récit d'une femme Brésilienne enlevée par les Indiens

RICHARD LANCASTER  
Piegan  
chronique de la mort lente des Indiens Pieds-Noirs

WILLIAM HINTON  
Fanshen  
la révolution communiste dans un village chinois

JAMES AGEE et WALKER EVANS  
Louons maintenant les grands hommes  
trois familles de métayers en Alabama

RONALD BLYTHE  
Mémoires d'un village anglais  
Akenfield (Suffolk)

PIERRE CLASTRES  
Chronique des Indiens Guayaki  
ce que savent les Achés, chasseurs nomades du Paraguay

SELM ABOU  
Immigrés dans l'autre Amérique  
autobiographies de quatre Argentins d'origine libanaise

FRANCIS IANNI  
Des affaires de famille - la mafia à New York  
Un regard d'anthropologue sur la mafia

GASTON ROUPNEL  
Histoire de la campagne française

TEWFIK EL HAKIM  
Un substitut de campagne en Égypte  
journal d'un substitut de procureur en Égypte

BRUCE JACKSON  
Leurs prisons  
autobiographies de prisonniers et d'ex-détenus Américains

PIERRE JAKEZ HELIAS  
Le cheval d'orgueil  
mémoires d'un breton du pays bigouden

JACQUES LACARRIÈRE  
L'été grec  
une Grèce quotidienne de 4000 ans

PLON











### De notre correspondant

**. Pas de statut**

Les assistants en droit réclament un statut : « Nous n'avons aucune garantie d'emploi. Après un an, si cela marche, nous disposons de quatre ans pour faire une thèse. Nous avons des conditions de travail de bénévoles. Les assistants ont le sentiment que les conditions d'enseignement nuisent aux étudiants. Proches d'eux, ils le ressentent très vivement. »

**CLAUDE LEVY.**

« Si nous avions un statut, estime-t-il, cela servirait directement les étudiants », qui seraient mieux encadrés et bénéficieraient d'un contrôle continu plus sérieux.

Quant aux rapports avec les enseignants, ils sont jugés variables : « Seul exceptions, tant qu'on n'a pas passé sa thèse, on n'est pas reconnu, on n'a rien à dire. Notre « ras-le-bol », conclut Francis Polson, correspond à la situation actuelle de l'université. Les assistants ont le sentiment que les conditions d'enseignement nuisent aux étudiants. Proches d'eux, ils le ressentent très vivement ».

**CLAUDE LÉVY.**

Les examens auront lieu lundi 28 et mardi 29 juin, alors que l'arrêté rectoral a été pris le 18 juin. Le conseil a demandé à tous les intéressés de tout mettre en œuvre pour faire échouer cette tentative d'organisation d'une session précipitée d'examens.

socialistes, de l'instituteur ou du président d'université. Le parti n'a pas voulu que l'enseignement transcende les approches catégorielles des enseignants et de faire la synthèse de leurs aspirations avec celles des parents et des élèves.

Mais les organisations d'enseignants ne violent pas forcément d'un bon côté le P.S. s'avancerait un peu plus qu'il ne le fait depuis des lustres. Aussi le parti possède-t-il une marge de manœuvre étroite : d'un côté le programme commun et des parties communes à tous les enseignants, de l'autre, les syndicats d'enseignants, dont les objectifs ne s'accordent pas toujours avec ceux du parti communiste. Mais, dans le P.S. est obligé de tenir compte dans sa stratégie.

● **Fin de la grève à l'université de Compiègne.** La grève qui avait commencé le 16 juin à l'université technologique de Compiègne a pris fin mercredi 23 juin après une rencontre entre le recteur et les représentants des étudiants. Les résolutions adoptées par le conseil demeurent, mais le jury qui sera amené à accorder le diplôme d'ingénieur en juin 1977 disposera d'une certaine marge d'appréciation. « Ces premiers emménagements », souligne le directeur, « ont pour résultat de nous faire plus facilement l'acquisition des premières promotions qui ont rencontré des difficultés lors du démarrage de l'université. » (Le Monde des 23 et 24 juin). — (Corresp.)

Les académiciens ont jugé, d'autre part, qu'il fallait « médicaliser » le premier cycle, notamment en commençant l'initiation à la vie hospitalière dès la seconde année; à la fin du premier cycle, « un examen terminal de niveau non sélectif, sans aucune visée de classement », devrait remplacer les examens de cliniques considérés comme « déclassants ». Le second cycle devrait être distinct « dans le temps et dans ses modalités » de tout concours ouvrant au troisième cycle (internat par exemple), estime l'Académie qui propose que le « spécialiste » généraliste doit être élevé au niveau de « spécialiste de médecine générale ».

● Le mouvement d'action syndicale (MAS, mouvement étudiant proche de la C.F.D.T.), a fait le bilan de l'année universitaire au cours d'un colloque tenu à Paris du 24 au 26 juin. « Les examens se sont déroulés en général dans de bonnes conditions acceptables », ont affirmé les responsables du MAS, « mais il y a eu des problèmes dans certaines universités et nous n'avons pas été coussés par les universités elles-mêmes, mais par les autorités recatoliques. Il s'agissait de la part de ces autorités de réactions politiques, d'expéditions punitives du pouvoir ». Le MAS entend, à la rentrée, proposer « des revendications positives » et « un ensemble des usagers de l'université et des travailleurs ».

## De notre côté

[illegible][illegible]

Selon le ministère de l'Intérieur

[illegible]



















50 كذا من الاصل

# Le Monde aujourd'hui

## FEMMES BATTUES

### Paulette, 23 ans, en est morte...

STRASBOURG, le mois dernier, un jeune homme de vingt-trois ans, Alain Fischer, a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle pour avoir battu à mort sa femme Paulette, âgée elle aussi de vingt-trois ans. Drame de l'alcool, drame de la mesquinerie, cette affaire aurait pu ne pas dépasser l'incidence du palais de justice. Mais les femmes du groupe « S.O.S. Femmes » de Strasbourg avaient saisi cette occasion pour poser une nouvelle fois le problème de la violence dont les femmes sont victimes. Devant le palais de justice, un cercueil, des gerbes de fleurs envoyées par des groupes de femmes françaises et étrangères, venaient rappeler à l'opinion que le drame de Paulette Fauconnier, épouse Fischer, n'était, en aucun cas, exceptionnel. L'affaire s'est déroulée en Alsace, mais aurait pu avoir lieu ailleurs, n'importe où, car les scènes de ménage qui « tournent mal » ne sont pas le triste privilège d'une région. Il suffit de lire les faits divers pour s'en convaincre.

Ce procès symbolisait fort à propos l'une des contradictions de notre société : on ne cesse d'encourager et de vanter les qualités « féminines » telles que la douceur, la dépendance et la passivité, mais, en même temps, les institutions familiales et sociales sont incapables d'éviter certains des drames qui en découlent.

#### Une histoire banale

Au procès de Strasbourg, il a été difficile de comprendre la personnalité des deux protagonistes. Quelques bribes ici et là donnaient l'impression que l'histoire d'Alain et de Paulette était fort banale. De Paulette, on a appris qu'elle était « une victime absolue sans reproche ». En sa faveur, on a dit qu'elle ne s'était pas défendue, qu'elle n'avait même pas cherché à se débattre. Il ne s'agit évidemment pas, en disant cela, de chercher à minimiser la violence, mais de mettre en question une attitude de la justice qui donnait constamment des points à la passivité féminine. Sur le comportement de Paulette, l'avo-

cat général ne voulait avoir que deux choses : « Etait-elle douce ? » Et si elle avait été plus combative et médiocrement ménagère, le crime de Fischer en aurait-il été plus excusable ? Dans son réquisitoire, l'avocat général dira d'ailleurs que si Paulette avait été « acariâtre », cela aurait pu entraîner une certaine compréhension pour l'accusé. Mais Paulette n'était pas acariâtre. Elle subissait en silence une vie peu réjouissante d'ouvrière obligée de faire des ménages le soir pour boucler les fins de mois. C'était « une femme parfaite, trop parfaite peut-être », dira l'avocat général hors audience.

#### L'impuissance de tous

« Trop parfaite... » Pour Paulette, les choses sont allées trop loin. Face à la virile agressivité d'Alain qui ne pouvait s'exprimer qu'avec ses poings, ses qualités l'ont conduite à la mort. Elle avait pourtant tenté de fuir et avait, dans ce but, entamé une procédure de divorce. Seize mois avant sa mort, elle avait obtenu une ordonnance de non-conciliation et avait été autorisée à avoir un domicile séparé. Mais elle n'avait jamais réussi à faire respecter cette décision de justice. Alain revenait continuellement, au milieu de la nuit parfois, refusant qu'elle le quitte.

Avec une fille en bas âge, Paulette ne savait où fuir. Il est aujourd'hui fréquent, semble-t-il, que des femmes ayant demandé le divorce et obtenu une autorisation de domicile séparé, ne puissent pas faire respecter cette décision par leur conjoint. Paulette cédait au chantage, acceptait de reprendre la vie commune, d'essayer encore un peu. A plusieurs reprises, elle avait dû appeler la police, son mari menaçant de la tuer. Mais que valent des menaces, après des années de mésintelligence ? L'entourage ne les entend plus, elles deviennent tristement banales. « Les menaces, on n'y croit plus, ni ça s'arrête ni ça s'arrête », dira Colette Fauconnier, venue voir sa sœur la veille du drame, un samedi. Elle-même, sa mère, son

frère, avaient décidé de laisser Paulette seule avec son mari, craignant d'envenimer la situation. Quant à la police, arrivée sur les lieux dans l'après-midi du même jour, elle fut également impuissante. L'officier de police ne put que donner ce conseil à Paulette : « Supportez-le jusqu'à lundi matin, vous ferez changer votre opinion ». Paulette Fauconnier reste donc seule, face à la violence de cet homme. Elle en est morte.

Qu'aurait-il fallu faire ? Ces situations ne sont pas simples, dit l'avocat général. Si la police avait mis Alain en garde à vue pendant quarante-huit heures pour faire respecter la décision de domicile séparé, cela aurait pu le rendre fou.

Et après, on aurait dit : « Vous voyez, c'est à cause de la police qu'il a tué sa femme ». Paulette était en danger de mort, elle a demandé de l'aide, mais personne n'a pu lui porter secours. La seule réponse du corps social, c'est, après coup, de punir le meurtrier. Et l'on demande alors, en cour d'assises, « une peine exemplaire et dissuasive » pour que soit réglé le problème des femmes battues.

En condamnant Alain Fischer à vingt ans de prison, la cour a voulu montrer que la mort d'une femme, dans le cadre familial, était un crime comme un autre. Et que cette affaire n'était pas, par sa nature, une simple « infraction », un cas banal de « coups de blessures » ayant « mal tourné ». Il est cependant probable que les vingt ans d'emprisonnement d'Alain Fischer ne feront pas grand-chose pour briser le cycle de la violence installé dans de nombreux foyers.

La solution n'est pas uniquement de mettre hors d'état de nuire des hommes violents après leur crime, elle n'est pas de réclamer des peines draconniennes pour tous ceux qui, hors du contexte familial, sont des hommes « comme les autres ». Elle est plutôt d'éviter qu'on en arrive là. Le problème se situe en grande partie, dans cette solitude désespérante de tant de femmes et d'enfants et dans la dépendance où ils se trouvent.

KATIE BREEN.

## HUMEUR

### Le goût de l'ordre et la manie des chiffres

LES places numérotées sont réservées par priorité :  
1) Aux mutilés de guerre ;  
2) Aux aveugles civils, aux invalides du travail et aux infirmes civils ;  
3) Aux femmes enceintes et aux personnes accompagnées d'enfants âgés de moins de quatre ans.

Cet avertissement, familier aux usagers du métro, m'a toujours laissé rêveur. Ce n'est pas tellement l'ordre des priorités qui me gêne — encore qu'il évoque des visions budéniennes de bagarres entre béquilles et cannes blanches — c'est l'existence même d'un tel édicte.

Devant l'étonnement amusé d'amis anglais, j'ai cherché à pousser l'analyse plus loin. Qu'un tel rapport soit « impensable » chez nous, car la politesse va de soi, comme le prétendaient mes amis, n'est pas évident à une époque où la notion du fair play abandonne même les gentlemen anglais. Non, il faut chercher plutôt dans la différence fondamentale entre les mentalités et surtout les systèmes juridiques français et anglais.

Chez les premiers, la loi est écrite, explicite, formulée de façon à couvrir toute éventualité. Chez les seconds, la loi repose sur une Constitution non écrite, sur le droit coutumier, sur la tradition et les « précédents ». Les uns tâtonnent à travers le dédale du code napoléonien pour y trouver les fautes ; en un mot, pour contourner la loi. Les autres, au contraire, ont une idée fixe : c'est de respecter la loi. Les uns, donc, sont des « fautes », les autres, des « précédents ».

Deux mentalités, donc, deux façons de penser totalement opposées. Comparez un jardin français, froidement géométrique, les rangées d'arbustes au garde-à-vous, les pelouses immaculées, derrière leurs grillages, à un jardin anglais, où les fleurs — comme les promeneurs d'ailleurs, —

se pressent dans la verdure à leur guise, où la nature garde encore quelques droits. Visitez Paris, la plus belle ville du monde peut-être, mais d'une beauté formelle, ses monuments sagement mis en valeur, ses grands axes tracés à la règle par Haussmann, son boulevard périphérique bouclant l'ensemble d'un trait qui satisfait l'esprit. Puis, allez voir Londres, championne monstrueuse mais pleine de vie qui a grandi en même temps que sa population et dont les quartiers historiques et les monuments se laissent découvrir au détour d'une rue, se dressent, inattendus et d'autant plus fascinants au milieu du fouillis ambiant.

Écoutez Racine, tout en nuances, se promenant agréablement sur la corde raide des sentes classiques de temps, de lieu, d'action, jouant admirablement sur le registre étroit mais cristallin de l'alexandrin, où le glissement à peine perceptible du vouvoiement au tutoiement passionnel révèle, plus que tous les développements possibles, la psychologie des personnages. Puis, laissez-vous emporter par l'ouragan shakespearien, déchaîné par toute la gamme des passions humaines, où le spectateur, essouffé, est transporté d'un pays à l'autre, projeté, à une vitesse étourdissante, d'une époque à l'autre, où la tragédie la plus noire cède le pas, sans transition, à l'humour le plus bouffon, où les couleurs sanglantes s'annoncent sur la scène...

#### L'obsession cartésienne

Ordre, mesure, logique, chez les uns ; spontanéité, démesure, pragmatisme, chez les autres. Voilà une de raisons qui expliquent pourquoi cette liste des priorités passe inaperçue dans le métro parisien et serait inconcevable dans le « tube » londonien. Il y a une autre raison. C'est la « manie » des Français, leur obsession cartésienne pour les catégories, les classements, les ensembles ordonnés. Pour en revenir au métro, on y trouve un exemple

sublime. Dans quel autre pays pousserait-on aussi loin la recherche de la précision pour spécifier : « 111 places debout, 31 assises ? » Quant au dernier chiffre, passe encore, mais le premier... Pourquoi ne pas arrondir à 100, à 110 à la rigueur ? A-t-on vraiment entassé 111 personnes (de corpulence moyenne ?) dans un wagon de métro pour voir si elles tiennent à l'aise ? A noter que dans les métros plus modernes, à y penser, on a ramené à 24 les places assises pour permettre à 135 malheureux voyageurs — voire 142 selon le cas — d'adopter la position verticale, tandis que dans les voitures encore plus récentes — serait-ce la pernicieuse influence anglo-saxonne ? — on n'indique plus de chiffres du tout.

Ce sont encore les Français qui ont inventé le « troisième » homme (celui du jésuite François Roustaing, pas celui de Graham Greene) ; le tiers, et même le quart-monde ; le troisième, le quatrième, voire le cinquième degré ; qui ont baptisé le cinéma le septième art ; qui enseignent aux écoliers qu'une dissertation, tout comme un sermon scolastique, s'articule en trois parties.

Si, par impossible, Descartes n'avait pas existé, les Français l'auraient sûrement inventé.

ALAIN WOODROW.

## PROGRÈS

### La nouille libre

A U commencement était la nouille. Tout bêtement. Ensuite il y a eu, il y aura ou il aurait pu y avoir la nouille vitaminée, la nouille aux œufs, la nouille à l'huile de vision, la nouille, la tri-nouille, la nouille avec gratin incorporé, etc. C'est là le chemin éternel classique de l'amélioration du produit par enrichissement, adonction, multiplication, renforcement. Inutile de dire que cet enrichissement du produit est générateur de ventes et de profits.

Une autre voie, apparemment opposée et cependant voisine, est celle de l'émulsion, le produit par appauvrissement, retrait, soustraction ou suppression. On peut ainsi concevoir la nouille sans sel, la nouille sans colorant, la nouille sans farine, l'anti-nouille amincissante, la nouille essentielle vendue en vrac sous forme de grains de blé dur...

Une troisième échelle de valeurs est celle de l'emballage : la nouille en emballage géant économique, hyper-géant très économique, la nouille en cent doses individuelles réunies dans un multipack à palettes...

La quatrième échelle, à deux pentes, du succès commercial concernerait la nouille si elle était un bien durable : un produit alors la nouille longue durée, puis la nouille éternelle, bientôt suivie de la nouille deux fois, la nouille une fois et la nouille à jeter avant d'être utilisée.

L'arrivée sur le marché de la nouille libre marque l'ouverture d'un nouveau front de concurrence. La pensée promotionnelle va prendre un nouvel essor. La nouille libre annonce, soit la nouille déshydratée et la nouille sauvage, soit la nouille responsable et la nouille adulte. Le génie, a dit quelqu'un, c'est de la bêtise en furor. Les tempêtes d'aujourd'hui annoncent les cyclones de demain.

A la fin du siècle dernier, l'épicier qui, sur sa vitrine, peignait en lettres d'or « nouilles premier choix » ne savait pas quel vent il semait.

M. B. — Dans un esprit de simplification, j'ai fait supporter à la seule nouille tous les apports créatifs dont ont bénéficié en réalité de nombreux produits : le shampoing (aux œufs, à l'huile de vision, etc.), la biscotte (bi-scotte, tri-scotte, super-biscotte, puis biscotte sans sel, sans sucre, bientôt la monoscotte), le fromage (double crème, triple crème, enrichi de crème puis appauvri rapidement jusqu'à 0% de matière grasse), les détergents (pour les paquets géants) et la bière (pour les très grands paquets de toutes petites bouteilles).

Le progrès économique, la liberté de la concurrence, l'enchaînement publicitaire, l'induction verbale et l'induction tout court n'ont pas fait de nouilles des relations orphiques, et leurs enfants, prévus ou imprévus, de grouiller.

MAURICE VIDAL.

## Au fil de la semaine

A u hasard de lectures, ces dernières semaines, quelques occasions de sourire : il n'y en a pas tant. Et, après tout, c'est aussi une occasion de passer, pour une fois, la plume à d'autres.

Guy Bados, dans son récit « Je craque » (Colmann-Lévy), interroge Sophie Daumier :  
« Qu'est-ce que tu veux pour ton quarantième anniversaire ?  
— Un gâteau. Avec des bougies. Trente. »

Un petit mystère de l'histoire littéraire enfin éclairci. Anne-Marie Cazalis, qui fut l'une des prêtresses du Saint-Germain-des-Près d'après guerre, revendique, dans ses « Mémoires d'une Anne » (Stock F), une initiative qu'on attribuait généralement à Roger Nimier. Elle dit, un jour de 1951, raconte-t-elle, un télégramme adressé à François Mauriac :  
« Mauriac, comme l'écrivain ? — Oui, comme l'écrivain.  
— Bien. Le texte ? — Enfer n'existe pas. Stop. Tu peux te dissiper. Stop. Préviens Claudel. Stop. — Claudel, comme l'écrivain ? — Oui, comme l'écrivain.  
— Et la signature ? — Gide. — Gide, comme l'écrivain qui est mort hier ? — Oui, comme l'écrivain. »

Du même auteur, et dans le même ouvrage, une autre histoire de téléphone qui date de l'époque où Jean Cau était le secrétaire de Jean-Paul Sartre :  
« Cau avait une curieuse façon de traiter Sartre. C'était pourtant l'un des hommes qu'il aimait le plus au monde. Au retour d'un voyage à Saint-Tropez, où il était descendu à l'hôtel Ailloli, Sartre me raconta qu'il avait demandé de l'argent à son secrétaire. Celui-ci lui en avait envoyé, mais il avait également expédié un télégramme menaçant : « Téléphoner demain urgence. » Cau avait tout dit au père généreux, mais outré, qui pale pour la dernière fois les dettes de son fils. Sartre téléphona donc et il se fit sonner les cloches. Désireux de lui marquer sa bonne volonté, il dit néanmoins à Cau :  
« Je ne suis pas bouché, Cau ! »

L'autre complot : « Je ne suis pas touché » et répliqua sèchement : « Vous n'êtes pas touché parce que vous êtes un incantant ! »  
Sartre dut rectifier précipitamment. Il se moquait de Cau, mais en douce. Il aimait à dire que ce n'était pas un homme mais un objet. Il l'aimait bien quand même. Cau se sentait des responsabilités vis-à-vis de Sartre, qu'il jugeait incapable de s'assumer, ce qui était un comble pour le fondateur de l'existentialisme ! »

Philippe Bauvard raconte dans « Du vinaigre sur les huiles » (Stock) comment il a résolu son problème de jardinage :  
« Lorsque'on me demande pourquoi je ne bêche pas moi-même mon jardin, je réponds : « J'ai conclu un gentleman's agreement » avec le jardinier. Il n'écrit pas de bouquins, alors je lui abandonne mes pelouses. A chacun ses plates-bandes. »

## POUR SOURIRE

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Dans son impressionnante étude « Vivre avec la mort » (Alain Moreau), Monica Charlot rapporte cette sinistre histoire américaine des années 60 :

« Il était une fois un malade qui mourut. Il alla droit au ciel, mais il ne savait pas où il était. Inquiet, il interroge l'infirmière qui se trouvait à son chevet : « Madame l'infirmière, demandez-moi, suis-je mort ? » Elle répond, selon l'usage : « Avez-vous posé la question à votre docteur ? »

Chez Alfred Sauvy, « l'Economie du diable » (Colmann-Lévy), l'anecdote va plus loin :

« Voici une expérience que chacun peut faire. Demandez à une personne plutôt avancée si elle serait choquée à l'idée qu'un berger soit bachelier. Elle répondra que ce serait fort heureux et qu'il n'y a aucune raison de refuser la culture à un berger. Poussez un peu et demandez si, à un stade plus avancé, un berger pourrait être licencié. Après une légère hésitation, réponse analogue : il n'y a aucune raison de refuser la culture.

A ce moment, vous annoncez que des licenciés devraient donc accepter l'emploi de berger. Embarrassé, l'interlocuteur change alors de position. Autrement dit, le berger licencié est bien admis, mais non le licencié berger.

Pourquoi cette distinction ? Parce que le berger licencié évoque l'idée d'une progression, d'une promotion, tandis que le licencié berger suggère celle d'une déchéance, de dérogence. »

L'art de retrouver des textes significatifs et pourtant oubliés, Claude Roy le cultive avec bonheur. Dans le troisième tome de ses souvenirs, ce délicieux « Somme toute » (Gallimard) où l'homme apparaît tout entier, il rapporte un texte qui fait, à vrai dire, grincer des dents plutôt que sourire :

« Monsieur le maréchal, nous, soussignés, cent quatre-vingt-cinq habitants de Tournon-d'Agenais (Lot-et-Garonne), avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants : on nous annonce l'arrivée prochaine de cent cinquante juifs indésirables. Nous sommes tous, monsieur le maréchal, très fortement émus de cette perspective. Ce sont, nous osons le préciser, des indésirables. Ils le sont au même titre pour tous les Français sans nul doute et ne sauraient l'être moins pour nous que pour les régions qui s'en débarrassent. » (21 mars 1941.)

Plus loin, il feuillette pour nous son premier livre d'écolier, « Histoire de France », cours élémentaire (Armand Colin, 1922), dans lequel Ernest Lavisse met les images « à la portée des enfants », c'est-à-dire s'adresse à eux « comme à un auditoire de débilés congénitoux ». A la page 165, par exemple, « l'image représente une école en Algérie. Parmi les élèves, vous en voyez qui sont habillés comme vous. Ce sont de petits Français. Les autres sont vêtus du burnous blanc. Ce sont de petits Arabes. »

« Ils enseignent aux petits Français et aux petits Arabes tout ce que vous apprenez à l'école. »

« Les Arabes sont de bons petits écoliers. Ils apprennent aussi bien que les petits Français. Ils font d'aussi bons devoirs. »

« La France veut que les petits Arabes soient aussi bien instruits que les petits Français. »

« Cela prouve que notre France est bonne et généreuse pour les peuples qu'elle a soumis. »

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Attirer les emplois dans les régions peu peuplées

Le gouvernement crée une aide spéciale

Alors que nous l'avons indiqué dans nos derniers numéros, le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) s'est réuni, le vendredi 25 juin, à l'hôtel de ville de Paris, sous la présidence de M. Chirac, pour étudier plusieurs projets de loi importants. L'aménagement du territoire est l'un des domaines où le gouvernement a le plus de responsabilités. Le principe de la création d'une aide spéciale a été retenu.

Le CIAT a tenu sa séance à l'hôtel de ville de Paris, le vendredi 25 juin, sous la présidence de M. Chirac. Les membres du CIAT ont étudié plusieurs projets de loi importants. L'aménagement du territoire est l'un des domaines où le gouvernement a le plus de responsabilités. Le principe de la création d'une aide spéciale a été retenu.

Le CIAT a tenu sa séance à l'hôtel de ville de Paris, le vendredi 25 juin, sous la présidence de M. Chirac. Les membres du CIAT ont étudié plusieurs projets de loi importants. L'aménagement du territoire est l'un des domaines où le gouvernement a le plus de responsabilités. Le principe de la création d'une aide spéciale a été retenu.

Le CIAT a tenu sa séance à l'hôtel de ville de Paris, le vendredi 25 juin, sous la présidence de M. Chirac. Les membres du CIAT ont étudié plusieurs projets de loi importants. L'aménagement du territoire est l'un des domaines où le gouvernement a le plus de responsabilités. Le principe de la création d'une aide spéciale a été retenu.

Le CIAT a tenu sa séance à l'hôtel de ville de Paris, le vendredi 25 juin, sous la présidence de M. Chirac. Les membres du CIAT ont étudié plusieurs projets de loi importants. L'aménagement du territoire est l'un des domaines où le gouvernement a le plus de responsabilités. Le principe de la création d'une aide spéciale a été retenu.

## CORRESPONDANCE

### Le danger des gros navires

Après un voyage en Méditerranée, j'ai pu constater que le danger des gros navires n'est pas seulement une question de sécurité, mais aussi une question de pollution. Les gros navires, en effet, sont responsables d'une grande partie de la pollution maritime. Ils rejettent dans la mer de grandes quantités de déchets, de produits chimiques et de pétrole. Cette pollution a des conséquences graves sur l'environnement marin et sur la santé humaine. Il est donc urgent de prendre des mesures pour réduire le danger des gros navires.







## RENCONTRER JACQUES CHANCEL...

## Artisan-portraitiste et joueur d'échecs

**J**ACQUES CHANCEL n'a pas dans un des chaînes une fonction de responsable précis : il a su trouver des formes où il même le jet en donnant à d'autres le pouvoir provisoire de le mener aussi ; il enchaîne, il flotte, il tisse de multiples chaînes, on pourrait dire qu'il ténailonne, sans oublier la fonction philosophique essentielle qu'ont pu remplir les salons de l'époque des Lumières : sans méconnaître non plus la connotation mondiale du salon, genre Guermantes, et la société à laquelle cette pratique renvoie.

Les entretiens avec le président le font accéder à une place sociale à la fois privilégiée et vulnérable : il fait *saison* non plus seulement avec l'aristocratie à laquelle renvoie Giscard d'Estaing, mais encore avec le chef de l'Etat, ce qui fait décaler toute intention. Et, du coup il s'y perd, coincé entre le psychologique qu'il chérit et le politique qui se sert de lui, Chancel, comme moyen pour agir.

Un rêve, un de ses rêves, décrit son univers : sa belle maison du sud-ouest de la France, cette maison ancienne où Boileau a passé, où des poètes locaux ont vécu, il voudrait la louer « au pays » (la nation ? la municipalité ? la région ?) pour en faire « la ferme des artistes ». Dans le film *Prosmanni*, qui retracait la vie d'un peintre géorgien, naïf et dérivant, le peintre, enfin reconnu par quelques critiques, rêvait d'une grande maison où se réuniraient tous les peintres, et là, autour d'un feu, ils parleraient de l'art. Silence glacial des critiques, retombe de l'utopie ; Chancel a ce rêve-là, archaïque et merveilleux, c'est l'imaginaire d'un médecin qui justifierait toute sa vie d'homme public par la rencontre des peintres.

Et, dans la mythologie familiale qu'il raconte avec tendresse, le personnage de son père, artisan « escalériste », tient une place privilégiée. Artisan, artiste, compagnon, fabricant de « chefs-d'œuvre » maintenant révolus, faute de

temps, faute de finalité sociale, tout cela, à l'évidence, le fascine, lui sert de modèle. Quelque part, il cherche à produire des chefs-d'œuvre : non pas au sens le plus commun de l'œuvre exceptionnelle qui traverse les âges dans la gloire, mais au sens d'une œuvre achevée, parachève dans une pratique technique précise, faite par un homme et un seul. Et son chef-d'œuvre à lui, c'est la curiosité.

C'est ainsi qu'il retrace son cheminement. Il se dit, se définit comme un curieux. Un curieux passionné de « ce qui est dans le moment présent » : tout, tout de suite, pour l'illustrer, ce qui lui semble à lui, le trait dominant. Il s' imagine médecin de campagne : il l'accompagne les visites, la nuit, dans les routes enneigées, l'hiver ; la voiture dérape, bascule dans le fossé, on fait 12 kilomètres à pied pour arriver à bon port, la famille du malade s'inquiète mais que fait donc le docteur... Un scénario s'est construit, en quelques phrases. Chancel secrets des matrices événementielles, sans cesse. Fictives, ou

Car s'il parle de sa vie, c'est la même chose. Il s'est trouvé qu'elle avait ce caractère sur et prédictible pour lui-même. A dix-huit ans, il s'embarque pour l'Indochine, toujours, dit-il, par curiosité ; il fait l'école militaire des transmissions ; arrive à Saigon, il fait des émissions à Radio-France-Asie, et ce qu'il en dit, comme une justification étonnante, étonnante, c'est seulement que les émissions en langue chinoise avaient quatre millions d'auditeurs. Puis *Télé-Magazine*, *Paris-Journal*, *Paris-Jour-*... jusqu'au moment où on lui propose une émission tous les jours, à laquelle il a l'idée : deux personnes se présentent, les jours perdants une semaine. C'est la première compétition. 1968. C'est la débûte au *Radioglobe*.

**Ce qui frappe lorsque les tenants de l'antenne parlent de leur profession.**

c'est à quel point ils vivent et mystifient — peu importe la « bonne foi », qui est nullement ici en cause — la façon dont ils sont nœvus au poste où ils sont placés. Chancel parle sans cesse de naturel : « tout cela s'est passé « naturellement », « normalement » ; d'autres disent « banalement », ou encore que « c'est très simple », et Je crois que telle est leur image, dans leur propre tête. Jamais n'interviennent les notions de travail, de métier, de rôle, de travail dans les *mass media* : ce à quoi on a affaire, c'est une mythologie du travail et du don. Somme toute, pour s'y arriver », il faut travailler et être doué. Avoir de la chance. Des êtres humains, moyens et pourtant exceptionnels. L'exceptionnalité ne peut exploser leurs choix.

Sauf, ici, la curiosité, qui fait les rencontres. Car les deux réussites de Chancel sont des émissions fondées sur le principe de rencontres. Comme les rencontres du médecin de campagne : Radioscopie, une rencontre quotidienne, le Grand Echiquier, symbolique de la rencontre jusque dans son titre, une rencontre mensuelle. Le principe de Radioscopie pousse la rencontre à l'extrême : ne pas laisser les gens avant l'émision, avoir juste un parler avec « des mots » écrits dessus, choisir, de façon arbitraire, qui l'on va rencontrer, miser sur sa propre subjectivité pour que se produise un contact, un transfert, le choc, à l'audition, de deux voix qui résonnent l'une l'autre.

*Principe très puissant sur le plan psychique, et qui, de fait, ne peut pas manquer de réussir ; mais la rencontre sera à dominante psychologique. Jacques Chancel, sa voix, sa tonalité, sa disponibilité, rencontre « quelque'un ». Quels que soient les choix de « quelque'un », acteur, politique, médecin ou curiosité humaine, il s'agira de le montrer sous ses aspects les plus « humains ». « Objectivité, dit-il, je ne sais pas ce que c'est que ce mot. » Là réside sa force principale dans l'usage du sujetif ; il s'en sert avec sûreté.*



Mais alors, quand la rencontre se présente ? Eh bien, elle est le fruit d'un fait comme si c'était à quel-  
un de sa, quelqu'un d'autre que le pre-  
sident. Il lui pose des questions « sur-  
» (« Monsieur le président,  
in? ») qui se déroulent d'elles-  
mes, se défont. C'est que le  
président fait avant tout passer, quoi  
il dise, du politique : sa présence  
à l'écran signifie qu'il y aura  
quelques problèmes économiques pour  
tous ceux qui représentent, et qui sont  
testés par la mortité des Français.  
Là dépasse l'individu, Chancel, et le  
psychologue. La « rencontre » tourne  
autour d'un journaliste qui interviewe un  
homme politique, et qui participe d'aun-  
tant plus de ses choix, fût-ce à son  
vain, qu'une feinte agressivité achève  
d'être.

Dans le Grand Echiquier, il passe  
 bâton du relais à quelqu'un d'autre,  
 il lui-même fabriquera ses propres  
 rencontres, à faire orbiter des gens  
 qu'on ne voit jamais, à autour d'un  
 écrit; orbiter, cela veut dire qu'il  
 a des satellites, un soleil... et sans  
 doute un démolisseur pour actionner  
 tout le système. Faire le portrait de  
 quelqu'un à travers les rencontres  
 est-il à lui-même envie; au fond,  
 l'animal est un portraitiste comme  
 les autres, autrefois les peintres officiels.  
 L'homme d'échecs, portraitiste, il tire les  
 couleurs. Quand il parlait, tout à l'heure,

san place un clou par terre, puis un autre à quelque distance, puis tire à la craie un trait, et tend une ficelle, puis une autre; puis, enfin, pour que le modèle existe, l'artisan tire les ficelles, et l'escalier se construit. A chercher dans la parenté de tous, on trouve toujours le modèle qui gère leur univers imaginaire, la façon dont ils se voient, à jamais, isolés par la même des conditions objectives de leur travail.

Car lorsqu'on arrive à ses fonctions à Antenne 2, on tombe sur un terrain vague. Son bureau jouxte celui de Marcel Jullian, toutes portes closes délibérément ouvertes ; mais il n'est là pourtant qu'à l'attente de la consigne : anacard. Partage-t-il les responsabilités ? Non, et il insiste : seul le président d'une chaîne fait sa télévision ; « chaque chaîne est le reflet de son président », ô omnipotence du modèle individualiste... Il a des idées, pleines d'idées, mais il n'en veut pas partager. Il n'aime pas la télévision, mais il pourrait faire sa « télévision. Tout au plus affirme-t-il qu'on l'a confié un outil formidable en disqualifiant l'Office ancien ; on n'est pas au-delà. Une rencontre qui ne s'ira pas encore faire, en somme, un hasard qui n'a pas encore — eu lieu. C'est un homme qui aime les batailles, et c'est souvent vrai. Il est en déplacement perpétuel, ce curieux. Il n'y a qu'un seul moment où il est fixe « fixé », comme on dit du taureau que le matador réussit à immobiliser. C'est quand il est confronté à une puissance politique dont il devrait maîtriser l'usage. Mais il n'en a rien assumé. Alors, il est « fixé », et, dans cet instant précis, nous aussi.

**CATHERINE B. CLEMENT.**

## POINT DE VUE

## Il faut placer l'audio-visuel au cœur de l'Opéra

par JEAN-ÉTIENNE MARIE (\*)

**D**ANS son émission l'Événement, Julien Basançon nous a offert récemment le face-à-face d'un ministre, d'un administrateur, d'un directeur et de divers responsables syndicaux autour de la question posée - du fait de la lettre de M. Chirac - « Faut-il fermer l'Opéra ? ».

Mais était-ce bien là l'événement ? Et ne faudrait-il pas chercher celui-ci dans le fait étonnant qu'un compositeur, qu'un créateur ne fut invité au débat comme s'il allait de soi que l'Opéra ne pouvait être que la survivance d'une époque révolue... Le France a été désarmé, pourquoi pas l'Opéra ? La Concorde a pris le relais du France, l'IRCAM est là pour assurer la relève du palais Garnier. On ne peut indéfiniment laisser les morts ensevelir les vivants.

Le débat a touché essentiellement autour de la question de savoir si nous ne devons pas les moyens d'une opération de pratique ? Côté syndical : « Si oui, il faut payer le prix. Mais le peut-on si le budget des affaires culturelles reste ce qu'il est ? » Côté patronal : « Nous sommes prêts à payer le prix, mais le fait que la nation ne soit pas prête à payer nous empêche de le faire. » Nous consentir. Nous exigeons les plus grandes facilités de déplacement sur tout le territoire, de retransmission par radio et télévision. » Réponse syndicale : « Retransmission, oui ; mais à condition que les accords de Rome qui garantissent le droit au spectacle soient toujours en vigueur. » Nous assent l'opéra d'une loi française. « La psychologie antiphonique se résout toujours dans l'unité d'une récitation commune de la doxologie (« Gloire au Père... »). Nous edmes droit au... » Non, on ne fermera pas l'opéra... Mais est l'opéra n'est qu'une opération de prestige, nous ne pouvons le poursuivre dans le contexte économique actuel ?

du tendameur de la fabrication desques  
 jeunes compositeurs s'étaient déjà posé  
 la question : « Qu'est-ce que l'opéra ? »  
 « Un art total ? Certes, mais aussi, et surtout,  
 l'acte de communion d'un grand  
 concours de peuple. Or le spectacle  
 communautaire et populaire est singulière-  
 ment difficile à réaliser, mais le cinéma  
 l'aurait donc imaginé une mutation du  
 support du drame lyrique ou du théâtre mu-  
 sical, et le renouveau de l'opéra devait  
 passer par l'étude des rapports du son et  
 de l'image. Dans son désir de réaliser une  
 œuvre totale, le cinéma avait donc l'opéra  
 devant sa porte pressenti. Il fallait hardi-  
 ment penser la création et la diffusion en  
 termes filmiques et l'exploration de ce do-  
 maine avait été l'œuvre d'un opéra d'essai.  
 Toutes les démarches entreprises depuis  
 trente ans pour tenter quelque chose en  
 ce domaine ont été des tentatives de recher-  
 che, sont restées le fait d'activités  
 isolées, dispersées sinon séparées.

Or l'analyse de la situation faite par Jacques Chirac à partir de raisons économiques, c'est trop cher si ce n'est pour le bénéfice.

fice de la nation entière; il faut rendre possible une large diffusion par le canal des mass media ») rejoint celle que ces compositeurs avaient proposée à partir d'attendus esthétiques. Il faut que l'opéra intègre les techniques audio-visuelles.

Certes il est probable que le premier ministre n'envie que la diffusion d'un répertoire pensé, réalisé pour la scène. Mais à sa limite à cette vision des choses, ne risque-t-on pas de charger une structure déjà très lourde d'un poids supplémentaire, insupportable ? Par ailleurs, les produits résultants (films, retransmissions TV) ne peuvent être de qualité que si la réalisation filmique est spécifique. A côté du remarquable Otello réalisé par Karajan, avec un son stéréo, les retransmissions directes relèvent davantage de l'information que de la réalisation artistique.

Il ne suffit pas de penser - opéra plus retransmission - pour résoudre les deux problèmes, l'économique et l'esthétique. Il faut aller outre, jusqu'à « l'opéra par la diffusion ». Il faut placer les techniques audio-visuelles non à la périphérie, mais au centre même de la structure à mettre en place. Car ces techniques de diffusion sont aussi des techniques de réalisation et de création.

Il convient donc de se souvenir de cette parole d'Évangile qu'on ne peut mettre du vin nouveau dans des vieilles outres. Déjà, la topologie du palais Garnier est telle qu'un travail de réalisation traditionnel est extrêmement difficile.

Ce qui s'impose dans la seule perspective d'exploitation traditionnelle ne peut être que le plus anodin d'une exploitation : reproduire le programme des spectacles audio-visuels au cours de l'exploitation (création, réalisation, diffusion). Il faut des dépenses considérables, des équipements mobiles et souples, dans un lieu permettant la synthèse des caractéristiques acoustiques d'une salle de spectacle musical et d'un studio de tournage. Des machineries complexes (lumière et son), des laboratoires...

« Mais un tel projet, seul à permettre une exploitation rentable, ne serait-il pas au départ si sérieux que personne n'oserait l'imaginer sérieusement ? Cette objection aurait valable et l'on dirait à la Défense de l'opéra : « C'est la Défense de l'opéra qui est sérieusement et sérieusement au place... Mais il est dans Paris de vastes lieux qui, comme les pyramides égyptiennes, meurent peu à peu d'élegant façon, vaste cimetières de débris dont les dalles se vident de lichens, le sapin, de mousse, et dans l'eau d'un cimetière Jean Genet. » Dans les villes actuelles, le seul lieu, hélas ! vers la périphérie, où le théâtre pourrait être construit est le cimetière... Qu'on songe à ce que serait la sortie des spectateurs après Jean, de Mozart, s'en allant parmi les tombes, et dans la nuit, de la ville, vers dans la vie profane. Les conversations les silences ne seraient les mêmes qu'à la sortie d'un théâtre mortel. »

### Faut-il transférer l'Opéra à La Villette ?

**...QUITTER JACQUES MARTIN**

## A la fin fatiguée d'un repas de famille



**I**L S'en vont ; ils sont déjà partis. En vacances, les joyeux galo-pins du Petit Rapporteur: en congé, studeux — et tructueux — (un film, des galas !) les petits « reporters » et leur rédacteur en chef. Dès le 4 juillet, à 13 h. 20, sur TF-1, à l'heure où l'on avait tout de même pris l'habitude de rire, Sérieux s'absentir, une émission de Catherine Anglade, reprend une succession difficile. Revierdront-ils ? On les regrette-

**U**N éléphant, à côté de ses pompes, galope pour les rattraper, accompagnant par le piano narquois d'«*Ami Sésie*... Il s'effrite dans les pires bouffonneries du début du Petit Rapporteur ». Cela sent le collège, Alfred Jarry et Jean Vigo : cela renvoie à toute une lignée culturelle française, d'Alphonse Daudet à Courteline, de Zéro de conduite au père Ubu. Dans les meilleurs moments, le ton se maintient dans le registre, celui d'un honnête homme, d'un digne directeur d'école, d'un directeur d'un d'un directeur, revêtu susceptible d'une critique désabusée, véridique. Mais dans les pires moments, de plus en plus nombreux à mesure que s'opérait la spontanéité initiale, tout cela se dévoile dans le « bien français », le « bien de chez nous », et donne lieu à des discours emphatiques sur le thème de la réconciliation nationale par le ridoire. Ce serait pas mieux si tous les Français, au lieu de se battre bêtement, risaient ensemble. Et la farce de coléogien, la fraîcheur adolescente, le délit utopique, tourment à la grosse bague qu'on lâche à la fin fatiguée d'un repas de famille.

Tout y concourt, au repas de famille, au-delà du choix de l'heure dominicale, et d'abord la disposition de la table

amour de laquelle se tiennent, coupés à  
un-corps, les convives. Pas de femmes :  
elles sont à la cuisine, pardon, dans les  
cousines. On s'en doutait bien un peu,  
mais enfin dimanche dernier, on l'a vue  
celle qui, dans la salle, a pour fonction  
de dédicacher les appartements de la  
famille. Papa, c'est Jacques Martin ; Il  
se signale souvent comme père réel en  
s'adressant à sa petite famille, sur un  
mode tantôt bôillant et sarcastique,  
tantôt faussement sévère. Il occupe par  
ailleurs l'essentiel de l'édifice, son son  
espace à lui. Perpétuellement mobile, Il  
change d'expression sans cesse, déplace  
l'accent, du drôle au vieillot, de l'atten-  
dri au farfelu. Lui seul a osé résister à  
l'insu des émigrés, et se tenir sur le  
plus ou plus d'offenselement son  
troupeau à ses côtés. Maintenant, il les  
moque au lieu de les envoyer moquer  
des autres. C'est le *pater familias*, par-  
teur de l'effluveuse brimade, capable  
d'un bon coup de langue, distanciant, de  
l'effluveuse, comme telle.

Plein, c'est tanton, le tanton Intel-  
lectuel de gauche, on le met en boîte  
dessus chaque fois qu'il s'est posé  
sur Vostok, croisé et pipe au bec.  
Il tient son rôle avec une distinction  
cocasse, et fait son numéro contre vents  
et marées. Nain, parfois plat comme une  
limande, calculant mal ses effets, parfois  
démarrant de gentillesse jusque dans  
ses attaques, il ne ferait pas de mal  
à une mouche. Sa « petite semaine »  
perpétue la tradition des chansonniers  
de gauche, qui ont écrit de ces arti-  
cles graphiques, ingénieux, tournant à  
la devinette qui fait faire « ah... »  
quand tout le monde a compris. Il est  
gentil tout plein, c'est sa fonction.

A côté, les petits frères, plus jeunes

**C. B. C.**

(\*) Compositeur, musicien, metteur en  
ondes, professeur associé à l'université de  
Luminy.



## RADIO-TELEVISION

Dans son rapport d'activité

## Le Haut Conseil de l'audiovisuel préconise une réunification de la Régie française de publicité

Le Haut Conseil de l'audiovisuel, qui comprend quarante membres et dont le secrétaire général est M. Hadengue, vient de publier son premier rapport d'activité portant sur les programmes de radio et de télévision diffusés pendant l'année 1975 et pendant les cinq premiers mois de l'année 1976. Le Haut Conseil, qui déplore que TF1 et Antenne 2 doivent leur équilibre financier à leurs recettes publicitaires, propose de réunifier la Régie française de publicité : les recettes commerciales ne constitueraient plus alors qu'une seule masse, répartie selon des critères accordant à la qualité des émissions une large prépondérance sur l'audience.

En ce qui concerne la création, le Haut Conseil fait remarquer qu'en 1975 les trois chaînes diffusaient cent quarante téléfilms et dramatiques vidéo, alors qu'en 1976 elles n'en diffusent que soixante, ce qui nécessite une révision du quota imposé par les cahiers des charges.

Pour les émissions de variétés, le Haut Conseil constate une absence de renouvellement imputable, selon lui, à la rente de situation dont bénéficient un très petit nombre de producteurs.

Il s'agit là d'un monopole de fait, contraire à l'une des fonctions essentielles de la télévision et qui contribue au développement d'un « vedettariat » illégitime par certains comme un capital publicitaire que l'on commercialise à l'extérieur de la radio-télévision, estime le Haut Conseil.

D'autre part, certains producteurs font souvent appel aux mêmes artistes qui bénéficient ainsi d'un privilège exorbitant, barrage arbitraire, voire intéressé, à l'encontre de jeunes talents, association à des maisons d'édition ou de production, etc. En présence de cette situation inadmissible, qui la concurrence entre les chaînes tend à accentuer,

le Haut Conseil considère que les cahiers des charges devraient comporter l'annonce de principes de déontologie qui alimenteraient les présidents des sociétés à la fois les basses et à détruire des privilèges injustifiés.

Enfin, l'appel à de nouveaux talents et la diversification systématique des émissions, appelées à présenter toutes les formes du grand music-hall, devraient permettre de relever progressivement le niveau de qualité, dont l'élément culturel, sinon essentiel, du moins opportun, ne devrait pas être absent.

Le Haut Conseil, après avoir constaté avec satisfaction que les présidents de chaînes avaient volontairement réduit, en 1975, les émissions de films de cinéma, souligne qu'en 1976, au contraire, ces émissions seront plus nombreuses : 21 films de plus pour TF1, 20 films de plus pour Antenne 2 et 40 films de plus pour FR3. Soit au total, pour l'année, le chiffre record de 524 films de cinéma.

Le Haut Conseil souhaite encore que, contrairement à la tendance actuelle, les films d'auteurs (cinéma-club, cinéma de minuit) soient diffusés à une bonne heure d'écoute.

Le Haut Conseil s'inquiète de la diffusion d'un nombre sans cesse accru de films de violence sur les antennes des trois chaînes, le plus souvent des séries et des films étrangers de très médiocre qualité — mais qui ont pour les sociétés de programme l'avantage d'être « bon marché ». Il demande, en conséquence, que le nombre de ces films soit sensiblement réduit et qu'ils ne soient plus programmés aux heures de grande écoute.

En ce qui concerne les émissions destinées à la jeunesse, le Haut Conseil constate avec satisfaction que leur volume a sensiblement augmenté. Mais il regrette que la plupart de ces séquences ne préparent pas l'entrée de ces adolescents dans la vie active et qu'elles s'attachent davantage à plaire qu'à préparer à l'avenir. — C. D.

## Écouter, voir

• **SPORTS : LE TOUR DE FRANCE 1976.** — Jusqu'au 18 juillet, TF 1, à 15 h. 30 et à 19 h. 45, A 2, vers 16 h. et 20 h.

Si Eddy Merckx ne participe pas cette année à la compétition, le soixante-troisième Tour de France n'en demeure pas moins l'événement qui passionne les téléspectateurs amateurs de cyclisme. Pour ceux-là, TF 1 et A 2 ont prévu jusqu'au 18 juillet un rendez-vous quotidien au cours duquel sera présenté un résumé filmé de l'étape du jour, en Eurovision. Dix de ces reportages seront suivis de tribunes. D'autre part, toutes les arrivées d'étapes seront retransmises en direct l'après-midi, en alternance sur les deux chaînes.

• **FEUILLETON : LA DYNASTIE DES FORSYTE.** — Tous les dimanches, à partir du 27 juin, A 2, 20 h. 30.

Ni les Buddenbrook ni les Rougon-Macquart, ni Thomas Mann ni Zola, mais John Galsworthy avec sa *Dynastie des Forsyte*. De dimanche en dimanche, on redécouvrira donc le feuilleton qui fit le bonheur des Anglais en 1907 et celui des Français en 1970. Une adaptation littéraire très soignée, bien construite, une réalisation soignée, avaient fait connaître et apprécier la télévision britannique. Une rediffusion qui ne s'imposait pas, mais qui réjouira les esprits nostalgiques et romanesques.

• **THEATRE : HOMMAGE A JEAN VILAR.** — Mercredi 30 juin, TF 1, 20 h. 30.

« Une belle vie » que celle de Jean Vilar, pour le réalisateur Jacques Audiart. Une vie qu'il n'a pas voulu suivre littérairement, de la naissance à la mort, de l'arrivée à Paris au départ du T.N.P. Pour présenter le fondateur du Festival d'Avignon, il a réuni une foule de témoignages et de photographies qui illustrent les différents aspects de sa vie (le Stélio, le metteur en scène, l'acteur, etc.). Une heure et demi pour

connaître Jean Vilar, mais aussi les grandes réussites de l'action culturelle dans les années 50.

• **TELE-FILM : LA FOLLE DE CHAILLOT.** — Jeudi 1<sup>er</sup> juillet, A 2, 20 h. 30.

Place de l'Alma, le « président », le « baron » et le « prospecteur », trois hommes d'affaires, complètent. Ils ont un plan : exploiter les richesses des sous-terrains de Paris. Mais, alertés par le chiffonnier, la Folle de Chaillet, la vieille Aurélie, agit pour écarter les méchants, pour éliminer cette race qui parasite le monde à des fins d'argent. Dans une cave secrète, un tribunal est dressé, présidé par le chiffonnier. Les « rapaces », les exploités, seront exterminés ; le peuple sera libéré.

Gérard Vergey reprend pour la télévision la pièce de Giraudoux. Il l'adapte beaucoup, il la tringue un peu. Heureusement, Edwige Fenech (qui avait déjà joué la Folle au T.N.P.) est une Aurélie séduisante et dramatique. Véridique malgré de trop nombreuses manipulations électroniques, des jeux parfois factices d'images et de lumière.

• **DRAMATIQUE HISTORIQUE : LA DESTINÉE DE M. DE ROCHAMBEAU.** — Les vendredis 2 et 9 juillet, FR 3, 21 h. 30.

Des soldats ravagés par le scorbut sur un bateau en mer. Des rideaux que l'on tire, des portes qui se ferment à Newport. Des bataillons français qui avancent dans l'herbe blanche américaine... 1780. Bien que les colonies anglaises d'Amérique aient conquis leur indépendance depuis quatre ans déjà, les « insurgés » se battent encore. George Washington, qui ne dispose que de quelques bandes mal organisées, connaît plus de défaites que de victoires. C'est alors que le roi Louis XVI décide d'envoyer un corps expéditionnaire — dirigé par le comte de Rochambeau — à

son secours. Acte politique surprenant pour un roi catholique que de soutenir des protestants dans leur révolte contre une couronne britannique.

Daniel Lecomte, qui a déjà réalisé une excellente série sur le racisme en janvier 1975, s'est appuyé sur les nombreux journaux des officiers français de l'époque — une trentaine environ (dont ceux du comte de Rochambeau, du chevalier de Chastellux, de de Verger, de Clermont Crèvecoeur...) — pour raconter cette étrange expédition qui dura trois ans, pour trois mois de campagne seulement. Vision plus narrative qu'analytique. On y découvre la géographie, les mœurs d'une époque, le caractère d'un homme (l'art de vivre du comte de Rochambeau), les rapports fluctuants d'une armée et d'une population, l'atmosphère qui régnait dans les troupes, le quotidien d'une victoire.

• **FEUILLETON : LA JUIVE DU CHATEAU TROMPETTE.** — Vendredi 2 juillet, A 2, 20 h. 30.

Pour les amateurs de cape et d'épée, cinq épisodes adaptés de Ponson du Terrail. Un bon roman, donc une bonne idée, et un divertissement attachant. Odile Versois y est une marquise, et Nicolas Silberg un Gascon vraiment sympathique. Une rediffusion évidemment.

• **RETRANSMISSION LYRIQUE : LA PÉRICHOUE, D'OFFENBACH.** — Samedi 3 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Dans la mise en scène inventive de Jean-Louis Martinoty, ancien assistant de Jean-Pierre Ponnelle, le plus dépeint des opéras bouffes d'Offenbach ; d'après le *Carrosse du Saint-Sacrement*, de Mérimée, les aventures d'un couple de chanteurs de rue péruviens face aux débordements amoureux du vice-roi. Une production de l'Opéra du Rhin. Et une bonne distribution.

## Les films de la semaine

• **LE DERNIER SAUT,** d'Edouard Luntz. — Dimanche 27 juin, TF 1, 20 h. 30.

Deux êtres « perdus », un parachutiste criminel et un policier corrompu dans une carrière sans avancée, se trouvent liés par une amitié ambiguë et des rapports sadomasochistes. L'habileté du réalisateur dans la peinture psychologique et le duo d'acteurs Maurice Ronet-Michel Bouquet font de ce film un spectacle attachant.

• **TARTUFFE,** de Friedrich Wilhelm Murnau. — Dimanche 27 juin, FR 3, 22 h. 30.

Singulière adaptation de Molière pour un « film dans le film » reprenant un des grands thèmes de Murnau : la présence du mal, Tartuffe, en faux dévot, est le mal socialement installé qui souille la famille d'Orgon en prenant possession de son univers. Un autre aspect de Nostradamus.

• **LE JOUR OU LA TERRE S'ARRÊTE,** de Robert Wise. — Lundi 28 juin, TF 1, 20 h. 30.

Utilisant, en 1951, la science-fiction comme Voltairine ou Montesquieu utilisait l'exotisme au dix-huitième siècle, Robert Wise réalisait, en pleine guerre de Corée, un apologue dénonçant le danger atomique et plaignant le genre humain.

• **MAISON DE POUPEE,** de Joseph Losey. — Mercredi 30 juin, FR 3, 20 h. 30.

La pièce d'Ibsen a terriblement vieilli et la maîtrise technique de Losey, la composition en tableaux d'une grande beauté des images

vernement américain en face de ses responsabilités. Cette satire, alors originale et relativement audacieuse, a-t-elle bien vieilli ?

• **LES SUSPECTS,** de Michel Wyn. — Lundi 28 juin, FR 3, 20 h. 30.

Un meurtre, une enquête. Portrait de la victime par retours en arrière, sur témoignages de ceux qui deviennent des suspects, mécanisme de la « pieuvre » (c'était le titre du roman de Paul Andrea). Policière et judiciaire. Intéressant par le contexte sociologique et le fonctionnement de ce mécanisme.

• **TORPILLES SOUS L'ATLANTIQUE,** de Dick Powell. — Mardi 29 juin, FR 3, 20 h. 30.

Un film de guerre qui a, parfois, dans sa mise en scène l'authenticité d'un documentaire. Et qui rend hommage aux guerriers courageux, qu'ils soient américains ou allemands. L'affrontement Robert Mitchum-Curd Jurgens (ils ne cessent pas, eux, d'être des acteurs) fait passer la démonstration.

• **LA DIXIÈME VICTIME,** d'Elia Kazan. — Vendredi 2 juillet, A 2, 22 h. 35.

Inutile de chercher ici l'Elia Petri des films politiques. On est en pleine comédie sentimentale-érotique, relevée par un thème de science-fiction. Un film industriel qui voulait rivaliser de luxe avec les produits hollywoodiens. On a l'impression que Petri a tourné cela comme un pensum.

• **L'APPAT,** d'Anthony Mann. — Dimanche 4 juillet, TF 1, 20 h. 30.

Quatre hommes et une femme dans les paysages de

n'arrivent pas à masquer l'échec de cette transposition. Histoire embrouillée et ennuyeuse jusqu'au moment où Jane Fonda, peut-être, se livre à la grande démonstration féministe qui est au cœur de la revendication de Nora.

• **CRIME ET CHATIMENT,** de Pierre Chenel. — Jeudi 1<sup>er</sup> juillet, FR 3, 20 h. 30.

Solide adaptation dramatique du roman de Dostoïevski, qui est resté un classique du cinéma d'atmosphère russe ; cultivé dans les studios français au cours des années 30. Festival d'acteurs aussi. Le duel psychologique de Pierre Blanchard et d'Harry Baur est célèbre. Madeleine Casary, en Sonia, est toujours bouleversante.

• **LA DIXIÈME VICTIME,** d'Elia Petri. — Vendredi 2 juillet, A 2, 22 h. 35.

Inutile de chercher ici l'Elia Petri des films politiques. On est en pleine comédie sentimentale-érotique, relevée par un thème de science-fiction. Un film industriel qui voulait rivaliser de luxe avec les produits hollywoodiens. On a l'impression que Petri a tourné cela comme un pensum.

• **L'APPAT,** d'Anthony Mann. — Dimanche 4 juillet, TF 1, 20 h. 30.

Quatre hommes et une femme dans les paysages de

l'Ouest américain. Ils existent, leur psychologie est ambiguë comme dans la vie, et comme dans la vie, se qui se passe sur l'écran dépend de leur comportement, de leur réaction. Admirable.

• **LE MAÎTRE DE LA PRAIRIE,** d'Elia Kazan. — Dimanche 4 juillet, FR 3, 22 h. 30.

Le Kazan d'avant *Boomerang* et les grands sujets. Un peu perdu dans un univers romanesque glissant vers le mélodrame. Cette adaptation d'un livre à succès reste typiquement hollywoodienne par sa manière d'insérer un conflit familial dans un cadre folklorique. Belle interprétation de Spencer Tracy, Katharine Hepburn, et du jeune Robert Walker.

• **EXÉCUTIONS,** de Renato Guerrieri. — Lundi 5 juillet, TF 1, 20 h. 30.

Sombre histoire policière semée de chantages, de courtoisies, de drogue et de violence. Une mauvaise imitation italienne des séries noires américaines.

• **L'ÂGE INGRAT,** de Gilles Grangier. — Lundi 5 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Jean Gabin et Fernandel, qui s'étaient associés pour produire ce film, jouent les pères (francs moyens) terribles dans une histoire ruisant de bons sentiments jusqu'à la naïveté.

## 625 - 819 lignes

## INFORMATIONS

TF 1 : 13 h., le journal d'Yves Mourouzi ; 20 h., le journal de Roger Gicquel (le samedi et le dimanche, 19 h. 45, Jean-Claude Bourrois) ; Vers 23 h., TF 1 diffuse, par Jean-Pierre Pernaut, Pour les jeunes : « Les Infos » de Claude Fierand (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h. (le samedi et dimanche), le journal de Jean Lantzi ; 14 h., 15 h., 16 h., 17 h., « Flashs », par Gérard Holz ; 18 h. 30, le journal de Patrick Lecoq et Berty Duroz (télé-services) ; 20 h., le journal de Guy Thomas, Hélène Vids et Paul Lefèvre ; vers 23 h., Dernière édition ; FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, « Flashs » (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

ACTUALITÉS REGIONALES : 19 h. 20 (ensemble du réseau).

## ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 30) ; Je voudrais savoir (le mardi, 13 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le mercredi, le samedi, à 20 h. 20).

## RELIGIEUSES

## ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h. 30 (le dimanche), Le source de vie ; 10 h., Présence pressante ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur ; l'Église et les Français ; « Vire la foi aujourd'hui » ; 11 h., Messe dans la chapelle du collège Saint-Jean-de-Béthune à Versailles (le 27) ; à l'Église Saint-André d'Exideuil-sur-Vienne (le 4).

27 JUIN  
braderie de paris  
PARVIS DE LA DÉFENSE

un artisanat  
sans frontière  
AU NIVEAU 4, PALAIS DE LA DÉFENSE  
un village-atelier  
où les artisans créent  
devant vous pour vous

bougies, lampes, foulards, coffrets, fleurs, émaux,  
bois, vitraux, verres soufflés, tissages, etc.  
à prix artisans.



EXHIBITION + BRADERIE : 10 F  
ENTRÉE BRADERIE : 6 F

spécial jeunes

Avec RTL

## Petites ondes - Grandes ondes

## Informations

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Journal à 7 h. 30 (cult. mus.), à 9 h. 30 (cult. mus.), à 12 h. 30 (cult. mus.), à 19 h. 30 (cult. mus.), à 20 h. 30 (cult. mus.), à 21 h. 30 (cult. mus.), à 22 h. 30 (cult. mus.), à 23 h. 30 (cult. mus.).

FRANCE-INTER : A chaque heure jusqu'à 12 h. 30 et 18 h. 30, Bulletin complet à 5 h., 5 h. 30, 6 h. (Social music), 6 h. 30, 7 h. 30, 8 h. (Alain Bedouet), 8 h. 30 (Claude Guillemin), 9 h., 13 h. (J.-P. Elkabach), 19 h. (Paul Amad), 20 h. (Roger Telot), 22 h. (Paul Amad), 24 h.

EUROPE 1 : Toutes les demi-heures jusqu'à 8 h. Bulletin complet à 7 h. (Charles Villard) ; 7 h. 30 (Gilles Schneider, commentateur Alain Dubanché) ; 8 h. (Philippe Gildes), 9 h. (François Kanner) ; 13 h. (André Arnaud), 18 h. (Pierre Lescure) ; « Flashs » toutes les heures ; 22 h. 30, Europe-Paroisse ; 1 h., Europe dernière.

LUXEMBOURG : Toutes les demi-heures jusqu'à 9 h. 30 ; Bulletin complet à 9 h. 13 h. Journal « non stop », 18 h. 30 (Jac-

ques Paul) ; « Flashs » toutes les heures ; R.T.L.-dixes à 22 h.

RADIO - MONTE - CARLO : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 7 h. Bulletin complet à 12 h. 45 et 18 h. 35 ; Journal à 7 h. 8 h., 9 h. 12 h., 14 h., 20 h., 22 h. 30, 24 h. ; « Flashs » aux autres heures (dernier à 1 h.).

## Régulières

FRANCE-INTER : 5 h., Variétés et informations, 9 h. 10, Magazine de Pierre Bouciller ; 10 h., Inter-lemmes ; 11 h., A vos souhaits ; 12 h., Rétro-nouvelles ; 17 h., Le jeu des 1000 francs ; 17 h. 45, Radioparc ; 18 h. 5, Aventure ; 20 h. 10, Marche ou rêve ; 22 h. 10, Le Pop Club.

EUROPE 1 : 6 h. 40, Les nouvelles de Philippe Gildes ; 8 h. 15, Chronique d'E. Mougeon ; 8 h. 30 (8) ; Épiques ; 10 h., Pile ou face ; 12 h., Cash ; 13 h. 30 (8) ; Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h., Une femme, un homme ; 16 h. 30, Jean-Michel Desjeunes et Anne Sinclair ; 19 h., Jean-Loup Latoir ; 20 h. 30, Pierre Pédini ; 21 h. 30, François Diwo ; 24 h., G. Saint-Bris.

RADIO - MONTE - CARLO : 5 h. 30, Informations et variétés ;

9 h. 30, J.-P. Foucault ; 12 h., A vos de jouer ; 12 h. 25, Quatre ou double ; 14 h. 10, Le cœur et la raison ; 15 h. 10, Le cœur et la raison ; 15 h. 35, Journal à 7 h. 8 h., 9 h. 12 h., 14 h., 20 h., 22 h. 30, 24 h. ; « Flash-back » ; 22 h., J.-C. Laval.

R.T.L. : 5 h. 30, Musique et nouvelles ; 9 h. 30, A.M. Peysson ; R.T.L., c'est vous ; 19 h., Hi-Parade ; 21 h., Les routiers sont sympas ; 24 h., Les nocturnes.

## Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) ; 7 h. 15, Horizon ; 8 h., Orthodoxie et christianisme originaux ; 8 h. 30, Services religieux ; 9 h. 10, Bonne brade ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine ; l'Union nationale (le 27) ; le Grand Œuvre de France (le 4) ; 10 h., Messe.

• **M. François Mitterrand** sera l'invité de « l'événement » le 1<sup>er</sup> juillet 1976. Dans cette émission sur l'actualité réalisée par Christian Bernadac, Henri Marquet et Julien Besançon, le premier secrétaire du parti socialiste répondra aux questions des journalistes politiques et économiques de la rédaction de TF1.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

• **Le « Prague d'or »**, grand prix du 12<sup>e</sup> festival international de télévision de Prague, a été attribué au film japonais *Chouji Ryusa* pour la catégorie dramatique, et au film soviétique *Fantasia* pour la catégorie des œuvres musicales. C'est le Belge Toff Erhat qui a remporté le prix de la meilleure réalisation pour la dramatique *Mémo* *Luzembourg*.

## AUJOURD'HUI

## CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30, Variétés ; 18 h. 30, Séries ; 20 h. 30, Séries ; 22 h. 30, Séries ; 24 h. 30, Séries ; 26 h. 30, Séries ; 28 h. 30, Séries ; 30 h. 30, Séries ; 32 h. 30, Séries ; 34 h. 30, Séries ; 36 h. 30, Séries ; 38 h. 30, Séries ; 40 h. 30, Séries ; 42 h. 30, Séries ; 44 h. 30, Séries ; 46 h. 30, Séries ; 48 h. 30, Séries ; 50 h. 30, Séries ; 52 h. 30, Séries ; 54 h. 30, Séries ; 56 h. 30, Séries ; 58 h. 30, Séries ; 60 h. 30, Séries ; 62 h. 30, Séries ; 64 h. 30, Séries ; 66 h. 30, Séries ; 68 h. 30, Séries ; 70 h. 30, Séries ; 72 h. 30, Séries ; 74 h. 30, Séries ; 76 h. 30, Séries ; 78 h. 30, Séries ; 80 h. 30, Séries ; 82 h. 30, Séries ; 84 h. 30, Séries ; 86 h. 30, Séries ; 88 h. 30, Séries ; 90 h. 30, Séries ; 92 h. 30, Séries ; 94 h. 30, Séries ; 96 h. 30, Séries ; 98 h. 30, Séries ; 100 h. 30, Séries ; 102 h. 30, Séries ; 104 h. 30, Séries ; 106 h. 30, Séries ; 108 h. 30, Séries ; 110 h. 30, Séries ; 112 h. 30, Séries ; 114 h. 30, Séries ; 116 h. 30, Séries ; 118 h. 30, Séries ; 120 h. 30, Séries ; 122 h. 30, Séries ; 124 h. 30, Séries ; 126 h. 30, Séries ; 128 h. 30, Séries ; 130 h. 30, Séries ; 132 h. 30, Séries ; 134 h. 30, Séries ; 136 h. 30, Séries ; 138 h. 30, Séries ; 140 h. 30, Séries ; 142 h. 30, Séries ; 144 h. 30, Séries ; 146 h. 30, Séries ; 148 h. 30, Séries ; 150 h. 30, Séries ; 152











صكنا من الاصل

LA COPIE DU LAURÉAT DE PHILOSOPHIE AU CONCOURS GÉNÉRAL

Être de son temps

« Être de son temps. Que signifie cette expression et que vaut l'attitude qu'elle désigne ? » Telle était la question posée aux candidats des séries B, C, D et E du concours général de philosophie. Frank Burbage, âgé de dix-sept ans, élève du terminale B au lycée international de Saint-Germain-en-Laye, a obtenu le premier prix. La copie dont nous publions ci-dessous les principaux extraits.

Outre ce prix, Frank Burbage s'est vu attribuer le premier prix de sciences économiques et sociales. Pour ce jeune militant socialiste qui croit aux valeurs chrétiennes, être « le produit d'un certain système » n'empêche pas « de souhaiter la transformation de ce système ». Mais qu'il nous le déclare : « le Monde » du 10 mai. Être de son temps n'est donc pour lui ni une horreur ni une obligation, c'est dans la réalisation des valeurs — de son temps ou non — que réside la richesse d'une existence humaine.

Le monde offre, aujourd'hui, un aspect étonnant de changement, de mouvement : les sociétés semblent connaître plus de transformations dans ces dernières décennies que pendant les siècles qui ont précédé : révolution des techniques, accélération du rythme des découvertes scientifiques, ainsi que du rythme des mutations sociales.

De même les sociétés et les cultures connaissent au cours de l'histoire une évolution et des transformations, les hommes sont conduits à participer aux nouveaux modes d'existence proposés dans cette évolution. Et même s'ils en sont les promoteurs, ils acceptent plus ou moins facilement ces mutations : le refus ou la peur du changement s'ajoute à une interrogation sur la valeur de ce changement, son contenu.

Réfléchir sur cette idée de « vivre avec son temps », à la mode dans une société en transformation perpétuelle, entraînant avec elle les individus nous amène à poser le problème du sens et de la valeur des actions humaines : une acceptation docile et sans problème de tout changement suffit-elle, ou bien n'est-elle pas nécessaire de chercher à introduire dans les possibles développés par l'histoire certaines valeurs ?

En dehors de l'interprétation philosophique que l'on en donne, une société n'est pas une réalité statique ; elle a, elle est une histoire. Cette évolution apporte des transformations dans la vie des hommes : les nouvelles techniques conduisent à un nouveau mode d'adaptation au réel, à un nouveau rapport avec la nature : par exemple l'énergie électrique par rapport au charbon ou l'énergie nucléaire par rapport au pétrole place l'homme dans une situation nouvelle, du fait que son pouvoir, mais aussi ses responsabilités quant à l'utilisation de ce pouvoir se trouvent modifiés.

S'adapter ?

Les conditions nouvelles d'habitat, de nouveaux rythmes de vie conduisent à de nouveaux modes d'existence de l'individu, à de nouveaux pôles de développement de l'homme : évolution du cadre de vie, nature mais aussi social, dans les rapports de l'individu avec l'intérieur de la famille, mais aussi du groupe social.

C'est aussi toute une culture qui est amenée à se transformer : les transformations de la structure sociale, le bras-

sage croissant des individus dans le groupe créent de nouveaux modes de pensée, aboutissent à introduire de nouveaux systèmes de valeurs : les centres d'intérêt se développent grâce à une diffusion accrue de l'information, les attitudes sociales changent, comme par exemple en face du mariage ou de la sexualité.

En face de ces mutations, « être de son temps » signifie reconnaître la société comme une évolution : des problèmes d'adaptation sont posés à des individus qui vivent cette évolution, et avec elle la modification de leurs habitudes de leur système de valeur, de leur cadre de vie. L'attitude positive que veut traduire cette expression, c'est de ne pas refuser l'évolution en soi, ne pas considérer le nouveau comme ayant forcément moins de valeur uniquement parce qu'il est différent. (...)

Elle propose une conception de l'histoire et du devenir historique comme le développement des possibles pour l'homme : l'émergence du nouveau a contenu le développement de nouvelles possibilités d'expression et de réalisation des individus. L'histoire n'est autre qu'une œuvre collective de création porteuse d'enrichissement : par exemple l'évolution récente des techniques, avec la cybernétique, apporte des possibilités de libération humaine, par rapport aux contraintes de la production et du travail. La refuser, sous prétexte que le passé valait mieux, et sous le couvert d'un mythe de l'asservissement de l'homme à la machine, traduisant en fait une peur du changement, conduit à refuser une possibilité d'enrichissement de l'individu. De même, au niveau de la politique, cette peur du nouveau est paralysante : trop souvent le corps électoral est sclérosé, conservateur par peur du changement : non pas par refus du changement proposé, qui s'effectuerait par référence à un autre système de valeurs, mais par refus du changement en soi. C'est ainsi l'espoir de possibilités nouvelles, peut-être plus riches, qui est rejeté.

Conditionné par les modèles

Tel nous semble être le côté positif de cette expression, celui d'une reconnaissance du nouveau comme possibilité d'un « mieux ». Mais elle porte aussi en elle une autre signification qui nous apparaît tout aussi dangereuse que l'attitude qu'elle prétendait détruire. (...)

Le danger contenu dans cette expression nous semble être qu'il n'y a nullement fait allusion à un quelconque système de valeurs : elle mène à une attitude de conformisme tout à fait contestable que celle du refus de changement, en ce sens que l'un condamne le nouveau en soi, mais que l'autre ne fait qu'accepter ce même nouveau en soi sans en distinguer le positif du négatif, comme si le seul fait qu'il soit nouveau, « de notre temps », justifiait sa valeur. (...)

L'analyse marxiste montre qu'une organisation sociale n'est pas une réalité absolue, mais est relative à un certain type d'organisation économique, de rapports de forces et de répartition du pouvoir. La superstructure politique, juridique, administrative, ainsi que les organes de transmission de la culture,

tels les mass media, tendent à véhiculer une idéologie reflétant cette organisation sociale. L'école, par exemple, enseignement et manuels officiels, servent d'instruments de reproduction matérielle puisqu'elle forme des travailleurs adaptés, et idéologique puisqu'elle forme des modes de pensée et des systèmes de valeurs au système. L'individu plongé dans une société tend donc dès son plus jeune âge à être conditionné par les modèles qui lui sont proposés pour l'intégrer au système social dans lequel il vit. « Être de son temps » prend sous cet aspect une autre signification : se laisser adapter à la réalité de la société dans laquelle on vit. Ce qui paraît dangereux dans cette attitude conformiste est que la réalité devient bonne en soi, ce qui justifie que l'on accepte de s'y intégrer sans envisager un tant soit peu la valeur des modèles qui sont proposés. (...)

Un tel conformisme relève d'un scepticisme profond, puisque l'idée d'adaptation à toute société semble rejeter toute idée de vérité, ou de quelconque système de valeurs. De plus, elle conduit à une négation totale de la liberté humaine de choix d'une société, des valeurs que l'on souhaite voir réalisées, elle se transforme en acceptation : acceptation de la torture ou de l'extension de la criminalité, puisqu'elles sont des phénomènes de notre temps, absence de jugement quant aux systèmes politiques et à leur signification, puisqu'il apparaît n'y avoir valeur que celle de se conformer.

« Être de son temps », quelque à l'opposé de la première attitude de refus du nouveau, reste tout aussi conservatrice : elle conduit à refuser de participer à une transformation quelconque du monde, l'essentiel étant d'y être adapté. Cette adaptation n'est toute possibilité d'esprit critique, car elle n'offre pas d'autre système de référence que celui du système en place. Elle ne donne toute possibilité de contestation d'un ordre établi.

Quelque facilitant certainement la tâche des gouvernants, ce conformisme produirait à long terme la sclérose de la société qui mourrait de l'absence d'idées nouvelles et de forces de changement. Cette sclérose s'accompagnerait de l'aliénation d'une richesse à notre avis fondamentale de l'homme : celle du pouvoir de création et de renouveau.

Les bases

du non-conformisme

Une telle attitude morale ne se justifie que dans la mesure où l'idée d'une valeur, ou de valeurs est liée dès le départ à un scepticisme profond quant à la fonder dans la philosophie nietzschéenne, par exemple, une telle conception trouve sa raison d'être. Le monde est un monde du chaos, aucune source de valeur n'est reconnue : ni Dieu ni une aspiration immanente à l'homme. Ainsi toute œuvre humaine se trouve justifiée dans la mesure où elle est le résultat de la création spontanée du jaillissement des forces de vie, de puissance de l'homme. Le beau ou l'action bonne ne réside plus dans un ordre de valeurs, mais dans cette œuvre de création. En ce sens, « être de son temps » prend une signification beau-

coup plus profonde et désespérée. Le conformisme représente le consentement au destin. Amor fati, celui de l'homme qui de nouveau et non redevenant enfant, considère comme seule possibilité de libération, de création dans la toute-puissance de l'être.

Mais le conformisme ne vaut plus rien dans la mesure où l'on se réfère à un système de valeurs, où l'on affirme l'existence d'une vérité — alors la réalité n'est plus bonne en soi ; elle est meilleure ou pire selon les valeurs considérées. « Être de son temps » ne se comprendrait que dans le cadre d'une société où ces mêmes valeurs seraient réalisées, incarnées, au fond dans le cadre d'une société achevée, sans histoire. Par exemple, dans une perspective de libération politique, la cybernétique n'est pas une valeur en soi. Elle peut seulement être utilisée dans un sens de libération des hommes. Aussi le travail peut devenir libérateur, et faire de chaque homme un poète, c'est-à-dire un créateur, mais il peut aussi être aliéné, morcelé et inintéressant.

On perçoit mieux ainsi les bases du non-conformisme : pas d'un non-conformisme de parade, qui ne ferait que reprendre les habitudes ou les « modes » de contestation, et qui retomberait dans la même erreur, celle d'être de son temps sans penser à la valeur de ce temps et des actions qu'il motive. Mais d'un non-conformisme qui reconnaît l'existence des valeurs qui ne se réduisent pas à la réalité présente. Kant disait : « On ne peut désirer ce qui doit être de ce qu'il est ». Il existe un devoir, une exigence morale ou esthétique autre que la réalité, et des valeurs autres que la simple adéquation de la personne à cette réalité. Il repose donc sur l'affirmation de valeurs transcendant à la société réalisée, à l'homme, sur l'idée que l'homme est d'une certaine manière appelé à réaliser des aspirations qui ne se réduisent pas au monde réel, et qu'il doit au contraire agir pour transformer ce monde réel dans le sens de ces valeurs.

Mais une question est alors posée à une telle conception : dans quelle mesure le non-conformisme est-il possible : un homme n'est-il pas nécessairement de son temps ? Peut-on échapper aux modèles proposés ? On touche ici le problème de la liberté de l'homme d'être une société, de sa nature. Une approche sociologique tendrait à prouver que l'homme n'est rien d'autre que le reflet de la société. Par exemple cette idée de l'obligation morale attribuée à des valeurs transcendant n'est qu'une illusion, et que cette « voix qui parle en nous » n'est que celle de la nature, qui nous dépasse en ce que le nombre nous dépasse et représente dans cette synthèse transformatrice dont parle Durkheim une réalité plus riche que la nôtre, et de laquelle nous tirons toute richesse et tout bonheur.

La simple idée d'un non-conformisme semble ici relever du phantasme. De même le structuralisme, qui a partir de la découverte des structures du langage, des modes d'organisation de la pensée, certaines communes à toutes les langues comme la réalité des symboles, a transposé à toutes les sciences humaines l'idée que les relations sociales ne représentent qu'un type de communication identique au langage. La vie sociale est

réglée par des structures qui se trouvent reproduites à l'intérieur des individus, l'homme n'étant que le reflet de structures propres à une société donnée, point où se nouent des lignes de force, indépendamment de sa volonté, l'homme n'est qu'une invention de l'homme, et Michel Foucault peut dans les Mots et les Choses prophétiser sa mort prochaine. L'homme ne serait donc que le jeu de déterminismes, non naturels, mais d'une part sociale et de l'autre structurelle « être de son temps » devient non une possibilité morale mais une évidence, une nécessité.

Il semble cependant que ces deux thèses procèdent d'une déformation de la réalité sociale et humaine : d'une part la thèse sociologique réduit l'homme à un individu social. Elle procède aussi à une divinisation de la société, source de toute valeur, comme si certaines sociétés n'étaient pas en contradiction avec les valeurs de justice, de liberté, de respect de la personne que l'on peut se donner. (...) D'autre part la thèse structuraliste procède elle aussi à une divinisation de la structure, se plaçant à la source de toute chose, comme réalité transcendante à l'homme. L'une comme l'autre semblent oublier que l'homme reste à la base de la société d'une part, des structures de pensée et d'organisation sociale, comme acteur principal de l'histoire.

(...) C'est lui qui est cause de la société et non l'inverse, lui qui est cause de l'histoire, même s'il la crée dans des conditions particulières. Toujours il surgit plus loin que sa réalisation concrète, historique. Il connaît une liberté sous condition libre de créer en tenant compte de réalités historiques dans lesquelles il se trouve.

Libération et espoir collectif

On entrevoit ainsi pour l'homme la possibilité de ne pas être totalement « de son temps », même s'il y est plongé. Ainsi naît aussi la possibilité non de refuser « ce temps » car ce ne serait qu'une illusion sinon dans la mort ou le suicide, mais de refuser d'y être en acceptant sans réfléchir les valeurs proposées et leur réalisation historique. Le véritable choix n'est pas entre « être de son temps » ou ne pas l'être, il est entre, y être en y conformant comme à un déterminisme ou non l'inverse, lui qui est cause de l'histoire, même s'il la crée dans des conditions particulières. Toujours il surgit plus loin que sa réalisation concrète, historique. Il connaît une liberté sous condition libre de créer en tenant compte de réalités historiques dans lesquelles il se trouve.

FRANCK BURBAGE.

La vie du langage

Un colloque international de terminologie à Paris

ORGANISÉ par l'Association française de terminologie (AFTERM) (1) le colloque international de terminologie qui vient de se tenir à la Défense du 15 au 18 juin a été un succès autant politique que technique. Génés à la fois par le poids de la tradition académique et par une conception un peu élitiste de la défense de la langue, les pouvoirs publics français ne se sont engagés que tardivement dans ce domaine essentiel de l'indépendance économique. En outre, les moyens en personnel et en matériels, en particulier informatiques, qui auraient permis à la terminologie du français de se maintenir à un niveau international, se trouvaient alors (et sont encore) mobilisés par le C.N.R.S. au profit du « Trésor de la langue française », à Nancy.

La présence au colloque de Mme Christiane Scrivener, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, aux côtés de M. François Cloutier, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, et de M. Gérard Penlier, ambassadeur du Canada en France, outre qu'elle manifestait la solidarité croissante des pays de langue française dans la gestion de leur patrimoine linguistique commun, confirme que la terminologie est devenue aujourd'hui, autant qu'un problème de professionnels (experts, traducteurs), une affaire de gouvernements.

Le bilan du colloque est satisfaisant. Si l'Europe de l'Est, invitée, en était malheureusement absente (à l'exception de la Yougoslavie), les Nations unies, l'UNESCO, les Communautés européennes, l'Office fédéral (allemand) des langues, le Bureau de traduction du gouvernement fédéral canadien et la Régie de la langue française du Québec y étaient largement représentés.

La Régie québécoise en particulier, qui présente dans quelques jours à son gouvernement son premier rapport d'activité, a saisi l'occasion du colloque pour signer avec l'AFTERM, constitué voici un an à l'initiative du Haut-Comité de la langue québécoise, un accord de coopération qui s'inscrit dans le cadre plus général des accords de décembre 1974 dits « accords Chirac-Bourassa ».

La disproportion des moyens mis en œuvre de part et d'autre de l'Atlantique pour assurer une gestion moderne (c'est-à-dire essentiellement informatique) et une expansion continue des terminologies de langue française reste cependant préoccupante. Le partenaire français qui souhaitait depuis longtemps dans ce domaine le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa est maintenant désigné. Mais ce partenaire, l'AFTERM, devra s'efforcer rapidement pour répondre aux espoirs que sa création a suscités.

C'est pour l'y encourager, sans doute, que le gouvernement du Québec, en la personne de

M. Cloutier, a remis au gouvernement français (en l'espèce à l'AFTERM), le terminal de fabrication entièrement québécoise que la Banque de terminologie du Québec avait apporté dans ses bagages.

Si répandus que soient aujourd'hui les terminaux d'interrogation d'un ordinateur, le cadeau n'est pas seulement symbolique. D'abord par son prix : 7000 ou 8000 dollars. Ensuite, parce qu'il permet d'accélérer les études récemment entreprises sur la « faisabilité » en France d'une banque de données terminologiques sur le modèle des grandes banques existantes, en particulier à Luxembourg, au Québec et au Canada.

L'après-midi du 17 juin a précédé d'abord par une démonstration spectaculaire de recherche de vocabulaire. Succès, simplement, les banques de données de Luxembourg, d'Allemagne, d'Ottawa, de Québec et de l'Association française de normalisation ont été interrogées. Il leur a été demandé de fournir des dossiers d'unités lexicales : termes, définitions, équivalents étrangers normalisés ou non.

Transmis simplement par la ligne téléphonique, à travers des coupleurs-modulateurs, ces dossiers apparaissent immédiatement repris sur grand écran dans la salle des Nations de la tour d'Europe, à la Défense. Ils auraient pu aussi bien être véhiculés par satellite ; ce sera sans doute chose faite d'ici cinq ans, quand les travaux

de mise en place d'un véritable réseau francophone du monde de terminologie informatisée auront abouti.

Ils auraient pu également être fournis aux participants sous forme de liste, en utilisant une « imprimante » au lieu d'un simple terminal visuel. Mais, soulignait le rapporteur général du Haut-Comité de la langue française, M. Michel Bruguière, dans l'allocation de clôture du colloque, si spectaculaire qu'elle soit, une telle démonstration n'annonce pas la fin de l'ère Gutenberg.

D'autant moins que, si la terminologie est (ou tend à devenir) une dans ses méthodes, les systèmes de stockage et d'exploitation diffèrent sensiblement en fonction du but poursuivi. Dans le cas du Québec, du Canada, ou des Communautés européennes, il s'agit d'abord, et presque exclusivement, d'une terminologie bi ou plurilingue. Ce sont les besoins de la traduction, nés eux-mêmes d'un statut linguistique particulier, qui ont poussé de bonne heure à la création du système Eurodict de Luxembourg, et à celle de trois banques (Montréal, Ottawa, Québec) pour le seul Canada.

En France, si grande (et si mal connue) que soient les besoins de traduction technique, le problème essentiel reste la mise en ordre et la normalisation d'une richesse souvent sous-estimée. On ne s'étonnera donc pas que l'organisme moteur soit l'Asso-

ciation française de normalisation (2), l'AFNOR, dont le concours matériel et technique a rendu possible le succès du colloque.

La branche « terminologie » de l'AFNOR, NORMATERM, est donc, d'ores et déjà, une banque de données. D'autres fonctionnent ou se constituent : dans le pétrole, le textile, etc. Par ailleurs, des engagements universitaires existent ; parallèlement à l'exploitation industrielle ou économique des terminologies, il est certain que la recherche théorique doit se poursuivre.

En quelque sorte, il est apparu que la décentralisation (et, partiellement, le défaut d'intérêt des pouvoirs publics pour ce domaine) aura bien servi les intérêts de notre langue. Il reste que le moment était venu d'affirmer (ce qu'a fait, dans une allocution très remarquée, Mme Scrivener) la présence du français et de la France sur ce nouveau champ de la compétition internationale.

On notera, en outre, sans chauvinisme, mais avec satisfaction, que ce colloque (véritablement international : dix-neuf pays étaient effectivement représentés, dont une minorité de francophones) a pu se tenir paisiblement en français. Il suffit parfois de vouloir.

JACQUES CELLARD.

(1) AFTERM, 32, rue de Babylone, 75007 Paris, tél. 556-89-83. (2) Association française de normalisation, pour l'Europe, 11, rue de Valenciennes, 75001 Paris, tél. (1) 789-11-11.

COULEUR

Dans la lumière de l'Orient

ENFANT de la montagne et du refuge, Pierre Graziani revendique pour ses racines corse les sables de l'Orient et les silences de son désert. Plus haut encore dans cette identité qui vacille, la lumière et son culte. « Ce que j'ai d'arabe, nous dit Graziani, c'est l'aspiration à la lumière. » C'est peut-être pour cela que sa peinture se veut un ciel d'été pour la clarté méditerranéenne. Une clarté qui vient capter quelques nuances, traces de la couleur suspendue entre l'azur et l'écume.

« Je suis avec » les poètes d'Arabie qui portent la lumière à son Orient, dit-il encore. Je ne peux avoir de complicité avec les artistes américains par exemple qui célèbrent ou dénoncent les immensités d'un monde pas très bon. L'émotion m'entraîne au cœur d'Orient, comme d'ailleurs ont intrigué le royaume de Sicile, l'ère de Venise, le jeune de Naples... Il y a une couleur qui manque : elle ne se vend pas chez les droguistes ; elle est l'union de toutes les couleurs, dégoûtée de leur limon, de leur gémme.

Cette couleur, Pierre Graziani la cherche dans un ciel bariolé par des arcs et des nuages capricieux. Car c'est aujourd'hui le lieu de la brisure et de l'histoire éternelle. L'Arabie que trace Graziani dans ses aquarelles (1) est celle des nuages bleus et des étoiles déchaînées. Au fond, une lecture, poétique et incertaine : l'espoir d'Orient.

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) Galerie C. Ratté, 6, rue Bonaparte. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet.







**(Lire la suite page 26.)**

**(Lire la suite page 26.)**







# Galice : il pleut à Santiago, mon amour...

DANTE ALIGHIERI, dans la Divine Comédie, frôle le lieu commun sur la Galice : « E la mia donna, piena de letizia, mi disse: Mira, mira ecco il Barone per cui laggiù si visita Galizia... » car c'est connu, n'importe quel Espagnol vous le dira, « la Galice est l'un des pays les plus beaux de l'Espagne », et il suffit d'ouvrir un guide ou un recueil de voyages pour trouver des phrases comme celle-ci : « Vue sublime, panorama immense, beauté de brume : d'un côté la pente descend vers l'océan, de l'autre, les pins s'accrochent aux pentes vers les rives plates du sinuoso Miño, fleuve nonchalant entre ses rives de sable... », ou encore : « Les montagnes s'élèvent et se nouent en un admirable labyrinthe ; les rivières descendent, presque à fleur de peau, des méandres sculptés... »

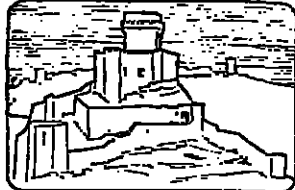
Mais le même Espagnol ajoutera, invariablement : « J'ai très envie de la connaître ». En effet, la Galice est le seul pays d'Espagne. Cela n'a pas été toujours le cas. Il fut un temps où l'Europe entière (toute la chrétienté) avait les yeux tournés vers Saint-Jacques-de-Compostelle ou, selon la légende, reposent les restes d'un disciple de Jésus, tueur de Maures et référence des intégristes « Santiago y tierra, España », a été, depuis le Moyen Âge, leur cri de ralliement. François d'Assise, Thomas Becket, Brigitte de Suède, Charlemagne, Isabelle de Portugal, parmi tant d'autres, sont allés en Galice en suivant la « voie lactée », à pied, à cheval, traversant fleuves et montagnes.

En Galice, vous êtes, c'est encore vrai, au pays des « douces collines vertes et des rivières limpides », les rias (bras de mer qui pénètrent dans des dalines de kilomètres dans la terre) ont été désignées « par main de Dieu », et, plus prosaïquement, vous avez des kilomètres de plages désertes pour vous baigner. Mais la Galice n'est pas que cela. Elle a, comme écrivait T. S. Eliot, « beaucoup de dieux et beaucoup de voix », que vous pouvez découvrir pour peu que vous abandonniez les routes nationales et les grandes villes. Chose facile, puisque la population galicienne est à 80 % rurale, et que les routes traversent bourgs et villages qui conservent leurs traditions ancestrales.

dans des pays lointains) et à diriger les affaires de la famille. Le mari et les fils peuvent venir de l'étranger avec des idées modernes, mais elle conserve et transmet ce fond culturel païen dont nous parlons tout à l'heure. Point de « tabous » pour la femme galicienne, ni sexuels ni moraux. Grâce à elle, l'ascétisme cadillan n'a pas eu droit de cité (ici nous parlons évidemment des coutumes de la campagne ; dans les grandes villes ces traditions se sont un peu perdues). Certes, la dispersion de l'habitat, les nombreuses romerías (fêtes religieuses en plein air qui finissent toujours après minuit de la façon la plus sensuelle et la plus païenne), y aident.

Mais, pour mieux pénétrer les mystères de cette province, il est préférable de parler la langue du peuple — des paysans, des ouvriers et des marins — le galicien. Les intonations sont mélodieuses, proches de celles du portugais, et il est parlé par une grande partie de la population. Depuis ses origines et jusqu'au quinzième siècle, le galicien-portugais était un même idiome, utilisé également par le poète de Vigo Martin Codax, et par le poète, l'indépendantisme du Portugal, la pression centraliste castillane (le galicien est encore tenu pour la langue des serviles ; son utilisation a été longtemps interdite, et son enseignement dans la période franquiste défendu), ont séparé les deux langues. Mais les peuples des deux côtés du Minho s'entendent parfaitement.

Quelle ingratitude que celle de la Castille ! Alors qu'elle avait besoin de toutes ses ressources (hommes, armes et langue) pour guerroyer contre les musulmans et contre les autres pays de la Péninsule, elle ne voulut pas affaiblir sa langue pour des usages lyriques ou mystiques et emprunta le galicien, qui devint ainsi le véhicule de la poésie castillane du treizième siècle. Le roi Alphonse X « le Sage », né à Tolède, qui résida à Burgos et voyagea sans cesse à travers les deux Castilles, utilisait



Le « règne » de la femme

Beaucoup de dieux ? En effet, ce qui frappe en Galice c'est un panthéisme toujours présent. Ici, le christianisme n'a pas réussi à éliminer les croyances primitives, et, comme en Bretagne (car la Galice est un pays celtique) ou en Irlande (un autre pays « héroïque et libre »), Dieu est partout et nulle part. « Krist in live, Krist in sine, Krist in eris », écrivait le moine Loris : dans la maison, dans les chemins, dans la mer. Les curés continuent de bénir les sources et les animaux, les paysans vénèrent toujours les chénaies et les marins ressentent encore une « terreur religieuse » (comme les légions romaines de Decio Junio Bruto à Phénix) devant l'océan. Saint-Jacques-de-Compostelle symbolise cette stratification des croyances. Selon Miguel de Unamuno, « aucun homme moderne doué d'un esprit critique, ne peut admettre — si catholique soit-il — que le corps de l'apôtre saint Jacques se trouve à Compostelle ». En fait, ce lieu (Iria Flavia) était déjà un centre de pèlerinage bien avant l'apparition du christianisme en Galice. Unamuno suggère que le corps vénéré par les catholiques à Compostelle n'est autre que celui de l'hérétique Priscilien, « qui avait mêlé le paganisme galicien et les doctrines chrétiennes ». « De cette façon ajoute-t-il, en reprenant les superstitions celtes, il essaya de christianiser le peuple ».

Priscilien fut décapité à Trèves, en l'an 385, et son corps ramené en Galice. Aujourd'hui, on pense qu'il est enterré à Santa-Eulalia-de-Boveda, dans une basilique située à 16 kilomètres de Lugo, que déjà les « priscilianistes » galiciens (il en reste) considèrent

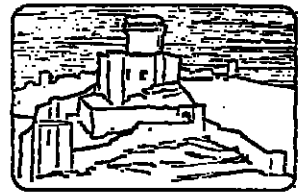
comme le haut lieu de l'hérésie. L'émigration est l'un des maux endémiques de la Galice. Depuis le début du siècle, plus de huit cent cinquante mille habitants s'en sont allés vers l'Amérique du Sud et vers les pays d'Europe. Entre 1965 et 1975, plus de deux cent cinquante mille Galiciens se sont dispersés par toute l'Europe ; il s'en est suivi une baisse de 1 % de la population galicienne, tandis que la population espagnole augmentait de 21 %. Les raisons de cet exode ? Vous comprendrez en voyant encore des charvres romaines, des labours faits à la main (généralement par des femmes) ; vous observerez une répartition microscopique des terres, un mauvais traitement des plantations ; en somme, des structures agraires archaïques, qui maintiennent la Galice dans une situation de sous-développement.

Au cours de l'histoire, les Galiciens ont été envahis de force dans les légions romaines ; plus tard, dans les bataillons des rois catholiques, pour chasser les musulmans. Cette histoire pourrait justifier le caractère réservé et méfiant que l'on attribue à ce peuple, le fait que les Galiciens répondent toujours « à une question par une autre question », et que l'on ne sait pas si un Galicien « est en train de monter ou de descendre quand on le rencontre dans un escalier ». Balivernes que tout cela ! Non, le Galicien, vous vous en apercevrez, est un homme doux, doté d'un sens aigu de l'humour et dépourvu de tout instinct d'agressivité. Sa femme est habituée à commander (les hommes étant souvent en mer ou

le castillan pour ses écrits en prose, ainsi que pour dicter lois et décrets ; mais il eut recours au galicien comme moyen d'expression subjective. Quand les rois catholiques eurent annexé toute la Péninsule, et que l'hégémonie castillane eut besoin de s'affirmer, le grammairien Antonio de Lebrija découvrit que « la langue est toujours la langue de l'Empire », et les idiomes des pays dominés furent prosaïques.

Maintenant, vous devez visiter Saint-Jacques-de-Compostelle, cette « symphonie de pierre », avec sa cathédrale aux styles divers, avec son Portico de la Gloria, une des merveilles de la sculpture romane. Saint-Jacques doit vous recevoir avec de la pluie, comme elle avait reçu Garcia Lorca, lui qui apprit le galicien par amour de cette langue : « Chose en Santiago, meu doce amor... » Si donc vous rencontrez la pluie, considérez que cela fait partie du paysage. La pluie est presque indispensable pour parcourir le val d'Ulla, semé de palais (pazos) anciens, une tente en état de grâce, ou celui de Sainés, encore habité par des personnages de Valle-Inclán, né à Vilanova-de-Arousa, tout près de Viana-de-Prior, où Pedro Gallo prononça les diatribes païennes qui immortalisent sa femme, la belle Galia, du péché d'adultère. Sur la plage de la Lanzada, de longs kilomètres de sable fin

L'attraction de la mort



En Galice, un vivant peut, à l'occasion, s'entendre mieux avec un mort qu'avec un autre vivant, et la Santa Compaña nous en donne la preuve : il s'agit d'une procession d'âmes du purgatoire à laquelle s'incorporent les esprits de vivants et de ceux qui ne sont pas encore nés. La Santa Compaña défile dans les chemins vicinaux (corredoiros) à minuit, n'importe quel jour de la semaine, sauf le dimanche. Si, par chance, la procession passe près de vous, n'acceptez jamais le dîner que vous offrirait l'un des damnés ; vous seriez immédiatement incorporé à la ronde éternelle. Il convient donc de tenir les mains fermées (crispées même) en murmurant constamment des Ave Maria.

Il y a moins de danger à assister aux processions des morts-vivants de Puñal-del-Caramiñal, ou de Santa-Marta. La première a lieu vers le 15 septembre, le jour du Divino Nazareno. Suivant un rituel qui date du quinzième siècle, défilent derrière un cercueil vide tous ceux qui ont été en danger de mort et qui doivent leur survie à l'intervention divine. A Santa-Marta, le cérémoniel est plus macabre : les miraculés sont installés

RAMON CHAO.

## La Nouvelle Costa del Sol a un visage différent pour chacun.

### POUR VOYAGER EN EGOÏSTE

La nouvelle Costa del Sol offre 116 Km. de paradis en pleine Andalousie, au bord de la Méditerranée. Qui ne s'y relaxerait pas ? Vous apprécierez la nouvelle Costa del Sol avec ses 330 jours de soleil par an, ses belles plages, ses marines, ses hôtels luxueux... sans compter les monuments historiques et les petits villages tout blancs si typiques. Venez, c'est tout près... il y a un aéroport international.

Saviez-vous que vous trouverez là-bas le plus grand centre de golf d'Europe avec des parcours de 10 à 18 trous. Vous pourrez aussi skier dans la Sierra Nevada (1.685 Km. de pistes)... visiter des sites uniques comme les grottes souterraines de Nerja ou encore l'ancienne ville romaine de Ronda. Est-ce assez pour vous distraire et réussir vos vacances ?

### PARTIR A DEUX.

Vous savez bien que les femmes ont une façon à elles de faire du tourisme. Votre compagne vous entraînera d'instinct dans le labyrinthe des multiples petites boutiques artisanales de la nouvelle Costa del Sol. Et oh surprise, ici... les prix ne sont pas « gonflés ». A part cela vous pourrez nager bien sûr en faisant de la voile sur la Méditerranée toujours tranquille...

Ou encore commander une « friture malagueña » (poisson frit, spécialité de Malaga). Et si vous n'aimez pas bronzer sur la plage, bronzex en jouant au tennis, et l'Alhambra de Grenade... A ne pas manquer : le toujours célèbre « tablas flamencas » et l'Alhambra de Grenade. Et beaucoup d'autres plaisirs et découvertes, trop nombreux pour les énumérer tous mais qui vous attendent lors de votre voyage en Nouvelle Costa del Sol.

### VOTRE TRAVAIL ? VOYAGEZ-VOUS POUR

La plupart de nos hôtels sont spécialement équipés pour répondre à tous vos besoins : réunions de travail, séminaires, etc... Il faut signaler d'ailleurs que la nouvelle Costa del Sol est fière de son centre de congrès, le plus moderne et le plus pratique d'Europe. Il y a une coutume en Nouvelle Costa del Sol qui veut que le voyageur y soit heureux. Parlez-en à votre agence de voyages.

Consultez votre agence de voyages ou écrivez-lui à : Carlos M. Gil, Executive Director, Costa del Sol Tourist Promotion Board, Palacios de Congressos, P.O. Box 298, Torremolinos, Espagne.

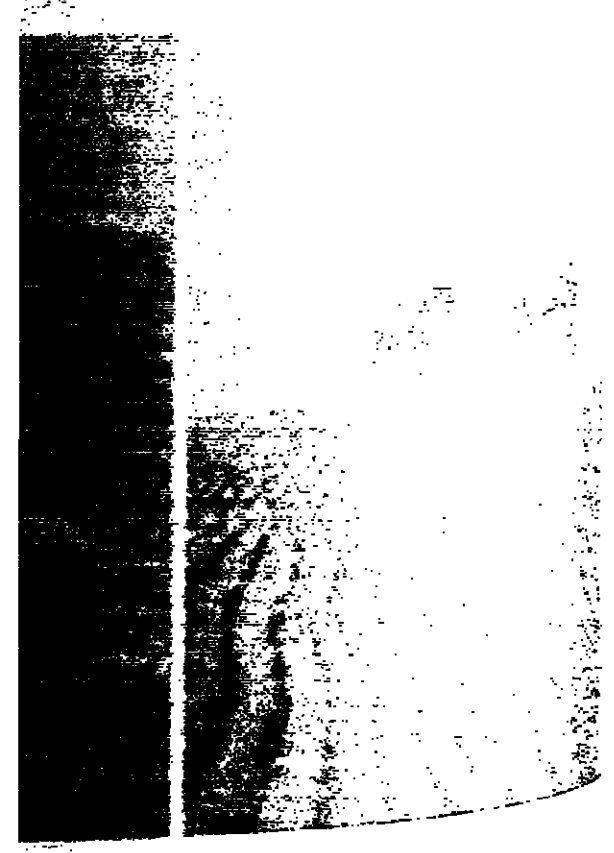
### Les paradoxes : une réussite

Celui de Bayona, en Galice, est enclos dans une péninsule fortifiée dominant l'océan ; ceux d'Alarcon, dans la Manche, de Jarandilla, dans la sierra de Gredos, de Ciudad-Rodrigo en Castille, sont d'anciens châteaux médiévaux, ainsi, par exemple, que celui de Fuenterabie, dans le Guipuzcoa ; San-Francisco est un ancien couvent dans les jardins de l'Alhambra de Grenade ; ceux de Ponteverda et d'Ubeda sont des palais ou des demeures seigneuriales ; Santa-Catalina, construit aux côtés des ruines du château, est à l'aplomb de Jaen. Le réseau des hôtels-paradoxes, administrés directement par le ministère de l'Information et du tourisme, est sans aucun doute une réussite exceptionnelle.

On ne trouve pas l'équivalent dans le monde. Les Péruviens ont un projet, encore modeste, de paradoxes près de Cuzco. L'idée fait son chemin à Porto-Rico. Les pousdads portugaises ont de l'ambition, justifiée. En France et en Allemagne, les relais des châteaux sont des entreprises privées. Seuls les Espagnols ont jusqu'à présent développé systématiquement cette utilisation de belles demeures du passé en hôtels à la fois confortables et raffinés. Pas une seule faule de goût, des modernisations qui n'altèrent jamais le caractère original, le respect rigoureux des traditions locales, enfin des tarifs sensiblement inférieurs à ceux des hôtels de catégorie sensibla. Le général de Gaulle, séduit, avait déposé en Espagne une mission spéciale afin d'étudier l'expérience des paradoxes pour l'adapter en France. Le projet, semble-t-il, a tourné court.

Le premier a été construit en 1928 dans la sierra de Gredos. Il avait été confié en gérance à un particulier qui renonça à la fin de la première saison d'été. Le développement du réseau associé à celui des auberges de route (albergues de carretera), des refuges et des hosteries, a été particulièrement rapide dans les années 60. Bien que l'on compte actuellement plus d'une soixantaine de paradoxes, leur capacité ne représente que 0,99 % de la capacité hôtelière totale de l'Espagne. Ils sont très recherchés par les voyageurs étrangers et depuis peu par la clientèle espagnole elle-même. Aussi n'est-il pas toujours facile d'y loger sans prévenir. Certains d'ailleurs, comme Alarcon ou Gijon, n'ont que six chambres. Leur entretien est déficitaire. Mais les autorités estiment que la promotion d'un tourisme de qualité et la préservation du patrimoine culturel justifient largement cet effort. — M. N.

## INARIES



... sont les îles Canaries...  
... vacances en Europe...  
... et côtes...  
... l'heure moyenne du mois...  
... et hôtellerie des plus...  
... contrastes...  
... ce qui fait que chaque se...  
... permanente ambiance familière...  
... semblable de vos vacances...  
... et un bon choix et préféré...  
... de vacances...  
... pour choisir les Canaries...  
... de l'Agence de Voyage.







# l'ergue somptueuse

La nuit, dans les rues de Barcelone, on a l'impression d'être dans un monde d'autrefois. Les maisons, les rues, les places, tout est si différent de ce qu'on voit dans les autres villes d'Espagne. C'est une ville unique, une ville qui a su garder son caractère tout en évoluant. C'est une ville qui a su s'adapter à son époque tout en restant fidèle à ses traditions. C'est une ville qui a su créer une atmosphère unique, une atmosphère qui est la marque de son caractère.

Après la nuit, le jour apporte une autre dimension à la ville. Les rues se remplissent de monde, les places de foules. C'est une ville qui a su créer une atmosphère unique, une atmosphère qui est la marque de son caractère.

La nuit, dans les rues de Barcelone, on a l'impression d'être dans un monde d'autrefois. Les maisons, les rues, les places, tout est si différent de ce qu'on voit dans les autres villes d'Espagne. C'est une ville unique, une ville qui a su garder son caractère tout en évoluant. C'est une ville qui a su s'adapter à son époque tout en restant fidèle à ses traditions. C'est une ville qui a su créer une atmosphère unique, une atmosphère qui est la marque de son caractère.

## A la comédie comme au XII<sup>e</sup> siècle

La comédie, c'est un art qui a su évoluer avec le temps. C'est un art qui a su s'adapter à son époque tout en restant fidèle à ses traditions. C'est un art qui a su créer une atmosphère unique, une atmosphère qui est la marque de son caractère.

La comédie, c'est un art qui a su évoluer avec le temps. C'est un art qui a su s'adapter à son époque tout en restant fidèle à ses traditions. C'est un art qui a su créer une atmosphère unique, une atmosphère qui est la marque de son caractère.

La comédie, c'est un art qui a su évoluer avec le temps. C'est un art qui a su s'adapter à son époque tout en restant fidèle à ses traditions. C'est un art qui a su créer une atmosphère unique, une atmosphère qui est la marque de son caractère.

### UN TOURISME DIFFÉRENT

## Deux fleurons de Barcelone : Picasso et Miro

**L**a vocation internationale de Barcelone n'est plus à démontrer. Depuis l'Antiquité, la capitale catalane est un lieu de rencontre, un carrefour méditerranéen essentiel pour l'économie et la culture, où l'art et l'argent ont appris à s'épouser harmonieusement, intelligemment. Ce n'est pas par hasard si Picasso, né à Malaga, lui garde toute sa vie un attachement remarquable.

Il y avait passé, il est vrai, les années déterminantes de sa formation. Et il lui témoignait sa reconnaissance en la dotant d'une part importante de la collection qu'abrite, depuis 1963, le musée qui porte son nom. Une collection éblouissante en ce qui concerne surtout les œuvres enfantines, adolescentes et de la période bleue du peintre.

Ses dans la vieille rue Montcada — cette arène que les riches marchands et les aristocrates ouvrirent au treizième siècle pour relier leur ville au port — le musée Picasso réunit en une seule entité culturelle d'une part le ravissant palais Aguller, refait au quinzième siècle, d'autre part celui du baron de Castellet, restauré au dix-huitième siècle. Chânes conjugués de la vieille maison seigneuriale gothique,

troué d'arcades et de patios, et de la demeure néo-classique.

A l'intérieur, dans un agencement typiquement catalan en ce qu'il allie les audaces de l'avant-garde et le respect de la tradition, un ensemble d'un millier de peintures et de dessins, près de huit cents gravures originales, trente-deux livres illustrés et dix-sept albums contenant à eux seuls quelque huit cents dessins. Le fonds primitif se constituait dès 1919 quand l'artiste décida d'offrir un certain nombre de ses toiles au musée de la ville. Suivirent d'autres donations en 1922 et en 1927, puis, en 1960, celle de Jaume Sabartés, l'ami intime et le secrétaire du peintre, dont la collection avait été commencée avant le siècle : peintures, gravures, sculptures, et surtout lithographies.

A quoi s'ajoute l'époustouillante série des cinquante-huit Ménines d'après Velasquez, qui fit sensation, on s'en souvient, quand elle fut montrée à Londres en 1960, et que Picasso offrit à Barcelone en 1968. Le tout judicieusement servi par un accrochage qui vise essentiellement à la clarté : esquisses et pochoches, dessins de Malaga, jusqu'à ceux des Quatre Gals, ce cheminement de « Picasso d'avant Pi-

casso » retient pour ce qu'il est. Mais aussi pour ce qu'il annonce.

Plus qu'un musée...

Les richesses de la Fondation Miro, qui vient d'ouvrir définitivement ses portes, n'ont pas moins estimables, ni estimées. Près de deux cents toiles du peintre catalan, de 1917 à 1975, trois cents sculptures, l'œuvre gravé au complet et près de cinq mille dessins. Grâce à la générosité de Miro, Barcelone possède là un autre grand musée de stature internationale. Mais aussi, grâce à la vivacité de l'artiste, l'Espagne s'est enrichie d'un centre d'études et d'art contemporain digne de ce nom. Car telle est sa vocation inspiratrice : la Fondation Miro est plus qu'un musée.

Décidée en mai 1971, la construction de la Fondation fut réalisée par Serri, Catalan d'origine

mais citoyen américain, ex-doyen de l'Ecole d'architecture de l'université Harvard et autour de la Fondation Masgari à Saint-Paul-de-Vence. Au flanc de la colline de Montjuich, dominant la ville et le port, le grand architecte a su parfaitement insérer l'édifice ultra-moderne dans la végétation typiquement méditerranéenne qui l'entoure.

Les rythmes et les matériaux du bâtiment rappellent ceux de l'antique « masia » catalane. Nul doute que le public local ne se sente ici chez lui : murs blancs à la chaux, sol en terre cuite, plafonds en voûtes. L'espace et la lumière, vités sous le soleil, sont distribués de façon qu'aucun tableau ou tension trop forte ne touchent le visiteur. Tout est discipliné, et le très symbolique rapport entre l'extérieur et l'intérieur, le dialogue entre la nature et la culture, est complètement équilibré.

Depuis juin 1975, la Fondation Miro fonctionne à titre expérimental. Au moment où elle vient d'ouvrir ses portes, officiellement mais sans aucun caractère officiel, il est peut-être temps de faire un bilan de ses activités. Miro, nous l'avons dit, a toujours voulu que la Fondation soit plus qu'un musée, un lieu vivant,

vive, un lieu d'avant-garde culturelle dans un pays qui, pour des raisons politiques, en manque singulièrement.

Qu'il soit satisfait. Grâce à l'animation de Francesc Vicens son directeur, la Fondation a su s'imposer comme telle. Bien équipée pour ce faire, elle dispose d'un auditorium de deux cents places, d'une bibliothèque pouvant accueillir seize mille volumes, de grandes salles d'expositions temporaires et de plus petites.

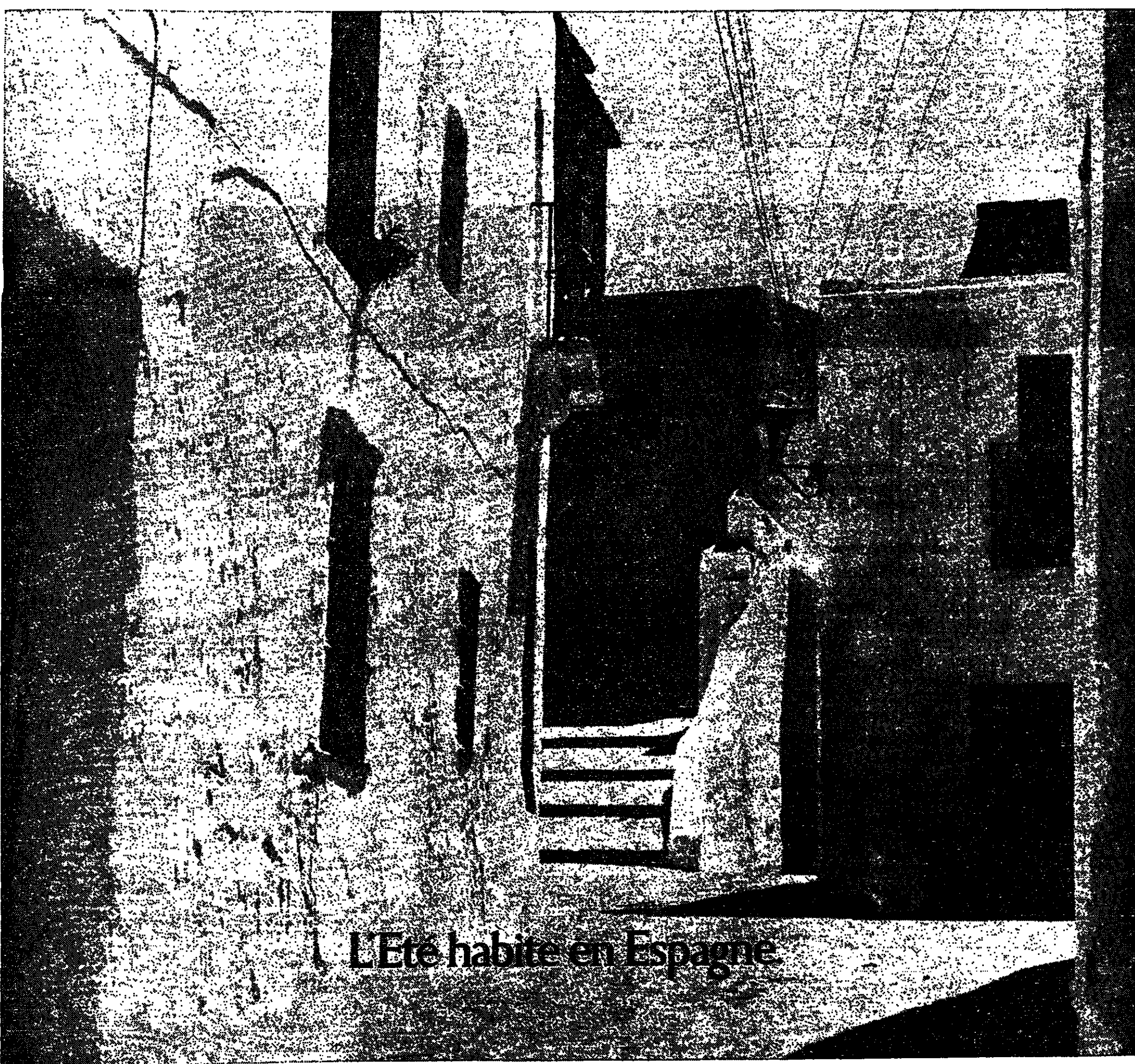
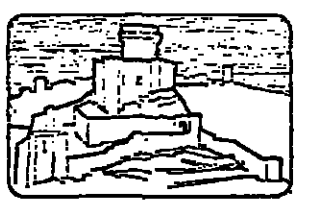
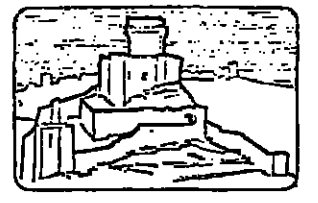
Parmi les expositions les plus récentes, signalons celle consacrée à l'Art tactique, et aussi celles, plus modestes, sur le nouveau quotidien catalan Avui, la Bande dessinée ou L'objet. Des débats et des « tables rondes » les accompagnent à un

rythme régulier. Parmi les concerts de musique contemporaine, ceux dédiés aux œuvres de Stockhausen et John Cage ont eu le plus de succès. Mais c'est dans ses activités cinématographiques que la Fondation, faisant office de cinémathèque, s'est révélée indispensable.

La pénurie est telle en Espagne, de ce point de vue, qu'on faisait salle comble à chaque projection, ou presque. Depuis le mois de février dernier, cent cinquante-neuf projections en tout. Un cycle Pasolini qui permettait de voir douze films dont la plupart inédits en Espagne. Mais aussi des cycles sur les classiques (Dreyer, Griffith) et sur le jeune cinéma contemporain : les jeunes Français (Eustache, Garrel, etc.), les Allemands (Syberberg, Werner Schröder).

Et des jeunes, ce centre d'art contemporain témoigne dans sa vitalité et dans l'accueil qu'on lui fait, de la faim d'un pays en matière de culture. Energique et efficace, elle est comme ceux qui l'ont voulu, comme ceux qui la font et, surtout, comme Miro lui-même, à la fois ancrée dans la terre catalane et complètement cosmopolite.

F. W.



## L'été habite en Espagne

Quand toute l'Europe cherche l'été, elle soit bien où le trouve. En Espagne. Le soleil y est plus chaud, plus longtemps, et l'été s'y trouve bien.

Depuis toujours, il a élu domicile dans les petits villages blancs, témoins d'une Espagne ancienne. Le jour, il se rend sur les plages de Méditerranée ou d'Atlantique. La nuit, il se couche très tard et vit à l'heure espagnole. En toute saison, l'été est chez lui en Espagne. Venez l'y rejoindre.

**L'ESPAGNE. L'ETE DE L'EUROPE**

Office National de Tourisme Espagnol 43 ter, av. Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie, Paris - Tél. : 225.14.61-62-63-64 21, cours Lieutaud, Marseille - Tél. : 47.24.37







# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## A L'ÉTRANGER

### Situation sociale tendue au Québec

Nous voulons favoriser l'émergence d'un parti des travailleurs nous déclare le président de la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.)

Le Québec connaît actuellement une vive agitation sociale. Depuis la promulgation de la loi anti-inflation, le 14 octobre dernier, qui limite à 12 % maximum l'augmentation des salaires pour cette année, alors que, selon les trois principales centrales syndicales (Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.), Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) et Centrale des enseignants du Québec (C.E.Q.) regroupées dans un front commun, les prix sont loin d'être aussi fermement contrôlés, les

salariés des secteurs public et para-public s'opposent ouvertement au gouvernement de M. Robert Bourassa.

Au moment où s'ouvre le congrès de la C.S.N., seconde centrale syndicale du Québec (180 000 membres) après la F.T.Q., nous avons demandé à son président, M. Marcel Pénin, qui est aussi président de la Confédération mondiale du travail (C.M.T.), de bien vouloir répondre à nos questions.

« Comment votre centrale caractérise-t-elle la situation du Québec à l'heure actuelle ?

— D'une manière générale, la situation se dégrade constamment dans la province du Québec. Les taxes augmentent de façon sensible et le budget pour l'année 1976-1977 prévoit un déficit de l'ordre de 600 millions de dollars. D'autre part, conséquence de la construction d'installations sportives luxueuses pour les Jeux olympiques, la ville de Montréal devra payer 300 millions de dollars sur un déficit global actuellement chiffré à 1 milliard de dollars, la différence étant prise en charge par le gouvernement. Avec les sommes dépensées pour les Jeux (près d'un milliard de dollars), nous aurions pu construire 120 000 logements à prix modique.

« Dans le domaine économique, nous constatons qu'il n'y a pas de développement. L'hôtellerie connaît une grande croissance, ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi, mais nous ne serons pas beaucoup avancés. Je pourrais multiplier les exemples.

« Sur le plan politique, le malaise est grand. Les résultats des sondages démontrent avec évidence que près de 75 % des Québécois sont insatisfaits du régime politique actuel. Enfin, le climat social est lui aussi déprimant. Le nombre de grèves grandissant de lock-out et de grèves démontrent éloquentement qu'il n'existe aucune volonté du gouvernement et du patronat de recréer un climat plus serein.

« La loi anti-inflation promulguée par le gouvernement à l'automne dernier a brusqué les conflits car les salariés refusent la baisse de leur pouvoir d'achat. Si l'on a, au Québec, les ministres,

les députés, les médecins, les notaires, les avocats les mieux payés du Canada, il n'en est pas de même pour les travailleurs. Le Québec est en retard, en ce qui concerne les salaires, même par rapport aux provinces de l'est, considérées comme moins industrialisées.

« Quels sont les objectifs du front commun syndical ?

— Le front commun, regroupant la F.T.Q., la C.S.N. et la C.E.Q., a été créé en 1972. À l'époque, le gouvernement avait cru pouvoir résoudre les problèmes des secteurs public, parapublic et des fonctionnaires provinciaux par l'incarcération, durant un an, des trois présidents de ces centrales syndicales.

« De notre côté, nous nous sommes rendu compte que, à cause du manque d'expérience, nous avions mal préparé le terrain auprès de l'opinion publique. En 1974, ce front a été réactivé en raison de l'inflation au Québec. Nous étions alors liés par des conventions collectives d'une durée assez longue (de plus souvent trois ans). Mais, comme tout le monde, nous n'avions pas prévu une augmentation des prix aussi importante. Les trois centrales se sont donc réunies et ont décidé de recuser les textes signés et de lutter ensemble afin d'obtenir pour les 180 000 travailleurs du front commun un salaire minimum de 165 dollars par semaine (800 francs environ) ou 4 dollars de l'heure (le salaire horaire est actuellement de 2,87 dollars canadiens, soit d'un peu plus de 14 francs). Les autres objectifs du front sont, en particulier, l'octroi de véritables congés-maternité, ainsi que la suppression du salaire au rendement.

« Les lois spéciales, tendant à supprimer le droit de grève aux salariés des secteurs en lutte, sont la seule réponse du gouvernement à nos revendications. Mais elles ne nous feront pas fléchir.

« Quels sont les enjeux du Congrès confédéral de la C.S.N. ?

— À nos cours de notre congrès, nous allons nous efforcer de préciser nos objectifs en tenant

compte de la situation actuelle ; et aussi de faire prendre conscience au plus grand nombre que la neutralité du gouvernement est un mythe. Nous avons un gouvernement de classe qui est inféodé aux États-Unis, et qui défend les intérêts des trusts et des banques au détriment des travailleurs. Nous allons aussi clarifier les relations entre partis et syndicats. Personnellement, je suis assez d'accord avec la position de la C.F.D.T. sur ce sujet : le parti politique et le syndicat doivent être deux réalités distinctes.

« Cependant, nous favoriserons l'émergence d'un parti des travailleurs, le parti ouvrier qui nous fait si cruellement défaut ici. Mais nous ne voulons pas qu'il y ait confusion avec la centrale syndicale. Nous ne sommes pas là pour faire élire des députés. À l'heure actuelle, aucun parti politique ne nous satisfait vraiment, même si nous sommes plus proches du parti québécois. Mais c'est un parti réformiste, pas un parti anticapitaliste. Si un jour, il existe un véritable parti des travailleurs — pour ma part, j'ai l'impression qu'il sera créé avant un an — nous ne pourrions que nous en féliciter.

(Propos recueillis par Emmanuel Gabey.)

## COOPÉRATION

### LE « SOMMET » DE PORTO-RICO

(Suite de la première page.)

Les travaux de Porto-Rico se dérouleront en l'absence des représentants de la C.E.E., à la participation desquels la France s'est opposée.

À son arrivée dans l'île, où le chômage touche officiellement 20 % de la population active, le président Ford a exprimé son espoir « que les travaux du « sommet » donneront un nouvel élan à la croissance de notre économie mondiale et à une coopération internationale améliorée ». Évoquant par ailleurs les relations entre les États-Unis et Porto-Rico, il a notamment déclaré : « Ceux qui pourraient être tentés de faire obstacle à nos relations librement choisies doivent savoir qu'un tel acte sera considéré comme une intervention dans les affaires intérieures de Porto-Rico et de ses États-Unis. Ce sera un acte inacceptable auquel nous résisterons par les moyens appropriés. »

Cependant à Porto-Rico, le syndicat des chauffeurs de taxi et celui des employés du téléphone ont lancé un ordre de grève pour le 28 juin, tandis que les Portoricains se proposent d'aller manifester devant l'entrée de l'hôtel Dorado Beach.

« LA SOCIÉTÉ RICHIER, qui fabrique du matériel de travaux publics (pelles hydrauliques, grues, etc.), annonce, dans un communiqué, que, « n'étant plus en mesure d'assurer une charge de travail raisonnable » à son usine de Font-de-Clair (Isère), elle se trouve obligée d'« en prélever la fermeture au printemps 1977 ».

Cette mesure entraînera le licenciement de 238 personnes. Filiale du groupe américain Ford, la société Richier emploie 4100 personnes dans neuf usines.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### A Marseille

### Les éboueurs ont repris le travail M. Defferre ayant décidé de faire appel à l'armée

De notre correspondant

Marseille. — Les éboueurs qui étaient en grève depuis le 22 juin, ont progressivement repris le travail depuis vendredi soir. Des équipes de soldats ont, samedi matin, contribué au ramassage des ordures. M. Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, avait annoncé, dans un éditorial publié par « le Provençal » du 26 juin, sa décision de faire appel à l'armée.

« J'ai pris mes responsabilités, écrit M. Defferre, en signant avec l'armée une convention pour le nettoyage de la ville dans le cas où, ce matin (samedi) le service ne serait pas accompli comme il doit l'être. J'ai obtenu pour cela l'accord des autorités compétentes. »

Évoquant l'épidémie de choléra récemment apparue à Naples, après une grève des services de nettoyage, M. Defferre déclare : « La gauche, le socialisme, ce n'est ni la paresse, ni la démagogie, ni la faiblesse, ni le bavardage. En présence d'une grève, et dans un cas pareil, le devoir d'un socialiste est de chercher une solution équitable mais aussi de se montrer efficace, de ne pas se perdre en tergiversations. (...) Mais il ne s'agit pas de grève puisque l'organisation syndicale, qui représente plus de 80 % des chauffeurs, éboueurs et cantonniers, ayant obtenu de moi, avant tout mouvement, ce qui a été accordé à Lyon après trois semaines de grève, avait décidé de ne pas interrompre le travail. En vérité, il s'agit d'une entrave à la liberté du travail organisée et menée par une minorité agissante utilisant tous les moyens pour tenter d'imposer sa loi. »

Les négociations, le 24 juin, menées avec le collectif C.G.T.-C.F.D.T.-F.O., ont abouti qu'à la proposition de primes diversifiées de 0 à 180 francs, alors que les syndicats réclamaient 200 francs uniformes. Dans la soirée, le personnel, par un vote à bulletin secret, a décidé de poursuivre le mouvement pour vingt-quatre heures, par 140 voix sur 170 présents.

Ce conflit a entraîné, d'autre part, un désaccord au sein du syndicat F.O. des employés municipaux (majoritaire) puisque certains de ses membres se sont joints au collectif, d'autres — derrière M. François Moscati, secrétaire général du syndicat F.O. des municipaux — ont, au cours d'une assemblée générale tenue vendredi dans la soirée, à la Bourse du travail de Marseille, manifesté leur intention de reprendre le travail et dénoncé « une minorité qui cherche à imposer sa loi par la peur ».

À la fin de la matinée de samedi, les conducteurs F.O. avaient repris le travail et vingt-cinq heures environ étaient en service. Des militaires en treillis auraient effectué certaines opérations de nettoyage.

« PANNE D'ENTHOUSIASME » DES CONTRÔLEURS AÉRIENS DE PARIS. — Les sept cent quarante contrôleurs aériens des centres de la région parisienne ont décidé d'engager, à partir du vendredi 26 juin, « une panne d'enthousiasme » qui se traduit par « le respect normal des écarts entre les avions », indique un communiqué du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien C.F.T.C.

## UN BON GESTIONNAIRE EST RAREMENT EN RUPTURE DE STOCKS.

Avouez-le : lorsque vous avez des ruptures de stocks à l'import comme à l'export, ce n'est pas toujours parce que les affaires marchent trop bien.



C'est parfois parce que les responsables se sont réveillés un peu tard, et qu'il faut faire des expéditions en catastrophe.

Vos expéditions méritent que vous étudiez de très près leur coût. Il représente au bas mot 10 % du prix FOB de vos marchandises.

Un bon gestionnaire profite autant qu'il le peut du bas prix maritime, avec l'avantage des envois de masse à dates régulières. D'autant plus que la Compagnie Générale Maritime peut transporter vos marchandises vers toutes les régions du monde et vous conseille gratuitement.

Nos intérêts coïncident : nous ne voudrions pas voir vos bénéfices s'envoler.

CGM : la Compagnie qui facilite votre gestion export-import.



COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME  
TOUR WINTERTHUR, 102, QUARTIER BOULEVARD — 92085 PARIS, LA DÉFENSE — TÉL. 778.70.00 — TELEX GEMAR 630.267.

## CORRESPONDANCE

### Une lettre du président du Syndicat national des classes moyennes

M. Henninot, président du Syndicat national des classes moyennes, nous prie de publier la lettre suivante.

Le Syndicat national des classes moyennes et son président, M. Henninot, mis en cause par l'article publié dans votre journal du 24 juin 1976, page 31, sous la signature de Mlle Maurus, tiennent à démentir catégoriquement avoir accusé « le C.N.L.A.C.M. d'être une pseudo-organisation composée d'états-majors usés et vieillissants », au cours de la conférence de presse au Palais des congrès, le 23 juin dernier.

M. Henninot tient aussi à préciser que le Syndicat national des classes moyennes n'attend pas la preuve de sa représentativité par quelque distinction ou nomination flatteuse. Son efficacité et sa représentativité sont déjà inscrites dans les faits. Les nombreux démentis de Mlle Maurus, déformant, on ne sait dans quel dessein, la réalité. Son scepticisme sous-entendu à l'égard de la valeur morale et de l'esprit d'entreprise des hommes de bonne volonté démontre une partialité et un désir de nuire, d'autant plus graves qu'ils interviennent au cours de la campagne de recrutement lancée par le Syndicat national des classes moyennes à laquelle le Monde a participé largement et non pas gratuitement.

« Nous avons directement pris contact avec M. Henninot, avec lequel nous avons eu deux conversations téléphoniques. À la suite desquelles le Syndicat nous a adressé le texte de la conférence de presse de M. Henninot. Dans ce texte, M. Henninot ne citait pas nommément le C.N.L.A.C.M. (Comité national de liaison et d'action des classes moyennes), mais il regrettait que la « classe moyenne n'ait jamais été réellement défendue avec vigueur ». Il précisait, en outre, que « sa division en groupes professionnels, dont les intérêts parfois s'opposent, sa pseudo-organisation composée d'états-majors usés et vieillissants, l'ont laissée dans une torpeur dont elle souffre à présent ».

Le Comité national de liaison et d'action des classes moyennes (C.N.L.A.C.M.) étant, à notre connaissance, la seule « organisation » représentative de ce groupe social, il nous a semblé que ces critiques ne pouvaient s'adresser qu'à lui. Quant à notre « scepticisme », il se fonde sur les doutes émis, même au sein des pouvoirs publics, sur le nombre des « délégués » et la représentativité du Syndicat national des classes moyennes. — V. M.]

## FAITS ET CHIFFRES

• LE BULLETIN OFFICIEL DES SERVICES DES PRIX du samedi 26 juin publie une série de hausses concernant notamment la literie et les matelas (3 à 4 %), les récepteurs de télévision (3 %), la papeterie (5 %), les sacs de polioles (7 %), les machines de bureau (3 à 5 %), le matériel d'informatique (3 à 5 %), les textiles artificiels et synthétiques (3 %), les articles galvanisés et étamés (3,5 %), les articles émaillés, dont les baignoires (4 %), les articles ménagers en inox (2 à 4 %), les tissus de coton (3 à 4 %), les corps gras, dont les huiles de tournesol, de soja et de colza (4 à 6 %), les eaux naturelles et eaux de source en bouteilles de verre (10 à 11 %), les services d'entretien des locaux (4 %), le jambon (0,3 à 0,9 %). En revanche, le prix des engrais azotés et phosphatés doit baisser de 2 à 11 %.

## LES AUTRES ESPAGNES

### Meilleur et le pire

La situation sociale en Espagne est très contrastée. Les régions du nord, comme la Catalogne, le Pays Basque, la Galice, le Pays Valais, sont prospères et ont une population active qui croît. Les régions du sud, comme l'Andalousie, le Murcie, le Valence, sont dépeuplées et ont une population active qui décroît. Les régions du centre, comme le Castille, le León, le Portugal, sont en déclin.

La ruine de la vie et de l'âme

La situation sociale en Espagne est très contrastée. Les régions du nord, comme la Catalogne, le Pays Basque, la Galice, le Pays Valais, sont prospères et ont une population active qui croît. Les régions du sud, comme l'Andalousie, le Murcie, le Valence, sont dépeuplées et ont une population active qui décroît. Les régions du centre, comme le Castille, le León, le Portugal, sont en déclin.

aires suite.

aires suite.

aires suite.

aires suite.

aires suite.

aires suite.

aires suite.

aires suite.







صحة من الاموال

LES DES CHANGES

d'incidents

Le directeur de la Compagnie des agents de change, M. Philippe Cosserat, a pris officiellement ses fonctions de secrétaire général de la Compagnie des agents de change le 24 juin. Il succède à M. Daniel Petit, qui vient d'être élu à la présidence de la Sioram (Société interprofessionnelle de compensation des valeurs mobilières), après dix-huit ans d'exercice.

d'une semaine à l'autre

Indice	25 juin	24 juin	23 juin	22 juin	21 juin
Indice C.A.S.	10.170	10.170	10.170	10.170	10.170
Indice S.I.C.	10.170	10.170	10.170	10.170	10.170
Indice S.I.C.	10.170	10.170	10.170	10.170	10.170
Indice S.I.C.	10.170	10.170	10.170	10.170	10.170
Indice S.I.C.	10.170	10.170	10.170	10.170	10.170
Indice S.I.C.	10.170	10.170	10.170	10.170	10.170
Indice S.I.C.	10.170	10.170	10.170	10.170	10.170
Indice S.I.C.	10.170	10.170	10.170	10.170	10.170
Indice S.I.C.	10.170	10.170	10.170	10.170	10.170
Indice S.I.C.	10.170	10.170	10.170	10.170	10.170

UN NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

M. Philippe Cosserat a pris officiellement ses fonctions de secrétaire général de la Compagnie des agents de change le 24 juin. Il succède à M. Daniel Petit, qui vient d'être élu à la présidence de la Sioram (Société interprofessionnelle de compensation des valeurs mobilières), après dix-huit ans d'exercice.

francs de primes (+ 14,5 %). Le chiffre d'affaires mondial du groupe s'est élevé à 8.594 millions de francs. Il sera procédé au paiement d'un dividende sensiblement majoré par rapport à l'an passé, soit 17,60 F contre 15,15 F.

Les comptes consolidés 1975 des

	25 juin	diff.
Ball équipement	111	- 4,30
Châteauneuf	112	- 2,50
Compagnie bancaire	228	- 9
Credit foncier	102,50	- 0,50
Flanac de Paris	168,20	- 3,80
Locafin	121	- 7
Locobail	182,20	- 7,30
Prêtatall	319,90	+ 5
U.F.B. (S)	130,50	- 25,50
U.F.B. (S)	388	- 17
Cyrl. fons. et imm.	224,40	- 7,50
S.N.L.	115	- 8
Chateaux Neufs	168,30	+ 1,30
Eurofinance	180,50	- 7,50
Priel	151	- 7
Schneider	187	- 4,80
Suez	221,50	- 9,50
A.G.P.	228,50	- 0,50

(1) Compte tenu du droit d'attribution de 52 F.  
(2) Compte tenu du droit d'attribution de 49,50 F.  
(3) Compte tenu du droit d'attribution de 63 F.  
(4) Compte tenu du droit d'attribution de 70 F.

Chargeurs réunis dégageant un bénéfice net de 34,5 millions de francs au niveau du groupe, la part revenant à la Compagnie des chargeurs réunis s'élève à 24,0 millions de francs, soit 11,40 F par titre.

Le bénéfice net de la Rue Impériale s'est élevé à 10,08 millions de francs. Le dividende sera porté de 15 à 16,50 F.

Alimentation

Pour 1976, les comptes consolidés de S.N. Geris-Dunone laissent apparaître une perte de 56 millions de francs, contre un bénéfice de 55,1 millions de francs en 1975. La société distribuera néanmoins un dividende de

	25 juin	diff.
Beghin-Say	55,05	- 4,45
R.S.M.-Gerv. Dan.	633	- 32
Casino (1)	112,5	- 58,50
C.D.C.	253,50	- 4,40
Molt-Hennsey	512	- 21
Morin	404	- 1,10
Olida et Gaby	163,80	- 1,10
Perrot-Ricard	44,50	- 2,50
Radar	118	- 2,50
Raffin. St-Louis	222,10	- 2,50
S.I.A.S.	404	- 2,50
Vialpierre	530	- 27
Club Méditerranée	49	- 12
Ferris	112,50	- 3,50
Jacques Borel	403	- 12
P.M.	19,10	- 0,80
Nestlé	6750	- 110

(1) Compte tenu du droit d'attribution de 225,50 F.  
25,20 F. prélevé sur le report à nouveau.

Le groupe Casino — dont le droit d'attribution à une action nouvelle pour 10,15 anciennes — a réalisé un chiffre d'affaires (T.T.C.) de 2.622 millions de francs au cours des cinq premiers mois de l'année.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 21 AU 25 JUIN

Nouvel accès de faiblesse

Un nouvel accès de faiblesse s'est produit cette semaine à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises, en dépit d'un léger raffermissement à la veille du week-end, ont enregistré leur deuxième baisse en importance depuis le début de l'année, perdant 3 % en moyenne.

Dés lundi, le ton était donné. A l'annonce sensible du vendredi précédent, succédait d'abord un flottement, puis trois jours de baisse quasi ininterrompue, durant lesquels, les échanges quotidiens ne cessaient de s'amenuiser.

A l'origine de cet accès de faiblesse, on trouve évidemment la mauvaise humeur des opérateurs après le vote de la loi sur les plus-values, le Parlement étant revenu sur quelques-uns des amendements qu'il avait proposés, notamment l'inclusion des obligations dans le champ d'application de la loi.

C'est, plus sûrement, les craintes d'une accélération de l'inflation et d'un nouvel affaiblissement du franc qui ont pesé sur la cote. Ne murmurait-on pas mercredi que la hausse de l'indice des prix en mai serait supérieure à 1 %, ce qui semble exagéré ? Dès le début de la semaine, notre monnaie avait quelque peu faibli, pour se rétablir par la suite, il est vrai.

Pour les opérateurs, l'arbre avait masqué la forêt, l'affaire des plus-values cachant aux esprits les véritables problèmes, ceux de l'économie. Aux yeux de l'étranger, ce genre de préoccupation l'a finalement emporté et la reprise des ventes interrompues depuis plusieurs semaines et tombant dans un marché creux, a considérablement affecté le nombre de valeurs-vendues (Air Liquide, Carrefour, L'Oréal, Michelin, etc.).

Un marché creux, avouons-nous dit. C'est précisément la faiblesse de l'activité qui inquiète le plus les boursiers. Pour eux, c'est un signe, celui d'une lassitude qui prend de plus en plus souvent la forme de la mauvaise humeur vis-à-vis d'un investissement jugé de moins en moins intéressant. Qu'adviendra-t-il après l'affaire des plus-values ? Un nouveau coup de frein à l'économie, puis une nouvelle campagne électorale ? Au seuil de l'été, et à la veille des premiers départs en vacances, la corbeille d'interrogation sur son avenir. Mais en Bourse, les vieux praticiens le savent, rien n'est jamais acquis d'avance.

PATRICE CLAUDE.

Bâtiment et travaux publics

M. Jean François, président de Carbone, Entreprise et Cérat, a déclaré que le groupe Lajoye, délégué à la saut redressement très spectaculaire de

	25 juin	diff.
Auxil. d'entrepr.	240	- 9
Boygues	368	- 12
Chimie	131,50	- 4,50
Chimie française	169,50	- 4
Dumas (1)	328	- 5,80
Eur. J. Levas	142	- 5,30
Gér. d'entrepr.	142	- 5,30
G.S. d'ars. de Mar.	223	+ 0,80
Lafarge	1342	- 135
Nations Phélic (S)	1342	- 135
Poliet et Chausson	130,50	- 1,40

(1) Compte tenu d'un droit d'attribution de 297 F.  
(2) Compte tenu d'un droit d'attribution de 326 F.

la division « Réfractaire », il ne fallait pas s'attendre à un redressement spectaculaire, mais des bénéfices significatifs n'apparaîtront pas encore.

Matériel électrique, services

C.G.E. maintient son dividende à 17,30 F net. Les comptes consolidés de 1975 font ressortir une marge brute de 686 millions de francs (+ 8 %) ou un résultat net de 14 millions de francs (- 12,5 %), celui-ci étant influencé par les pertes d'Alsthom.

A fin mai 1976, le chiffre d'affaires du groupe avait augmenté de 17,5 % l'amélioration ne se répercutera qu'en 1977 dans les comptes de la société mère, qui présentera une année des résultats en progrès modérés. Par ailleurs, la participation dans SINTRA a été portée à 37 %.

En 1976, la marge brute consolidée de Thomson-Brandt s'est

	25 juin	diff.
Alsthom	69,85	- 1,85
C.G.E.	382	- 12
C.S.F.	290	- 10
C.E.M.	70	- 4
Eginta Matra	498	- 55
Legrand	1970	- 1,40
Machatschke	39,10	- 1,40
Moncler	572	- 33
Radisson	212	- 11
Fr. Tél. Suisse	610	- 37
Thomson-Brandt	212	- 11
Levy-Sommer	865	- 40
I.R.M.	1301	- 37
Général des eaux	522	- 22
Lronnais des eaux	506	- 34
Eaux et Ozone	281	- 23

établie à 624 millions de francs, contre 596 millions, tandis que le bénéfice net revenait de 212,2 à 197,5 millions de francs. Le chiffre d'affaires du groupe, pour les cinq premiers mois de l'année en cours, est en hausse de 23 % ; la progression prévue pour l'année entière est de l'ordre de 15 %.

Le chiffre d'affaires du groupe Legrand a augmenté de 30 % au cours des premiers mois de 1976. Les six premiers mois de 1976 permettent à la Générale des eaux de prévoir que les résultats de 1976 seront sensiblement supérieurs à ceux de 1975. Le dividende a été fixé à 15,80 F net, contre 14,10 F.

Lyonnaise des eaux augmente également son coupon, qui passe de 16 à 18 F. Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 4,5 milliards de francs en 1975 et le revenu par action 62 F.

	25 juin	diff.
Châtillon	65,50	- 1,50
La Chiers	124	- 0,50
Cresco-Lohr	141,50	- 1,50
Denain-Nord	121,50	- 3,20
Métall. Normandie	191	- 0,20
Métall. Normandie	115,80	- 1,80
in ch.		
Saclor	60,75	- 1,25
Sauvies	138,20	- 4,20
Ushor	167,10	- 0,50
Valpierre	72	- 2,80
Basco-Pyrénées	155,80	- 13,20
Indust. de fondée	288,50	- 12,40
Sagem	560	- 24
Saint-Denis	117	- 5,10
Penafelt	275,50	- 1,50
Citroën	51,30	- 2,70
Renault	412,10	- 22,80
Peugeot	278	- 22

et Gorcey enregistrera pour 1976 un bénéfice inférieur à celui de l'exercice précédent (13,16 millions de francs). Ce bénéfice sera néanmoins suffisant pour assurer la rémunération du capital.

Pétroles

El-Gabon vient de découvrir sur un perron terrestre un gisement de pétrole qui débite pour

	25 juin	diff.
Antar	57	- 1,50
Aquitaine	357	- 6,50
Eso	65,90	- 1,50
France pétrole	129	- 5,50
Pétroles R.P.	74	- 2,50
Pétroles R.P.	304,50	- 2,50
Pz. de raffinage	80,50	- 2,50
Sogehap	75	- 2,50
TOTAL	231,80	- 5,30
Norsk Hydro	625	+ 15
Petrofina	125	- 3,50
Royal Dutch	125	- 3,50

le moment 136 mètres cubes par jour à une profondeur de 2.000 mètres environ.

Produits chimiques

M. Philippe Thomas, président du groupe « P.U.K. », a indiqué, lors de l'assemblée générale, que les résultats consolidés des premiers mois de 1976 étaient encore décevants. « La reprise, a-t-il ajouté, est restée jusqu'à présent modérée : le niveau des ventes au 31 mai n'a pas dépassé de plus de 15 % celui de la période correspondante de 1975. » Le grand

	25 juin	diff.
C.M. Industries	235	+ 9
Colte et Fancher	635	+ 9
Indust. Médieu	635	+ 9
Laboratoire Belina	227	+ 9
Boch-Boni	182,80	- 2,30
P.T.E.	182,80	- 2,30
Pierrefitte-Auby	82	+ 1,50
Rhône-Poulenc	197,50	- 8,50
R.A.S.F.	213	+ 2,50
Exor	235	+ 6
Bochert	235	+ 6
S.C.L.	23,50	- 0,10

patron de « P.U.K. » s'est montré néanmoins plus optimiste pour les mois qui viennent, la remise en liberté des prix des produits méditerranéens devant permettre au groupe de lutter avec ses concurrents sur un pied d'égalité.

Pierrefitte-Auby est d'ores et déjà en mesure de payer le dividende se rapportant à l'exercice en cours, a indiqué le président de la société. Au surplus, les perspectives de résultats devraient permettre de dégrader les fonds nécessaires à la rémunération du capital, assurant ainsi le paiement du dividende en 1977.

Mines, caoutchouc, outillage

Lors de l'assemblée générale, le président de Dunlop S.A. a souligné que les premiers mois de

	25 juin	diff.
Initial	113	- 1
Pedary	55,60	+ 0,40
Asphaltes	157,50	+ 0,40
Chartier	170	+ 2,30
R.T.S.	17,80	- 0,20
R.T.S.	12,50	- 0,15
Union minière	138,20	- 3,80
Z.C.I.	1,68	+ 0,02
Hutchinson-Mapa	59,50	- 2,30
Nichetta	1289	- 66

(1) Quatre séances seulement, dont la 4e de 278 975 titres échangés lundi.  
(2) Quatre séances seulement, dont la 4e de 158 000 titres échangés mardi.

MARCHÉ DE L'OR

	1976	1975
Or fin 999,9	193,50	193,20
Pièces françaises (20 fr.)	229,40	221,50
Pièces françaises (10 fr.)	117,50	114
Pièces suisses (20 fr.)	157,80	157,70
Pièces suisses (10 fr.)	78,90	78,90
Or suisse (20 fr.)	185	183,20
Or suisse (10 fr.)	92,50	92,50
Souverain (20 fr.)	196,50	196,50
Souverain (10 fr.)	98,25	98,25
Or suisse (20 fr.)	185	183,20
Or suisse (10 fr.)	92,50	92,50
Souverain (20 fr.)	196,50	196,50
Souverain (10 fr.)	98,25	98,25
Or suisse (20 fr.)	185	183,20
Or suisse (10 fr.)	92,50	92,50
Souverain (20 fr.)	196,50	196,50
Souverain (10 fr.)	98,25	98,25

Or fin 999,9 : 193,50 contre 193,20.  
Pièces françaises (20 fr.) : 229,40 contre 221,50.  
Pièces françaises (10 fr.) : 117,50 contre 114.  
Pièces suisses (20 fr.) : 157,80 contre 157,70.  
Pièces suisses (10 fr.) : 78,90 contre 78,90.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.

Or fin 999,9 : 193,50 contre 193,20.  
Pièces françaises (20 fr.) : 229,40 contre 221,50.  
Pièces françaises (10 fr.) : 117,50 contre 114.  
Pièces suisses (20 fr.) : 157,80 contre 157,70.  
Pièces suisses (10 fr.) : 78,90 contre 78,90.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.

Or fin 999,9 : 193,50 contre 193,20.  
Pièces françaises (20 fr.) : 229,40 contre 221,50.  
Pièces françaises (10 fr.) : 117,50 contre 114.  
Pièces suisses (20 fr.) : 157,80 contre 157,70.  
Pièces suisses (10 fr.) : 78,90 contre 78,90.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.

Or fin 999,9 : 193,50 contre 193,20.  
Pièces françaises (20 fr.) : 229,40 contre 221,50.  
Pièces françaises (10 fr.) : 117,50 contre 114.  
Pièces suisses (20 fr.) : 157,80 contre 157,70.  
Pièces suisses (10 fr.) : 78,90 contre 78,90.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.

Or fin 999,9 : 193,50 contre 193,20.  
Pièces françaises (20 fr.) : 229,40 contre 221,50.  
Pièces françaises (10 fr.) : 117,50 contre 114.  
Pièces suisses (20 fr.) : 157,80 contre 157,70.  
Pièces suisses (10 fr.) : 78,90 contre 78,90.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.

Or fin 999,9 : 193,50 contre 193,20.  
Pièces françaises (20 fr.) : 229,40 contre 221,50.  
Pièces françaises (10 fr.) : 117,50 contre 114.  
Pièces suisses (20 fr.) : 157,80 contre 157,70.  
Pièces suisses (10 fr.) : 78,90 contre 78,90.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.

Or fin 999,9 : 193,50 contre 193,20.  
Pièces françaises (20 fr.) : 229,40 contre 221,50.  
Pièces françaises (10 fr.) : 117,50 contre 114.  
Pièces suisses (20 fr.) : 157,80 contre 157,70.  
Pièces suisses (10 fr.) : 78,90 contre 78,90.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.

Or fin 999,9 : 193,50 contre 193,20.  
Pièces françaises (20 fr.) : 229,40 contre 221,50.  
Pièces françaises (10 fr.) : 117,50 contre 114.  
Pièces suisses (20 fr.) : 157,80 contre 157,70.  
Pièces suisses (10 fr.) : 78,90 contre 78,90.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10 fr.) : 98,25 contre 98,25.

Or fin 999,9 : 193,50 contre 193,20.  
Pièces françaises (20 fr.) : 229,40 contre 221,50.  
Pièces françaises (10 fr.) : 117,50 contre 114.  
Pièces suisses (20 fr.) : 157,80 contre 157,70.  
Pièces suisses (10 fr.) : 78,90 contre 78,90.  
Or suisse (20 fr.) : 185 contre 183,20.  
Or suisse (10 fr.) : 92,50 contre 92,50.  
Souverain (20 fr.) : 196,50 contre 196,50.  
Souverain (10



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
  - ITALIE : l'extrême gauche estime que la constitution d'un Front populaire est réalisable.
3. DIPLOMATIE
  - M. Kissinger reconnaît que sa « nouvelle charte atlantique » n'était pas une bonne idée.
3. PROCHE-ORIENT
  - LIBAN : la nouvelle bataille de Beyrouth.
4. ASIE
  - VIETNAM : « A l'épreuve de la réunification » (II), par Patricia de Beer.
4. AMERIQUES
  - AFRIQUE : la République sud-africaine : les troubles raciaux ont occupé les divisions dans la communauté blanche.
6. POLITIQUE
  - SCANDINAVIE : le budget 1977 de la recherche a été adopté par un conseil interministériel.
7. DEFENSE
  - La nouvelle organisation de l'armée de terre.
7. RELIGION
  - L'anniversaire de la mort du Mgr Escrivé de Bologne.
8. EDUCATION
  - La « loi » de l'école d'un enseignant.
  - Un avant-projet de parti socialiste pour l'enseignement.
9. JUSTICE
  - Cour d'assises de la Corée : les meurtriers de deux jeunes Anglais sont condamnés à la peine de mort.
9. SPORTS
  - CYCLISME : le Tour de France.
  - TENNIS : le tournoi de Wimbledon.
- 10-11. ARTS ET SPECTACLES
  - MUSIQUE : Otello à l'Opéra.
  - CINEMA : Lucio et les Géorgiens.
12. EQUIPEMENT ET REGIONS
  - PARIS : un plan du P.S. pour la capitale.
12. PRESSE
  - La librairie Hachette désire vendre France-Saïr.

### LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 13 A 20

- Au fil de la semaine : Pour l'histoire, par Pierre Vasson-Ponté.
- Lettre de New-York, par Jean-Pierre Gauthier.
- Photographie : Le couple du lauréat du concours général, France-Burkina Faso.
- RADIO-TELEVISION : Jacques Chancel, artiste, portraitiste et joueur d'échecs, et Jacques Martin : « La radio d'un repas de famille », par Catherine B. Clément.
- Pénit de vue : Il faut placer l'audio-visuel au cœur de l'Opéra, par Jean-Victor Marie.

### LES AUTRES ESPAGNES :

UN TOURNISME DIFFERENT

PAGES 21 A 28

- Gredos, Tusa, Lores, Moguer.
- Le meilleur et le pire.
- Le Pays basque : une Irlande au Jacet.
- La Mancha : un Bouquet somptueux.

### 27. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

- CONFLITS ET REVENDICATIONS : la lutte pour la terre, la terre fera appel à l'aide de l'armée si la grève des éboueurs continue.
- A L'ETRANGER : situation sociale tendue au Québec.

### 28-29. LA SEMAINE FINANCIERE

PAGES 29 A 36

### LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (15 à 19) : Annonces classées (20) : Aujourd'hui (20) : Carnet (11) : « Journal officiel » (20) : Métiologie (30) : Mots croisés (20).

Le numéro du « Monde » daté 26 juin 1976 a été tiré à 538 058 exemplaires.

(Publité)

### AVIS DE VOL

Les papiers d'identité, carte de crédit et chèques de M. Sigmar OUBOUMOFF ayant été volés récemment, toute personne pouvant fournir des renseignements doit s'adresser au Commissariat de Police de SAINT-CLOUD (92).

## La sécheresse et la chaleur continuent de sévir

Avec 37 °C, Saint-Nazaire et Toulouse ont été, semble-t-il, les plus chaudes de France le vendredi 25 juin. Pour Saint-Nazaire, il s'agit même de la plus haute température jamais enregistrée pendant un mois de juin. D'autres villes ont aussi battu leur record mensuel : Le Mans (36,5 °C), Rennes (36 °C), Alençon (36,5 °C), Quimper (34,8 °C). Dans la région de la Loire, à Nantes (36,1 °C) et à Brest (30,6 °C). D'autres villes n'ont battu que leur record journalier d'un 25 juin : Bordeaux (36,5 °C), Cognac (36,2 °C), La Rochelle et Agen (35,1 °C), Saint-Dizier (34,2 °C) et Nice (28,4 °C).

La tendance au réchauffement est particulièrement marquée dans l'Ouest. Très tôt dans la matinée de ce 25 juin, on a relevé les minima suivants : à Tours 22 °C (contre 20 °C le 24), à Rennes 18 °C (14 °C), à Cognac 21 °C (17 °C), à Bordeaux 20 °C (18 °C), à Caen (17 °C), à Paris-Montsouris 22 °C (20,6 °C).

Accompagnant ces très fortes chaleurs, la sécheresse se prolonge. Toulouse, on a noté quelques orages isolés à Calais (Vaucluse) et de Manosque (Alpes-de-Haute-Provence). Dans le Sud-Est, ces orages ont été accompagnés de grêlons atteignant parfois la taille d'un œuf de poule, si bien que les cultures ont subi de très gros dégâts.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

France : en Ardèche (300 hectares détruits), dans le Calvados (près de Vire), dans les Landes, dans le Morbihan. Le préfet d'Ille-et-Vilaine a pris un arrêté interdisant le brûlage des pailles et des chaumes.

Le niveau des rivières ne cesse de baisser, accroissant ainsi le taux de pollution. Ainsi le Cher a-t-il été interdit à la baignade dans tout le département du même nom, par décision préfectorale. Autres nuisances dues, semble-t-il, à la chaleur et à la sécheresse : invasion de vipères à Gratiou (Lot-et-Garonne), nuages de moustiques à Brest, deux tonnes de poissons morts retirés des cours d'eau de Moselle.

Pour sa part, le conseil général du Loiret estime qu'il est impératif de commencer, dès 1977, les travaux des barrages de Neussac (sur l'Allier) et de Villers (sur la Loire) et considère que la réalisation de ces deux ouvrages doit figurer parmi les toutes premières priorités.

Les incidents dus à la chaleur se multiplient : huit évanouissements dans un bureau du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, insolation un peu partout.

Sécheresse et chaleur sévissent aussi dans d'autres pays d'Europe et... en Australie, où l'on n'en est pas à se désoler.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

De nombreux incendies de forêt sont signalés, n. peu partout en France.

## Les dirigeants de la C.F.D.T. accusent des militants d'extrême gauche de vouloir manipuler les travailleurs

Exprimés par M. Edmond Maire, au congrès d'Amnecy, la volonté des dirigeants de la C.F.D.T. de combattre les initiatives des éléments d'extrême gauche vient de se manifester à propos de la décision prise par certains de ses militants le 6 juin, à Besançon, de mettre en place une « coordination nationale des luttes ».

Le bureau national C.F.D.T., réuni du 17 au 19 juin, s'en est occupé et l'organe confédéral Syndicalisme, le 24 juin, a publié une note déclarant notamment :

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... Il s'agit pour eux de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« En quoi une coordination extra-syndicale des luttes peut-elle servir à la solution de conflits aussi différents que Griflet, Caron-Ozanne, Lp, etc. ? Par contre, nous voyons bien comment cette structure extra-syndicale, et à la limite anti-syndicale, va servir pour tenter d'imposer aux autres travailleurs une pseudo-solidarité, exclusivement orientée vers l'objectif des groupes extra-syndicaux qui l'ont constituée... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

« Les organisations de la C.F.D.T. doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par ces groupes extra-syndicaux... »

ont pris l'initiative de se réunir à Besançon. Bien que le secrétaire de la coordination soit à l'usine Lp. (...) »

La fédération C.F.D.T. Heculux (textile), bien que non engagée dans la « coordination de Besançon », a, le 24 juin, exprimé son désaccord avec M. Edmond Maire.

Les quotidiens d'extrême gauche Rouge et Libération font largement état de cette querelle dans leurs numéros du 26 juin, et le premier critique vivement l'attitude de la direction confédérale.

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'il s'agit de faire apparaître les syndicats comme des comités de lutte à la limite anti-syndicale, et, par là, à constituer des comités de lutte contre les organisations syndicales... »

« Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant